

Nouvelles manifestations de l'opposition au Pakistan

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Abonnement : 3 DA ; Maroc, 3,80 dir ; Tunisie, 3,00 m ; Algérie, 1,50 DA ; Belgique, 18 s ; Suisse, 26 s ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 100 pes ; E.-U., 95 c ; G.-B., 10 p ; Grèce, 60 dr ; Irlande, 80 p ; Italie, 1.200 L ; Liban, 350 P ; Libye, 0,500 DL ; Luxembourg, 27 L ; Norvège, 8,00 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl ; Portugal, 200 esc ; Royaume-Uni, 1,40 £ ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 2
4, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 248-72-23

L'Etat israélien va poursuivre Shell et Philips pour pollution toxique

De notre correspondant

Amsterdam. - L'Etat israélien poursuit la procédure de condamnation des compagnies Shell et Philips pour pollution toxique. Le tribunal de Tel-Aviv a rendu son verdict. Les deux compagnies ont été condamnées à verser des dommages et intérêts à l'Etat israélien. Le tribunal a également ordonné aux compagnies de verser des dommages et intérêts aux victimes de la pollution.

Les compagnies ont été condamnées à verser des dommages et intérêts à l'Etat israélien. Le tribunal a également ordonné aux compagnies de verser des dommages et intérêts aux victimes de la pollution.

Stock d'armes en Iran

Un stock d'armes en Iran. Les autorités iraniennes ont déclaré qu'elles possèdent un stock d'armes considérable. Elles ont également déclaré qu'elles sont prêtes à vendre ces armes à qui en veut.

Les autorités iraniennes ont déclaré qu'elles possèdent un stock d'armes considérable. Elles ont également déclaré qu'elles sont prêtes à vendre ces armes à qui en veut.

Les autorités iraniennes ont déclaré qu'elles possèdent un stock d'armes considérable. Elles ont également déclaré qu'elles sont prêtes à vendre ces armes à qui en veut.

Les autorités iraniennes ont déclaré qu'elles possèdent un stock d'armes considérable. Elles ont également déclaré qu'elles sont prêtes à vendre ces armes à qui en veut.

Les autorités iraniennes ont déclaré qu'elles possèdent un stock d'armes considérable. Elles ont également déclaré qu'elles sont prêtes à vendre ces armes à qui en veut.

Les autorités iraniennes ont déclaré qu'elles possèdent un stock d'armes considérable. Elles ont également déclaré qu'elles sont prêtes à vendre ces armes à qui en veut.

Les autorités iraniennes ont déclaré qu'elles possèdent un stock d'armes considérable. Elles ont également déclaré qu'elles sont prêtes à vendre ces armes à qui en veut.

Les autorités iraniennes ont déclaré qu'elles possèdent un stock d'armes considérable. Elles ont également déclaré qu'elles sont prêtes à vendre ces armes à qui en veut.

Réformer l'économie soviétique

Contraint par le poids de la bureaucratie à progresser lentement, M. Andropov n'a pas pour autant abandonné son projet de réforme de l'économie. Lundi 15 août, le numéro un soviétique a voulu marquer un nouveau point contre tous ceux qui n'avaient pas accueilli avec enthousiasme ses idées - et ils sont sans doute nombreux dans un pays où l'originalité et l'innovation entraînent souvent les pires désagréments.

S'adressant à un groupe de vieux militants du parti, il a réaffirmé clairement son intention de ne pas en rester là et de promouvoir d'importantes modifications du système économique « pour aborder dans de bonnes conditions le prochain plan quinquennal ». Cette dernière précision est particulièrement importante, puisque M. Andropov fixe une date butoir. C'est en effet dans deux ans et demi qu'entrera en vigueur le nouveau plan.

D'ici là, a-t-il affirmé, M. Andropov, il faudra « élever sensiblement le niveau de la gestion économique, rendre l'économie nettement plus performante, transformer notre économie en un mécanisme fonctionnant sans à-coups », car « les tâches définies par les derniers congrès du parti sont loin d'être réalisées, et maintenant il nous faut rattraper le retard. (...) Nous ne pouvons pas être satisfaits du rythme de passage de l'économie à un développement intensif (...) Nous n'avons pas recherché suffisamment d'énergie les moyens de résoudre les nouvelles tâches. Nous avons souvent opté pour des demi-mesures. Nous n'avons pas su surmonter assez rapidement l'inertie accumulée ».

Une fois de plus, M. Andropov a dénoncé le développement d'un « virus petit-bourgeois » dans une fraction de la jeunesse et a insisté sur la nécessité de lutter contre « les cas de parasitisme, de passivité sociale et au travail, de manque de discipline ».

M. Andropov - qui a fait promettre la semaine dernière de nouvelles règles, beaucoup plus strictes, pour lutter contre l'absence des fils de l'économie, l'absence - a-t-il bien précisé - le résultat de la crise économique que sa cause. Supprimer ce qu'on appelle pudiquement les « à-coups » de l'économie, demandera bien plus qu'un contrôle renforcé à la porte des usines et des bureaux : la prise en compte des besoins réels des consommateurs, une planification infiniment plus souple et plus décentralisée, un minimum d'autonomie des entreprises, des rémunérations mieux calculées et enfin - et surtout - la mise en cause de la suprématie absolue des responsables de l'appareil du parti sur ceux de la production, tant il est vrai qu'aucune entreprise ne peut fonctionner avec deux directions.

Ce dernier point est fondamental, et c'est sur cet obstacle que sont venues se briser toutes les velléités de réforme qui se sont manifestées depuis la disparition de Staline. La marge de manœuvre laissée à M. Andropov est donc étroite. Il l'a lui-même reconnu en insistant sur la nécessité d'être « très prudent », citant un dicton russe qui dit : « Mesure sept fois avant de trancher ». Il est donc probable qu'au lieu de s'en prendre aux structures - exception faite de quelques expériences très localisées - M. Andropov cherchera à jouer sur les hommes et tentera de mettre en place des responsables relativement nouveaux plus dynamiques et plus compétents. Le changement a déjà commencé dans plusieurs ministères-cibles et dans certaines républiques, mais il demandera beaucoup de temps. Or M. Andropov est pressé par le temps, et la bureaucratie dévore vite ceux qui prétendent la contrôler.

La stratégie de M. Mitterrand au Tchad

Le président français est déterminé, malgré les pressions américaines, à allier la souplesse à la fermeté pour obtenir le départ des forces libyennes.

par ERIC ROULEAU

Le silence de M. François Mitterrand sur les tenants et les aboutissants de l'affaire tchadienne n'a pas manqué d'étonner nombre d'observateurs. Sans doute n'a-t-il pas voulu abattre ses cartes, prématurément, compromettre de discrètes démarches entreprises auprès des divers protagonistes du drame, alimenter de stériles polémiques, notamment avec les Etats-Unis. La réserve du chef de l'Etat n'a pas empêché certains milieux politiques et une partie de la presse, en France et à l'étranger, de se livrer à des interprétations jugées inconséquentes, voire abusives, dénaturant sa politique.

Celui qui a eu le privilège d'écouter, en privé, le président de la République française exposer sa stratégie et ses motivations, mesure mieux, cependant, la dose de prudence et de fermeté mêlées qu'il observe pour éviter l'irréparable dans une conjoncture d'une rare complexité et éminemment dangereuse.

L'objectif de M. Mitterrand est clair : il cherche à empêcher l'extension du conflit, qui pourrait déboucher sur une confrontation Est-Ouest, et à épargner aux Français une guerre inutile, sans pour autant s'écarter des principes qui le guident, notamment celui ayant trait à la défense de l'intégrité territoriale et l'indépendance d'un pays ami. Il a ainsi appliqué scrupuleusement l'accord de coopération conclu en 1976 entre le Tchad et la France - personne d'ailleurs ne le conteste, tout en pratiquant ce qu'il est convenu d'appeler une riposte graduée face à l'intervention militaire de la Libye.

Le récent envoi au Tchad de quelques centaines de « chars » français présentés comme des « instructeurs », après la livraison d'armements en très grande quantité, a été considéré comme insuffisant, surtout dans les milieux de l'opposition. Ceux-ci méconnaissent, il est vrai, les intentions du chef d'Etat. La mesure est conçue, en réalité, pour adresser au colonel Kadafi d'avantage qu'un avertissement, une sommation : toute tentative de sa part de s'engager sur la route de N'Djamena se heurtera aux forces françaises, qui mettront en œuvre les moyens appropriés. La guerre qui s'ensuivrait, assurément les responsables militaires, serait beaucoup plus courte que ne serait tenté de l'imaginer le président libyen. Celui-ci devrait alors assumer l'entière responsabilité de ce tournant dramatique dans la crise tchadienne. En fait, les paras français, installés à N'Djamena et à Abéché, notamment, ne prendront pas l'initiative du combat. Tout simplement, ils ne laisseront pas passer les forces en provenance de la Jamahiriya libyenne.

Certains se sont alarmés de la chute de Faya-Largeau aux mains des adversaires du gouvernement de N'Djamena pour reprocher à l'armée française sa passivité. C'était encore méconnaître le terrain et l'enjeu. Au moins sur ce point, le président Mitterrand et M. Ronald Reagan sont d'accord pour minimiser la gravité de la prise de cette localité palmarès (le Monde du 15 août). Prévenu, M. Hissène Habré avait

passé outre aux conseils prodigués avant qu'il ne se lançât, il y a quelques semaines, à la reconquête de Faya-Largeau.

Pour M. Mitterrand, la défense de la légalité au Tchad passe avant les intérêts français en Libye. Il l'avait déjà amplement démontré en obtenant, à l'époque où M. Goukouni Oueddei était au pouvoir, le départ des troupes du colonel Kadafi qui campaient alors au cœur de la capitale tchadienne. Il avait ainsi accordé au GUNT de M. Oueddei, avant que ce gouvernement ne soit chassé par la force des armes, un soutien militaire et diplomatique qu'il fournit actuellement à l'équipe de M. Hissène Habré. Dans les deux cas, le président français a respecté la décision de l'O.U.A. de reconnaître la « légitimité » du vainqueur.

Il estime dès lors qu'on ne peut le soupçonner de partialité ou de com-

plaisance dans la confrontation actuelle. D'autant moins que M. Mitterrand n'a rien contre l'un ou l'autre des deux chefs tchadiens, même s'il est vrai qu'il connaît moins bien M. Habré que M. Oueddei. Ce dernier s'était comporté, à ses yeux, en « grand seigneur du désert », en libérant, saine et sauve, Mme Claustre, séquestrée pendant près de trois ans par l'ancien rival du président du GUNT. En outre, des rapports cordiaux s'étaient établis entre le président français et l'ancien chef de l'Etat tchadien qui, en invitant fermement le colonel Kadafi à retirer ses troupes, avait donné un gage supplémentaire de sa volonté de développer les relations amicales entre N'Djamena et Paris, tandis que M. Habré, alors en situation de rébellion ouverte contre le gouvernement de M. Oueddei, prenait violemment à partie le chef de l'Etat français.

(Lire la suite page 3.)

Demain dans « le Monde »

M. Badinter s'explique sur les permissions de sortir et les libérations conditionnelles

JEAN-PAUL II A LOURDES

La relance de l'Année sainte

Venu en pèlerin, le pape a invité les fidèles à réfléchir sur la conversion et la réconciliation

Depuis les apparitions de la Vierge à Bernadette en 1858, les papes ont toujours été attirés par le sanctuaire marial de Lourdes, mais aucun de ceux qui s'y étaient rendus avant leur élection - Pie X, Benoît XV, Pie XII, Jean XXIII, Paul VI, Jean-Paul I^{er} - n'y est revenu en tant que pape, le plus souvent pour raison de santé.

Jean-Paul II, qui était déjà venu à Lourdes en 1964 alors qu'il était archevêque de Cracovie, s'y serait rendu de nouveau, en 1981, s'il n'en avait pas été empêché par l'attentat du 13 mai de la même année. Aujourd'hui, le cercle de fatalité est rompu. Lourdes a eu sa vocation pontificale.

Pent-on en dresser un premier bilan ? D'abord les motivations de Jean-Paul II. Il l'a dit très clairement : il n'est venu ni en chef d'Etat, ni en pasteur universel, mais en pèlerin. C'était pour accomplir un « vœu personnel » - et la dévotion du pape polonais pour la Vierge est bien

connue. Mais, ce voyage se plaçait aussi dans le contexte de l'année sainte et le pape a consacré l'essentiel de ses discours aux thèmes de la conversion et de la réconciliation.

Ce voyage à Lourdes, décidé personnellement par Jean-Paul II, doit être ainsi compris comme une tentative de relance de l'Année sainte. Ce « jubilé », annoncé tout aussi péremptoirement par le pape à la surprise de son entourage immédiat, n'a pas soulevé l'enthousiasme escompté.

Choisir d'opérer cette relance en plein mois d'août et en France, c'était sans doute mal connaître les Français et leurs habitudes migratoires... A grand renfort d'appels et de sollicitations, les autorités religieuses avaient espéré rassembler au moins deux cent cinquante mille pèlerins.

ALAIN WOODROW.
(Lire la suite page 6.)

L'armée chilienne et la crise

Tandis que le gouvernement annonce des mesures pour réduire les tensions l'ampleur de la répression suscite des interrogations parmi les militaires

De notre envoyé spécial

Le calme est revenu au Chili, après les sanglants incidents de ces derniers jours. Le gouvernement multiplie les déclarations conciliantes, reconnaissant même le droit pour les travailleurs de manifester. Il a indiqué que des « mesures importantes » pour résoudre la crise politique et économique seraient annoncées ce mardi 16 août. Le dirigeant syndical des mineurs de cuivre, M. Rodolfo Seguel, se dit prêt pour sa part au « dialogue » et note un « désir d'ouverture » depuis le dernier remaniement gouvernemental.

Santiago-du-Chili. - L'intervention des militaires dans la répression des dernières manifestations a provoqué un profond malaise au sein des forces armées. Le général à la retraite, Roberto Viaux (1), vient de rompre le silence pour affirmer : « La fonction policière n'incombe pas et n'incombait jamais aux forces armées. Je rappelle à mes camarades d'armes que leur mission est de veiller par-dessus tout aux intérêts supérieurs du Chili. » D'autre part, le commandant en chef de l'aviation, le général Matthei, a cru bon de préciser au cours d'une conférence de presse : « A aucun moment, nos hommes n'ont

été attaqués et n'ont eu à faire usage de leurs armes. » Les griefs de certains secteurs de l'armée contre le général Pinochet ont redoublé depuis l'échec du modèle monétariste, que les militaires avaient toujours regardé d'un mauvais œil. « La bande des « Chicago boys » est responsable du divorce entre l'armée et le peuple », affirme l'ancien ministre du travail, le général Nicanor Diaz Estrada.

Ce que bon nombre d'officiers ne pardonnent pas au général Pinochet, c'est d'avoir compromis gravement l'indépendance du pays par une politique économique qui a conduit au démantèlement de l'industrie nationale et à un endettement considérable. Ils jugent très sévèrement les garanties données par le gouvernement aux banques commerciales en échange d'un prêt de 1,3 milliard de dollars. Aux termes de l'accord signé par le ministre des finances, M. Caceres, seuls en effet les ambassadeurs, les consuls et les bâtiments à usage militaire resteront propriété de l'Etat au cas où celui-ci n'honorait pas ses engagements.

Pour le général Nicanor Diaz, « le général Pinochet a trahi les idéaux de 1973. Ce que nous voulions, c'était rétablir le plein exercice de la constitution et de la loi, et restaurer la moralité dans la fonction publique. Aucun de ces objectifs n'a été atteint. Finalement, nous avons remplacé un événement dictatorial par une réelle dictature de droite ».

Selon un ancien général de l'armée de terre, « le général Pinochet a une idée fixe : se maintenir au pouvoir coûte que coûte, comme Franco ou Stroessner ».

« Tant qu'il sera en place, affirme de son côté l'ancien commandant en chef de la force aérienne du Chili, le général Gustavo Leigh, « il n'existera aucune possibilité d'ouverture réelle ».

En les obligeant au « fratricide », le général Pinochet aurait donc « soit l'honneur et le prestige des forces armées ». « Nous voyons croître la haine et le ressentiment à l'égard de l'institution militaire », affirme un groupe d'officiers à la retraite de l'armée de terre. « Comment pouvons-nous accepter que le peuple nous traite d'assassins, comme cela s'est produit jeudi, ce même peuple au nom duquel nous sommes intervenus en 1973 ? »

JACQUES DESPRES.
(Lire la suite page 4.)

(1) Cet officier nationaliste participe en 1970, en compagnie du groupe d'extrême droite Patrie et Liberté, à l'assassinat du général René Schneider, alors commandant en chef de l'armée de terre, meurtre organisé pour empêcher l'accès au pouvoir de Salvador Allende.

DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ACADÉMIE DES ARCS

Musique au sommet

Yves Petit de Voix est un bon grimpeur. L'académie-festival des Arcs (musique et danse), qu'il a fondée il y a dix ans pour la saison d'été, est montée de 400 mètres. Ce qui n'est pas rien quand on franchit la barre des 2 000...

L'an dernier, aux Arcs, 1 600 professeurs, élèves des grandes disciplines instrumentales et auditeurs de concerts du soir devaient se retrouver sous la « coupole » héroïque, espace où seule la ferveur des participants faisait oublier l'ensembliste. Quant aux danseurs, ils travaillaient aux Arcs 1 800.

Tout le monde s'est maintenant regroupé aux Arcs 2 000. La place est ce qui manque le moins ici puisque cette jeune station savoyarde sort de l'œuf. Une large route débouche sur un édifice orageux épousant la montagne, où le béton est astucieusement dissimulé derrière des volets de bois roux, et où les

étages suivent la pente du premier au treizième. C'est là que l'académie de musique a planté ses pénates, profitant de l'absence, l'été, du Club Méditerranée, qui reçoit ici, durant l'hiver, plusieurs centaines de « gentils membres ». Du coup, un véritable phalanstère est né : stagiaires, professeurs, voire auditeurs « mordus », logeant, se nourrissant et travaillant sur place.

Étrange monde, qui vit en quasi-autarcie, tendu vers la performance à réaliser durant le temps de sa présence ici (en général quinze jours en juillet ou en août) : affiner deux ou trois œuvres de piano, de violon, de flûte, etc. Monter un trio, un quatuor, un quintette avec des complices rencontrés ici par hasard ou travailler une partition d'orchestre sous la houlette de professeurs venus de Paris ou de l'étranger.

PIERRE DROUIN.
(Lire la suite page 11.)

Listes de Mariage AUX TRUS GATERS

40.1.10.150

Le Monde

idées

Le fruit des hésitations

par le général
CHEVANCE-BERTIN (*)

Tchad

Les derniers développements de la situation au Tchad continuent de susciter des réactions, parfois vives. Tandis que Jean-Pierre Le Dantec critique les attermoissements et les contradictions de la politique de M. Mitterrand, le général Chevance-Bertin, qui a servi naguère au Tchad, dénonce les projets expansionnistes du colonel Kadhaï et met en garde contre un nouveau « Munich » dans la région.

EN décembre 1981, au début du septennat de M. François Mitterrand, je me permets de lui écrire pour lui faire part de mes préoccupations concernant le Tchad.

Je le faisais en raison de mes activités antérieures dans cette région de l'Afrique, puisque de 1933 à fin 1938, j'avais commandé notamment les postes d'Aozou, de Bardai, d'Ounianga-Kabir, servi à Faya-Largeau et rempli les fonctions administratives dans une partie de ce qui deviendrait la bande d'Aozou.

Depuis 1977, j'avais renoué le contact avec N'Djamena, suivi de près sur place le déroulement des événements politiques et militaires et rencontré nombre de responsables nationaux et des responsables français militaires ou diplomatiques. J'avais eu, avec les uns et les autres, de nombreux entretiens, notamment avec Hissène Habré, dont j'appréciais dès notre première rencontre la forte personnalité. Témoin souvent présent sur place des secousses successives du pays, je pouvais me rendre compte de la persistance des erreurs de notre politique depuis la date du premier soulèvement.

A la suite de cette lettre, j'étais reçu par M. Guy Penne. Au cours d'un long entretien, j'avais pu mesurer l'ampleur de nos divergences quant à l'appréciation du problème que posait la situation d'Alger. M. Penne, à cette époque, soutenait sans restriction Goukouni, alors en lutte contre Hissène Habré. J'avais jugé « hautement condamnable » l'envoi de 18 tonnes de munitions. L'aide morale et matérielle apportée à Goukouni ne pouvait que le renforcer dans son intransigeance et dans sa farouche opposition à toute réconciliation nationale, souhaitable et possible.

Malgré cette aide, Goukouni fut battu. M. Penne avait joué la mau-

valise carte. Hissène Habré devenait chef d'Etat.

Hissène Habré, après avoir été chef de gouvernement sous Meloum, ministre de la défense sous Goukouni, devenait président de la République. Il allait faire preuve, dans ses nouvelles fonctions, d'incontestables qualités d'homme d'Etat : l'autorité d'abord, indispensable dans un pays à la dérive ; une intégrité reconnue par tous et tranchant avec la corruption du régime précédent. Si l'on ajoute un sincère désir d'apaisement et de réconciliation nationale, les conditions se trouvaient réunies pour un renouveau.

La paix, la paix souhaitée par tous, s'installait. La vie reprenait son cours, marquée par le retour de nombreux nationaux qui avaient fui au Cameroun et par celui de nombreux résidents étrangers, français notamment. Les fonctionnaires, même, qui avaient déserté leur poste, regagnaient leurs bureaux et, faisant preuve d'un esprit civique rare, acceptaient une amputation de leur salaire de 50 %.

Pour la première fois depuis des années, toutes les préfectures étaient relées à l'administration centrale.

A l'extérieur, le nouveau gouvernement bénéficiait d'une reconnaissance sans ambiguïté à laquelle se joignait enfin le gouvernement français. La renaissance du Tchad se dessinait.

L'amorce de ce relèvement sous l'autorité d'Hissène Habré, adversaire déterminé de Kadhaï, ne pouvait redonner l'assentiment de ce dernier, dont les plans se voyaient ainsi contrecarrés. La reprise du conflit était inévitable ; cela méritait explication.

Il est clair que la présence antérieure à la tête du Tchad de Goukouni, homme sans consistance, sans autorité, empêtré dans la conduite d'une dizaine de tendances politiques, servait les desseins de Kadhaï, en maintenant le pays dans une anarchie défavorable au redressement.

L'arrivée au pouvoir d'un homme fort, intransigent, capable de rassembler le pays et de conduire ce redressement constituait à terme un obstacle aux projets du dictateur libyen, et pour deux raisons.

La première est qu'un pays pacifié, recouvrant sa place au cœur de l'Afrique, serait moins dépendant de son régime et plus à même d'assurer son rôle de chef de voûte à l'égard de ses voisins africains.

La seconde, moins apparente, c'est que, dans un deuxième temps, le pays resuscité pourrait adjoindre la restitution de la bande d'Aozou — Alsace libyenne africaine — indolument annexée, et mettre ainsi fin aux rêves d'hégémonie libyenne, d'où l'importance capitale de cette zone. Cette importance échappe à une opinion mal informée qui ne voit dans le Tchad qu'un « caillou stérile » pour certains (Laval 1935), qu'une possibilité de richesses pour d'autres (problématiques à mon avis), alors que la véritable intérêt est d'ordre stratégique.

« L'esprit de Munich »

La région d'Aozou constitue un facteur essentiel des plans du colonel Kadhaï. Quels sont ces plans ? Malheureusement le Tchad d'abord, sur une partie du Sahel ensuite, avec pour conséquence la déstabilisation de l'Afrique. Leur réalisation nécessite l'existence d'une base de départ permettant de rassembler une masse considérable de moyens offensifs et ceux de leur logistique.

Aozou offre tous les avantages requis en raison de la nature du pays, et de sa plus grande proximité du centre de l'Afrique. La perte de cette bande obligerait Kadhaï à reporter cette base au nord, non pas, aux 100 kilomètres correspondant à l'épaveur de cette bande, mais à une distance beaucoup plus grande (plusieurs centaines de kilomètres) en raison de la nature désertique du proche environnement. Ces données sont essentielles à la compréhension des événements récents.

Nier les projets expansionnistes de Kadhaï, ignorer l'importance de la bande d'Aozou comme base de départ éventuelle et ignorer la menace résultant d'une concentration démentielle de moyens offensifs sur cette zone, c'est se condamner à l'incompréhension du problème tchadien, et conduit à ramener le conflit aux dimensions d'une guerre civile, d'un combat de chefs, d'une rivalité de bandes, clichés périmés relevant de l'incompétence.

Une telle appréciation des événements fait le jeu de ceux qui souhaitent la Compagnie de la Libération, ancien président de la commission de défense de l'Union française.

tant la déstabilisation de l'Afrique et de tous ceux qu'habite « l'esprit de Munich », lequel resurgit toujours dans les périodes critiques. C'est là un danger réel. Les déclarations du parti communiste ont déjà ouvert la voie. Elles iront en se multipliant si le gouvernement se montre ferme dans ses positions d'assistance réelle à Hissène Habré ; lequel demeure le seul en première ligne à subir le choc libyen et à se battre pour tous.

Kadhaï vient de se démasquer. En bloquant ses projets expansionnistes, le gouvernement français s'engage dans la bonne voie. On ne peut que se réjouir de l'avoir vu dans les semaines précédentes se ranger résolument aux côtés d'Hissène Habré. L'envoi de matériel a largement contribué à rétablir une situation compromise. Mais que d'hésitations, d'aterrissements, de temps perdus.

Il est temps de rompre avec la politique antérieure, qui a toujours consisté à « suivre » l'événement et non à le « précéder ». Les événements de ces dernières années étaient prévisibles, leur connaissance devait guider notre conduite et nous aurait évité l'engrenage dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui.

Il est temps aussi de ne plus accompagner nos décisions de commentaires qui en diminuent la portée, tentent de ménager la chèvre et le chou et font douter nos amis de notre détermination.

L'Afrique appelle la France

Assister franchement le Tchad. Rassurer nos amis, tenir notre place de grande nation responsable. C'est une tâche délicate. Il n'est qu'une voie qui en permette la réalisation, qu'une personne qui passe en assurance la charge : le président François Mitterrand.

C'est à lui, et à lui seul, de définir la politique de la France et de la faire connaître à l'opinion, sans l'accompagnement de commentaires rassurants qui ne pourraient qu'en atténuer la portée.

Le conflit tchadien entre dans une nouvelle phase, suite logique des précédentes. La vérité doit être regardée en face. La suzeraineté d'Hissène Habré est une nécessité pour le Tchad, pour permettre à ce pays de se relever, sous l'autorité d'un patriote aux qualités éminentes et au désir sincère de réconciliation nationale. C'est aussi une nécessité pour l'Afrique, qui a besoin de paix, et une nécessité pour la France, et le monde occidental, qui ne doivent d'assumer leurs responsabilités dans le monde libre.

L'Afrique attend et appelle la France ! Ne la déçoit pas !

Le gouvernement est toujours à la recherche d'un grand dessein. Un grand dessein africain s'offre à lui : qu'il le saisisse, il est à sa mesure. Il lui vaudra la reconnaissance des peuples dont nous avons accompagné autrefois le destin, destin aujourd'hui menacé et pour lequel, actuellement, seul combat Hissène Habré.

Faya-Largeau est tombée, résultat de nos hésitations. Kadhaï est en position de force : on parle déjà de négociations, on s'achemine ainsi vers la solution la plus catastrophique pour l'avenir de l'Afrique. On croit quitter le « guépier », on tombe dans le « piège ».

Que peuvent faire des gens réunis autour d'un tapis vert ? S'efforcer de trouver un compromis, résultat de tractations et de marchandages en coulisse. L'issue ne fait aucun doute. Hissène Habré — donc le Tchad — en sera les négocieurs. Pourquoi ? Parce que, sans des négociateurs, Kadhaï sait ce qu'il veut, et ce qu'il veut c'est la bande d'Aozou. On sera sans doute prêt à tout pour avoir la paix, donc à lui concéder ce qu'il demande en Afrique ? Qui, sinon les editorialistes d'une presse qui continue à croire qu'on ne saurait être « de gauche » sans sacrifier au rite de la condamnation de l'impérialisme américain. Et qui donc, sinon les conseillers de l'Élysée, pareillement empêtrés dans une défileuse anti-colonialiste totalement obsoleète ?

Prodiges de l'aveuglement anti-Reagan ! N'a-t-on pas lu et entendu qu'il n'était en aucune manière prouvé que des bombardiers libyens pilonnaient effectivement Faya-Largeau ?

Parce qu'on se refuse à voir la vérité en face et qu'en fait tous les socialistes conseillers et autres responsables ont une méconnaissance totale des problèmes dont ils ont la charge, méconnaissance qui n'a d'équale plus souvent que leur suffisance.

La crédibilité en question

par JEAN-PIERRE LE DANTEC (*)

QUE l'humanité, alors même que l'aviation libyenne déversait un déluge de feu sur Faya-Largeau tandis que des colonnes de blindés (libyens eux aussi, qui pourraient aujourd'hui sans honte le nier) s'apprêtaient à donner l'assaut à la grande palmeraie du désert tchadien, n'ait en de cesse de brandir comme un épouvantail la « dérive néo-colonialiste » guettant la politique africaine de la France ; que François Mitterrand et Pierre Juquin se soient tout à coup sentis visités par un humanisme pacifiste qui ne semble pas lever en eux les mêmes scrupules lorsque la soldatesque du Kremlin brêle au napalm les villages afghans ; que Roland Leroy, enfin, s'adressant aux chers téléspectateurs à peine remontés de la plage, se soit efforcé de les convaincre (sans jamais, en plusieurs minutes d'antenne, prononcer le mot Libye) qu'il convenait avant tout que la France évite de s'embourber dans le piège d'une « affaire intérieure » tchadienne — rien d'étonnant.

Tous ces choristes éprouvés maîtrisent à la perfection leur partition servile : faire jouer les vieux démons de la « culpabilité impérialiste » (occidentale par définition) lorsqu'il s'agit de rendre impotentes les démocraties, et brandir l'épouvantail des « justes luttes de libération » quand leur besogne consiste à faire digérer par une opinion poltronne les conquêtes, bien matérielles celles-là, de l'impérialisme soviétique ou des sinistres marionnettes que celui-ci utilise.

Mais que dire de l'attitude du gouvernement socialiste et des « cabinets » de la presse de gauche ? (Celle de droite ayant montré en l'occurrence un profil bas, preuve parmi d'autres que la seule ambition de la droite française demeure une revanche interne, limitée aux M.J.C., aux Bourses du travail, aux conseils d'administration et aux portefeuilles ministériels, et que, côté libéralisme dans le concert international, elle ferait sans doute pire que l'actuel gouvernement, obéissant, qu'elle reste comme l'était Giscard par les contrats d'exportation...)

Out, que dire des attermoissements et des contradictions de la politique présidentielle (car la politique étrangère, on le sait, est privilège présidentiel, surtout lorsqu'il est question de l'Afrique), et que dire aussi des ambiguïtés des journaux habituellement mieux inspirés ?

L'aveuglement anti-Reagan

Les faits étaient simples, pourtant, et ce dès la première conquête de Faya-Largeau par les troupes ghoukounistes : sous prétexte d'une « guerre de chefs » comme en Algérie (car il ne s'agit pas de faire de l'ancien terroriste qui séquestra M^{me} Claude, Hissène Habré, un ange démocratique !), la Libye a trouvé l'ouverture pour tenter un pas décisif vers cette Afrique qui s'appelait dans les anciens manuels de géographie (coloniaux) A.E.F. et A.O.F.

Tentative qui ne date pas d'hier et que n'importe quel familier du Sahel, où poussent les mosquées kadhaïstes censées chasser l'influence décadente du néo-colonialisme, sait décrire par le menu. Or qui pourrait nier que cet expansionnisme libyen en Afrique, camouflé derrière un catéchisme « islamogrogniste » et un « anti-impérialisme » au terrorisme (qui, il y a un an à peine, frappait les rues de Moscou), est une des pièces maîtresses dont use à distance l'impérialisme soviétique en Afrique ? Qui, sinon les editorialistes d'une presse qui continue à croire qu'on ne saurait être « de gauche » sans sacrifier au rite de la condamnation de l'impérialisme américain. Et qui donc, sinon les conseillers de l'Élysée, pareillement empêtrés dans une défileuse anti-colonialiste totalement obsoleète ?

Prodiges de l'aveuglement anti-Reagan ! N'a-t-on pas lu et entendu qu'il n'était en aucune manière prouvé que des bombardiers libyens pilonnaient effectivement Faya-Largeau ?

Parce qu'on se refuse à voir la vérité en face et qu'en fait tous les socialistes conseillers et autres responsables ont une méconnaissance totale des problèmes dont ils ont la charge, méconnaissance qui n'a d'équale plus souvent que leur suffisance.

Largeau ? Ne s'est-il point dit et écrit, sous prétexte que ces informations étaient de source « yankee » et risquaient, par conséquent, de n'être que manœuvre d'intoxication, qu'il n'était pas établi que des chars en provenance de Tripoli progressaient en colonnes serrées vers les oasis du désert tchadien ? Et n'a-t-il pas été laissé entendre que, ces informations mêmes eussent-elles été exactes (et elles l'étaient), il ne convenait pas d'en tirer des conclusions nettes, pareilles à celles qu'évoquait le édifiant cow-boy de la Maison Blanche. Dans la mesure où le totalitarisme terroriste de Kadhaï, ce dictateur odieux qui ne cache pas son admiration pour Hitler, quel que soit l'usage évident qu'en fait le Kremlin, demeurerait une voix qui compte dans le tiers-monde ?

L'occasion perdue

Quel aveuglement ! D'autant plus que ces attitudes de renoncement se dissimulent derrière le recours à l'ONU et à l'O.U.A. dont chacun sait que, faute de pouvoir intervenir, ils seront contraints de laisser faire ! Cela surprend, de la part d'un pouvoir qui avait tout à gagner, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur, à faire la preuve qu'au moins dans une aire géographique où il conserve quelque puissance, il ne baisserait pas sa garde devant un totalitarisme musclé. Car il avait l'occasion, face à une agression caractérisée contre l'Afrique francophone, de faire la preuve de la fermeté de sa politique vis-à-vis du tiers-monde : le président n'avait-il pas affirmé, à Cancun, que Paris entendait se poser comme un recours entre l'impérialisme soviétique et le manichéisme simpliste de Reagan ?

Balkoté entre un ancien complexe (son erreur algérienne) et un antiovisisme assurément plus ferme que celui de Giscard, soucieux d'inventer une nouvelle forme de dialogue Nord-Sud, mais confronté à un conflit africain surdéterminé par l'expansionnisme libyen, rendu inquiet, dans un climat économique qui voit le dollar affirmer son hégémonie, par l'indifférence des États-Unis devant les difficultés de l'Europe, le président de la République vient de donner, comme au lendemain des élections municipales, l'impression de l'indécision, de la conduite à vue, du retard sur l'événement.

Le prix de ces flottements ? Une vraie guerre. Une guerre du genre de celle que l'Angleterre dut mener l'an passé aux Malouines. Une guerre donc. Car on n'ose penser que la France pourrait renoncer à vouloir peser sur le destin du tiers-monde — en ce qui la concerne au premier chef, de l'Afrique francophone — en laissant le Tchad tomber entre les mains du dictateur libyen de Tripoli. Il y va de la crédibilité de toute une politique ambitieuse qui se voulait une solution de rechange au totalitarisme comme au libéralisme décadent ; il y va de toute cette culture démocratique qui fut l'invention de l'Europe : ce n'est pas se ranger dans le camp sinistre des va-et-en-guerre que de mesurer l'exacte portée de cet enjeu.

(*) Ecrivain, ancien directeur de la Caisse du Peuple.

Le Monde

Service des Abonnements
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 334 F 767 F 900 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F
II - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats par chèques ou chèques de banque.
L'abonnement est renouvelé de plein droit à moins avis contraire.
Tous droits de reproduction réservés.

La confiance revient

Le monde français pourrait être...

Le monde français pourrait être... (Texte très flou et difficilement lisible, semble être une reproduction d'un autre article ou une transcription erronée.)

La stratégie de M. Mitterrand

La stratégie de M. Mitterrand... (Texte très flou et difficilement lisible, semble être une reproduction d'un autre article ou une transcription erronée.)

Les premiers ministres

Les premiers ministres... (Texte très flou et difficilement lisible, semble être une reproduction d'un autre article ou une transcription erronée.)

Le monde

Le monde... (Texte très flou et difficilement lisible, semble être une reproduction d'un autre article ou une transcription erronée.)

LA GUERRE DU TCHAD

La confiance revient à N'Djamena

Le contingent français pourrait atteindre 1 200 hommes

N'Djamena. — Pour la première fois peut-être depuis de longues semaines, un climat de confiance et même de détente règne dans la capitale tchadienne. Les autorités respirent un peu. Les nouvelles du front traduisent une accalmie; la valve bruyante des Transall sur l'aéroport tout proche fait l'effet d'une toile de fond sonore rassurante pour les N'Djamenois. Les Français sont revenus, comme on l'espérait, à temps pour que les combats épargnent leur ville. Une population visiblement tranquille et lasse de la guerre se détend.

Les mauvais mots, les suites d'humour et la suspicion ne semblent plus de mise. Bien sûr, les autorités locales vont continuer de demander à un allié retrouvé un effort supplémentaire. « Notre priorité demeure le renforcement de nos positions avancées », a encore dit lundi 15 août le ministre de l'Information, Les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) de M. Hissène Habré rêvent toujours d'une couverture aérienne française pour pouvoir reprendre le contrôle du Nord. Le même ministre a reconnu que « l'appel à l'aide du Tchad a été entendu ». La France, cette fois-ci, n'est plus soupçonnée de jouer un double jeu.

M. Hissène Habré, qui n'avait sûrement pas été le favori de Paris jusqu'à la reprise de N'Djamena par les FANT (7 juin 1982) et qui se sentait depuis qu'il ne faisait pas l'unanimité dans la capitale française, n'a évidemment pas d'inquiétude à se faire dans l'immédiat sur les intentions de M. François Mitterrand. M. Guy Penne lui a dit, semble-t-il, que l'intervention militaire française à ses côtés ne s'accompagnerait d'aucune condition politique. Pour l'instant, il s'agit de garantir la sécurité du régime et de lui donner les moyens non seulement de se défendre mais également d'attaquer.

A plus long terme, M. François Mitterrand n'a sûrement pas tant in-

De notre envoyé spécial

vesti au Tchad pour aboutir à une partition de fait du pays en faveur de la Libye. Les Tchadiens de N'Djamena peuvent donc prendre au mot les Français. M. Charles Kraut leur a dit que la France « ferait tout ce qui est la Libye sans bombarder la population civile ». Et la mission de l'opération « Manta », toujours définie comme étant d'instruction et d'appui logistique, a pris au fil des jours des dimensions assez importantes pour faire taire ici même les plus sceptiques. Il semble même que ce soit l'opération la plus imposante montée par l'armée française à l'étranger depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Silence

sur l'armement français

Que le dispositif français « ne soit pas figé » selon la formule officielle paraît évident. Les soldats français se comptent entre sept cents et huit cents lundi, et le plafond de cette intervention aurait été fixé à mille deux cents hommes. Leur présence pourrait s'étaler sur des mois. Cela n'implique pas forcément qu'ils vont remettre en état une base à N'Djamena. En outre, l'équivalent d'une compagnie se trouve à Abéché et une autre continue d'être acheminée sur Salal. Enfin le matériel que continuent de débarquer à N'Djamena les huit Transall affectés à l'opération « Manta », ainsi que la nécessité de protéger ce contingent français, invitent fatalement à se poser des questions sur le type d'armement français engagé au Tchad.

Tout d'abord, pour rendre étanche la « ligne rouge » définie juste au sud du quinzième parallèle — limite de sécurité des troupes françaises — il faut disposer de renforcements solides sur ce que l'adversaire fait au nord de cette ligne. C'est, semble-t-il, le rôle des sa-

telles et des AWACS américains porteurs de gros radars. Mais il faut également avoir une capacité de riposte sur place, la couverture aérienne n'étant apparemment prévue qu'en tout dernier recours.

On imagine donc volontiers que cette « ligne rouge » va être jalonnée de sonnettes d'alarme et probablement de points d'appui assez dissuadés pour décourager ou, le cas échéant, stopper toute attaque libyenne. Pour ce genre de mission, l'arme idéale par sa mobilité, sa perception d'une cible et son efficacité est le missile sol-air Crotale de fabrication française. Il est doté d'un double système de radar et a un rayon d'action de 50 kilomètres. Le silence observé sur l'armement français débarqué au Tchad interdit cependant de se prononcer sur la présence actuelle de tels engins. Encore faudrait-il que les Français expliquent comment ils entendent assurer la protection de leurs combattants déjà sur place.

Enfin, quel matériel ont pu débarquer à N'Djamena les gros porteurs américains C-141 dont on entend les vrombissements depuis trois ou quatre jours.

Le gouvernement tchadien en sait peut-être davantage sur la portée exacte de l'aide militaire française, ce qui expliquerait sa sérénité retrouvée depuis deux ou trois jours. Dans ses appels pressants à l'aide, N'Djamena a souhaité dès le début qu'une réponse positive vienne d'abord de Paris. Les autorités tchadiennes ont longtemps douté la recevoir. Même si elle ne les comble pas, elle est venue, tardive sans doute, mais suffisamment ferme pour redéfinir les règles d'un jeu jusqu'alors entièrement à l'avantage de la Libye. Pour autant qu'on puisse en juger d'ici, cette nouvelle phase de l'alliance franco-tchadienne s'ouvre dans une ambiance beaucoup plus saine qu'on aurait pu le penser voilà encore à peine dix jours.

JEAN-CLAUDE POMONTI

La stratégie de M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand a accueilli avec sérénité les récents propos de M. Habré, confirmant à l'ajout, concernant l'existence d'un « lobby pro-Libye » en France qui pourrait se ramifier jusqu'à l'enceinte de l'Élysée. L'accusation manquait de sérieux. Le président de la République a évité l'écueil de la polémique et celui du manichéisme. A ses yeux, MM. Habré et Ouéddei sont, chacun à sa manière, des nationalistes tchadiens.

Il entend dès lors ne pas se laisser entraîner (ou pousser) dans l'engrenage d'une guerre civile larvée qui dure, avec ou sans interventions étrangères, depuis dix-sept ans et, qui risque de se poursuivre, ou de reprendre à terme, bien après le retrait éventuel des forces libyennes. La France, ne cesse de répéter M. Mitterrand, n'assumera pas le rôle de gendarme en Afrique ou ailleurs.

Etant persuadé qu'il n'y a pas de solution militaire aux complexes problèmes qui se posent au Tchad, le président de la République est favorable à la conciliation librement consentie, donc à la négociation. Le colonel Kadhaï ne devrait pas pour autant compter sur lui pour « renverser le régime » de M. Habré, selon les termes de l'agence officielle libyenne Jans, afin d'ouvrir la voie à une entente. Ni pour prendre des initiatives diplomatiques — comme l'a annoncé prématurément la même agence — avant que le chef de la Jamahiriya ne renonce à trancher le problème avec les armes. M. Mitterrand se heurte à un autre obstacle : s'il est vrai que le colonel Kadhaï n'a cessé depuis des semaines de prôner la négociation, M. Habré, en revanche, s'y oppose farouchement en l'assimilant à une reculade intolérable.

Les choses auraient été bien moins compliquées si les États-Unis n'avaient pas pesé lourdement dans la balance après comme avant le début de la crise actuelle. Les services français n'ignorent rien de l'aide financière (10 millions de dollars selon une chaîne de télévision américaine) et en armement que Washington avait fournie à M. Habré, alors réfugié au Soudan, pour conquérir le pouvoir à N'Djamena. A Paris, on se posait alors la question de savoir quel pourrait bien être l'intérêt de l'Amérique d'encourager le rebelle de l'époque à renverser, à N'Djamena, un gouvernement ami de la

Les pressions américaines

Que des contacts et des échanges de vue aient eu lieu, à divers niveaux, entre Paris et Washington, quoi de plus naturel ? La convergence conjoncturelle des deux capitales sur un point précis — obtenir le retrait de l'armée libyenne derrière les frontières tchadiennes — n'est pas moins évidente. Cependant, au-delà de cet objectif commun, les deux États divergent sur à peu près tout, sur la finalité de l'opération et les moyens de la mener à son terme, tout autant que sur leurs analyses et leurs motivations respectives. La stratégie du président Mitterrand, qui vise à assurer l'intégrité territoriale et la stabilité du Tchad, si possible par des moyens pacifiques, ne comporte pas le dessein de renverser le régime du colonel Kadhaï, à l'égard duquel il ne nourrit ni hostilité ni hargne. Si M. Reagan perçoit le président de la Libye comme un monstre redoutable à abattre, libre à lui de prendre ses propres dispositions, estime-t-on à Paris.

Le chef de la Maison Blanche pousse le paradoxe à son paroxysme quand il exclut catégoriquement une intervention militaire des États-Unis, tout en attribuant généralement ce rôle à notre pays puisque le Tchad, soutient-il, se situe « dans la sphère d'influence de la France ». « Je ne suis pas cascadier », M. Reagan ne crint pas d'avoir recours au vocabulaire de l'ère coloniale.

Ce que le président américain exige avec insistance, M. Mitterrand le sait mieux que quiconque.

RÉUNIS A BRAZZAVILLE

Neuf chefs d'Etat d'Afrique centrale chargent le président de l'O.U.A. d'obtenir un cessez-le-feu et le retrait de toutes les troupes étrangères

De notre envoyé spécial

Brazzaville. — Les dix chefs d'Etat africains présents à Brazzaville (1) pour le vingtième anniversaire de la révolution congolaise ont finalement tenu un sommet informel à propos de la crise tchadienne. Mardi matin 16 août, ils sont parvenus à un accord, celui-ci étant couronné par une déclaration commune dont le texte officiel devait être rendu public dans la matinée. Le Zaire ne s'est toutefois pas associé à ce communiqué, bien que son président, M. Mobutu, ait participé à toutes les négociations.

M. Mengistu, chef de l'Etat éthiopien et président en exercice de l'O.U.A., et ses homologues d'Afrique centrale soulignent que l'issue de la crise tchadienne passe par une solution politique et non pas militaire. Ils chargent le président de l'O.U.A. d'entrer en contact avec toutes les parties concernées par le conflit (c'est-à-dire non seulement les parties tchadiennes, mais aussi la France, la Libye, les États-Unis et le Zaïre), afin d'obtenir un cessez-le-feu ainsi que le retrait de toutes les troupes étrangères. Ils exigent, d'autre part, que les pays voisins cessent de s'ingérer dans les affaires intérieures du Tchad. La déclaration commune précise, en outre, que le Zaïre, étant présent au Tchad à la demande du gouvernement légal et légitime de ce pays, n'a pas cru devoir prendre position.

Ce texte, qui vise implicitement la Libye, a donc obtenu l'accord de pays divers, progressistes, mais aussi de ceux-ci se sont souvent déclarés proches des forces du GUNT de M. Goukouni Oueddei, voire solidaires de lui. L'attitude de l'Éthiopie, le Congo et l'Angola, alors que ceux-ci se sont souvent déclarés proches des forces du GUNT de M. Goukouni Oueddei, voire solidaires de lui. L'attitude de l'Éthiopie, le Congo et l'Angola, alors que ceux-ci se sont souvent déclarés proches des forces du GUNT de M. Goukouni Oueddei, voire solidaires de lui.

Un « coup diplomatique »

Au-delà du résultat auquel les dix chefs d'Etat ont abouti, il est significatif de souligner la manière dont se sont déroulées les négociations. Il apparaît, en effet, clairement que les chefs d'Etat présents à Brazzaville n'ont pas voulu infliger un revers diplomatique à leur bête, le Congo, au moment même où celui-ci célébrait

avec solennité le vingtième anniversaire de sa révolution. Le Congo avait manifestement tenté un « coup diplomatique » en annonçant qu'un mini-sommet sur la question tchadienne se tiendrait à Brazzaville, alors même que la plupart des chefs d'Etat invités n'avaient pas été consultés sur une telle éventualité. Mis, en quelque sorte, devant le fait accompli (dès dimanche, la télévision congolaise assurait que le sommet aurait lieu, alors que les chefs de délégation de plusieurs pays faisaient savoir qu'ils n'étaient venus que pour la commémoration de la révolution congolaise), il leur était difficile de ne pas aboutir à un résultat quel que soit celui-ci.

D'autre part, de nombreux chefs d'Etat africains sont lassés par l'image d'impuissance que donne parfois l'Afrique à régler ses propres problèmes. Un nouvel échec à Brazzaville risquait ainsi de rajouter sur chaque pays.

Ces discussions, qui sont devenues peu à peu des négociations, ont été laborieuses. Dimanche soir 14 août, le dîner qui a eu lieu à la résidence du président Ngoussou, s'était poursuivi par des discussions. Aucun accord n'avait pu intervenir, en raison, notamment, de la position de principe du Zaïre. Lundi, les pourparlers ont été conduits au niveau des ministres des affaires étrangères. Enfin, les chefs d'Etat se sont réunis lundi soir au cours d'un banquet offert par le président congolais, pour aboutir finalement, dans la nuit de lundi à mardi, à un accord. Il faut, d'autre part, noter que le représentant de la Libye, M. Abdessalam Ali Triki, ambassadeur de la Libye aux Nations unies et ancien ministre des affaires étrangères, a pris part aux négociations préalables. M. Triki s'est, d'autre part, entretenu pendant plus de deux heures avec M. Christian Nguesso, ministre français de la coopération. Aucune des deux parties n'avait encore souhaité, lundi soir, faire le moindre commentaire sur cet entretien qui s'est toutefois déroulé sur un ton parfois vif.

LAURENT ZECCHINI

LE COLONEL KADHAÏ EN TUNISIE

Le gouvernement de M. Bourguiba ne souhaite pas sortir de sa réserve

De notre correspondant

Tunis. — Le colonel Kadhaï était attendu mardi 16 août à Monastir, dans le Sahel tunisien, où séjournerait actuellement le président Bourguiba. Bien que ce dernier soit souffrant depuis vingt-quatre heures (1), le « guide de la révolution libyenne » n'a pas voulu reporter cette visite dont il a pris l'initiative. Le chef de l'Etat libyen, le Tchad l'avaient déjà obligé à repousser voici une semaine. Il doit, en principe, demeurer deux jours en Tunisie.

Officiellement, la venue du colonel Kadhaï, qui doit être accompagnée d'une suite d'une centaine de personnes, se situe dans le cadre bilatéral et vient en quelque sorte consacrer le renforcement de la coopération économique et financière auquel a abouti, le mois dernier, la réunion à Tripoli de la grande commission mixte tuniso-libyenne (le 26 juillet).

Tunis constitue la dernière étape d'une série de visites que le colonel libyen a effectuées depuis deux mois, au Maroc, en Mauritanie et en Algérie. S'il a longtemps considéré l'idée d'unification du Maghreb comme « une manœuvre de l'impérialisme », il paraît aujourd'hui avoir évolué, puisqu'il s'agit plus à la reprendre à son compte en s'exprimant toutefois d'ajouter qu'elle ne constitue qu'une étape dans la réalisation de l'« unité arabe totale », dont il persiste à se vouloir le principal artisan.

Que sa démarche soit sincère ou seulement tactique, il paraît en tout cas évident que le colonel Kadhaï, déjà de la série d'échecs qu'il a essuyés depuis plus d'un an à l'Organisation de l'unité africaine, n'entend pas demeurer à l'écart du rapprochement maghrébin dont Tunis et Alger ont pris, sans succès, l'initiative depuis quelques mois. En outre, le profil modéré qu'il affiche avec ses partisans d'Afrique du Nord vient contrebalancer diverses de ses autres prises de position, et surtout son intervention au Tchad.

Fidèles à leur principe de non-ingérence dans les affaires des États, attachés à leurs traditionnelles relations d'amitié et de coopération avec la France et avec les États-Unis, mais aussi soucieux de maintenir de bons rapports avec le voisin libyen, les Tunisiens ne semblent pas disposés à se départir

de la réserve qu'ils observent depuis le début des hostilités au Tchad, quels que soient les arguments que sera amené à développer devant eux le colonel Kadhaï. Et puis, même si Tunis proclame avoir définitivement « tourné la page », l'attitude de la ville de Gafsa, en 1980, est encore présente dans l'esprit à Tunis, et malgré les dénégations de Tripoli, personne n'ignore que des opposants tunisiens continuent de s'entraîner dans des camps en Libye.

Dans une déclaration au journal *As Sahab* de Tunis, l'ambassadeur libyen aux Nations unies, M. Abdessalam Triki, déclarait que cette visite permettrait « de renforcer l'action arabe commune face au péril sioniste ». Là aussi, on conçoit difficilement comment le colonel libyen pourrait rallier son inter-ligue des « thèses extralibyennes » qu'il développe. Les Tunisiens demeurent en effet de fervents partisans du plan de paix de Fes, qui s'inspire d'ailleurs de suggestions du président Bourguiba et que la Libye qualifie de « trahison ». Et ils ne font pas plus mystère de leur solidarité avec M. Yasser Arafat que le colonel Kadhaï ne cache son appui aux dissidents du Faïq, qu'il vient de recevoir à Tripoli.

Si Tunisiens et Libyens s'en tiennent à la ligne de conduite qu'ils ont adoptée depuis un certain temps et qui consiste à éviter les sujets qui les séparent pour s'aborder ceux qui les rapprochent, l'affaire du Tchad et le conflit du Proche-Orient ne devraient donc pas être au centre de leurs discussions. D'ailleurs, un communiqué diffusé lundi 15 août à Tunis, pour annoncer l'arrivée du colonel libyen, met essentiellement l'accent sur le « renforcement des relations fraternelles » et sur « l'édification du Grand Maghreb arabe en tant qu'étape fondamentale vers l'unité arabe intégrale ». S'il évoque aussi en termes généraux la « consolidation de l'œuvre arabe conjointe pour faire face aux différents défis », le texte ne fait aucune référence à la situation en Afrique.

MICHEL DEURÉ

(1) Un communiqué diffusé lundi 15 août a annoncé qu'à la suite d'un refroidissement le président Bourguiba souffre « d'une pharyngite-trachéite, qui nécessite un traitement au cours duquel il doit garder la chambre ».

(1) Il s'agit, outre M. Nguesso, chef de l'Etat congolais, de M. Bongo (Gabon), M. Mobutu (Zaire), M. Baguiga (Burundi), M. Nguema (Guinée-Equatoriale), M. Mengistu (Éthiopie), M. Nguesso (République centrafricaine), M. Santos (Angola), M. Bayartimana (Rwanda) et M. Costa (Sao Tomé et Principe).

● M. Senghor, ancien président de la République du Sénégal, s'est prononcé lundi 15 août pour une intervention militaire française au Tchad, dans une interview à France-Inter. « Dans la mesure où les Libyens interviennent, je pense que les Français doivent intervenir. Non seulement, je le pense, mais tous les chefs d'Etat africains responsables modernes, qui sont dans la majorité, et surtout les chefs d'Etat francophones l'ont dit et l'ont demandé », a notamment déclaré M. Senghor.

● Selon un sondage « IFRES » du *Quotidien de Paris*, publié le mardi 16 août (enquête réalisée du 10 au 12 août auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes), « les Français n'approuvent pas l'intervention au Tchad ». 53 % des personnes interrogées estiment en effet que la France ne devrait pas envoyer de parachutistes au Tchad, contre 28 % pour et 19 % qui ne se prononcent pas; 62 % d'entre elles pensent que les affrontements qui opposent la Libye au Tchad peuvent dégénérer en un conflit majeur et international, tandis que 29 % estiment que non, et 9 % ne se prononcent pas.

● Le *Times* estime dans un éditorial du mardi 16 août que le Tchad est en droit d'appeler la communauté internationale à l'aide. « Le gouvernement de M. Mitterrand a une saine répugnance à intervenir dans les affaires domestiques des pays africains. Mais cela n'est plus une simple affaire intérieure. Le Tchad a été envahi par la Libye et — selon les règles de la communauté internationale, codifiées par la Charte des Nations unies, — est en droit de s'attendre à ce qu'on lui vienne en aide », écrit le quotidien londonien.

● Un officier soviétique est arrivé au Tchad pour aider les troupes libyennes à installer des batteries de missiles antiaériennes, a affirmé lundi 15 août, la chaîne de télévision américaine C.B.S., qui a ajouté, en se référant à des informations recueillies par les services de renseignement américains, que l'officier, un lieutenant-colonel, se trouverait dans « un aéroport du Nord du Tchad ». La chaîne de télévision ne donne pas d'autres détails à ce sujet. — (A.F.P.)

La responsabilité en question

LE DANTEC

Les responsables de la responsabilité en question...

L'occasion perdue

Quelle que soit la situation...

L'engagement anti-Bagha

Les forces armées...

Le Monde

Publication hebdomadaire...

17.10.1983

AFRIQUE

Fin de règne au Malawi

II. - Le « système Banda » à l'épreuve

Au pouvoir depuis l'indépendance en 1964, le président Banda gère d'une main de fer un pays qui vit un peu à l'écart, et se succèdent, dont le seul homme ne vent pas entendre parler, promet d'être très délicate. (Le Monde du 16 août.)

Lilongwe. - Le spectacle est unique sur le continent noir : les trois drapeaux d'Israël, de Taiwan et d'Afrique du Sud flottent côte à côte dans une avenue de la capitale. Seul membre de l'O.U.A. ayant une ambassade à Pretoria, le Malawi refuse de rompre avec Jérusalem après la guerre du Kippour. Ce double choix lui vaut l'approbation. Aujourd'hui, nul ne reproche plus au président Banda ses « amitiés douteuses ».

Israël ? Depuis l'initiative zairoise, le Malawi n'est plus seul. Il a d'ailleurs renoué des liens avec l'Egypte, affirmés en décembre par un accord d'assistance technique. Malgré son anticommunisme viscéral, Kamuzu Banda a même établi des relations diplomatiques avec la Corée du Nord, geste qui n'enchante guère Pretoria. L'Afrique du Sud ? Qui oserait faire grief au Malawi d'avoir pactisé avec le diable à l'heure où ses voisins - progressistes - mozambicains, angolais ou zambiens - amorcent à leur tour, de gré ou de force, une « dialogue », naguère honni, avec la « tribu blanche » du Sud.

Alors, M. Banda fut-il un « précurseur éclairé » plutôt qu'un « traitre néo-colonialiste » ? Une chose frappe en tout cas : le Malawi est maintenant dédoublé aux yeux de ses voisins. Sans renier le passé ni faire amende honorable, il a rompu avec le pragmatisme l'isolement politique où on le tenait.

Plusieurs faits ont facilité ce retour en grâce : l'indépendance du Zimbabwe, qui éloigna le Malawi de la ligne de contact avec le « pouvoir pale » ; l'échec économique de ses voisins, mal placés pour faire la leçon ; l'apaisement des conflits frontaliers avec la Zambie et la Tanzanie ; l'urgence d'une coopération régionale. Aujourd'hui, le Malawi prend très au sérieux son rôle au sein de la Conférence de coordination et de développement de l'Afrique aus-

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

trale (S.A.D.C.C.), dont l'une des premières réunions eut lieu à Blantyre, capitale économique du pays.

Inutile d'insister sur les multiples raisons qui, dès l'indépendance, firent du Malawi un « otage de l'apartheid ». Si rien n'obligeait M. Banda à échanger des ambassadeurs avec Pretoria en 1966 ou à visiter l'Afrique du Sud en 1971, tout l'incitait en revanche à composer avec son puissant voisin : les lois de la géographie, l'héritage d'une économie extravertie et largement orientée vers le Sud, la suprématie du réseau de communications sud-africain. Le Malawi, pauvre et enclavé, avait encore moins d'outils que les autres pour échapper à l'emprise du colosse. La brouille avec la Tanzanie socialiste, terre d'accueil privilégiée des opposants malawites en exil, et d'indéniables convergences idéologiques avec le pouvoir africain ont fait le reste.

Le Dr Banda qui, dans les années 50, prônait pour l'Afrique du Sud une « révolution gandhienne », condamne cependant l'apartheid et n'a pas avoué la pseudo-indépendance de Pretoria. Il parait surtout obéir à un solide pragmatisme. Au nom du réalisme et de la franchise, il brocarde ses homologues noirs qui « se donnent bonne conscience en votant des résolutions contre Pretoria, mais ont l'estomac plein de viande sud-africaine ». L'Afrique n'a pas, selon lui, les moyens économiques et militaires d'affronter, par la violence, le « Sud blanc ». Si les faits n'ont pas jusqu'ici contredit M. Banda, il passe, aux yeux de beaucoup, pour un apôtre de la résignation.

Le « dialogue » avec Pretoria

A regarder de près le volume de ses échanges et la structure de son commerce extérieur, le Malawi est moins dépendant de Pretoria que le Mozambique, la Zambie ou le Zimbabwe. Si l'Afrique du Sud est de loin son premier fournisseur, elle n'est que son sixième client. Pour plus de 60 %, le commerce malawite emprunte la voie du sud jusqu'à Durban via la Zambie et le Botswana ou le Zimbabwe.

Les timides efforts de diversification ne sont pas toujours récompensés. Exemple : l'an dernier, 80 000 tonnes d'engrais, payées rubis sur l'ongle et indispensables à une bonne récolte, résistèrent en souffrance pendant des mois dans le port de Beira en raison des lenteurs mozambicaines et des sabotages des opposants armés. Pour éviter une catastrophe, le Malawi dut - ironie du sort - acheter, en toute hâte, 11 000 tonnes à Johannesburg, grâce à un prêt sud-africain. Les ruptures de stocks pétroliers provoquent des pénuries à Lilongwe.

Le soutien logistique de Pretoria à la Résistance nationale du Mozambique, dont les opérations perturbent sérieusement l'économie malawite, constitue un moyen de pression permanent sur le régime de M. Banda. L'Afrique du Sud peut ainsi à tout moment, par l'entremise de la R.N.M., étouffer les velléités d'indépendance du petit Malawi (Le Monde du 12 février).

Si les milieux d'affaires y investissent le passé, leur présence tend à se stabiliser. M. Banda n'est parfois aucun autre choix que de solliciter l'aide de Pretoria, qui d'ailleurs ne lui fait pas de cadeaux. Ce fut le cas avec la construction de Lilongwe, la nouvelle capitale, projet crucial pour le « rééquilibrage » économique du pays au profit d'un Nord trop longtemps négligé. Le Malawi n'accepte l'argent sud-africain qu'après avoir essuyé un refus britannique. Les revenus des quinze mille émigrés malawites travaillant dans les mines du Transvaal procurent aussi de précieuses devises à leur pays (1).

La politique de « dialogue » avec Pretoria permet à M. Banda de consolider son assise tant à l'intérieur qu'à l'égard de ses voisins, car nul ne doute que l'armée sud-africaine, si besoin, prêtée main-forte au président malawite. Pays stable et « modéré », aux finances sagement gérées, le Malawi jouit de plus vingt ans d'un bon crédit auprès du monde capitaliste. Il vient d'obtenir sans mal le réajustement de sa dette et plusieurs prêts occidentaux.

Malgré ses handicaps initiaux - enclavement, absence de ressources minières, désintérêt du colonisateur - le petit Malawi résiste mieux à la crise mondiale et paraît moins exposé à la dépression que ses voisins, voués au déclin ou gâtés par la banqueroute. Plus de neuf Malawites sur dix sont paysans. Beaucoup pauvres, ils vivent plutôt mieux que leurs cousins installés au-delà des frontières, comme en témoignent la bonne qualité des circuits commerciaux, la relative opulence des marchés et les courants de contrebande qui partent du Malawi.

Enracinement rural

L'agriculture représente quasiment la seule richesse nationale. Elle procure plus de 90 % des recettes. L'exportation des produits principaux : tabac, sucre, thé et arachide. La diversification agricole devient une réalité, mais ses effets sont contrariés par le marasme des cours mondiaux. Le pays récolte assez de maïs pour nourrir ses habitants - et dégage même des excédents - performance rare en Afrique.

Conservateur de tempérament, M. Banda exalte les valeurs villageoises et varie l'enseignement rural de son régime. Pourtant, à la différence d'un Houphouët-Boigny, planteur par métier et par goût, l'ancien médecin ne découvre les vertus de la terre qu'après-coup, une fois parvenu au pouvoir. Il encourage ensuite son personnel politique - ministres, députés, apparatchiks du M.C.P., etc. - à se lancer dans l'agriculture.

Une étroite élite « politico-rurale » fit ainsi rapidement corps, qu'il émergeait pas des villages, mais n'en confisqua pas moins les cultures d'exportation, seule richesse du pays. Au Malawi, le loyalisme conduit à la prospérité. En ce sens, le président Banda a plus servi le paysan que qu'il ne l'a servi.

La logique économique du « système Banda » favorise la croissance aux dépens du développement. Entre l'indépendance et la fin des années 70, le P.N.B. progressa de plus de 3 % par an. Mais contrairement à la Côte-d'Ivoire, où l'enrichissement collectif profita à des degrés divers à chacun, le Malawi connaît une croissance inégale, dont l'écrasante majorité villageoise ne recueille pratiquement aucun fruit. Firent les petits paysans et les ouvriers agricoles ont fait les frais de cette logique - laquelle consolida le régime - alors même qu'ils étaient

en droit, compte tenu des bonnes performances de l'économie, d'espérer une amélioration bien plus nette de leur sort.

Quelques chiffres illustrent cette réalité. En 1964, année de l'indépendance, les petits paysans produisaient 53 % des exportations agricoles mais seulement 30 % douze ans plus tard. En 1977, les grandes exploitations, certes mieux armées pour la culture intensive, percevaient plus des deux tiers des revenus d'exportation (2). En outre, l'ADMARC, office de commercialisation agricole, empêche de coquets bénéfices sur le dos du producteur. Le Malawi, il est vrai, n'a pas le monopole de ce vol légal. Ici comme ailleurs en Afrique, la prospérité d'une minorité doit beaucoup à la sœur paysanne.

On est loin des excès du capitalisme sauvage. A l'inverse, l'intervention de l'Etat est la règle. En économie comme en politique, les choses se font d'ailleurs au grand jour. Une compagnie fondée et financée par M. Banda, Press Holdings, déploie ses tentacules dans tous les secteurs d'activité, sous la forme de quelque quatre-vingt filiales. Elle place et gère les capitaux de ses actionnaires par l'entremise du parti unique. Le système a le mérite de la clarté.

Cette transparence, assure M. Banda, est le meilleur antidote contre la corruption. De l'avis général, en effet, les pots-de-vin et les dessous-de-table ne sont guère pratiqués au Malawi.

Le président n'est-il pas - et de très loin - l'homme le plus fortuné du pays ? Certes. Mais son argent, rétorque-t-il, c'est l'argent du peuple. Le Malawi ne possède pas de véritable bourgeoisie. Moins d'un Malawite sur cent, peut-être, vit à son aise, et une dizaine de familles sont vraiment riches. Le régime n'a pas de goûts somptueux et les Mercedes se remarquent à Lilongwe. Les dirigeants, y compris M. Banda, échappent à l'accusation de népotisme. L'éventualité des salaires est l'un des plus réservés d'Afrique. F.M.I. oblige, l'Etat a réduit l'an dernier son train de vie et « dégraisé » ses effectifs. Chacun accepte sans trop broncher cette cure d'austérité.

Les réalisations sociales n'ont pas monopolisé l'attention du président-médecin. Selon un rapport de l'O.M.S., ses confrères ne sont qu'une soixantaine, dont la moitié d'expatriés. Soixante mille Malawites - un habitant sur cent - sont aveugles. Un enfant sur deux meurt avant l'âge de quatre ans, car, si la famine est inconnue, la malnutrition fait son œuvre. L'école n'est ni obligatoire ni totalement gratuite. Le taux de scolarisation, s'il a doublé depuis 1964, reste inférieur à 50 %. Vingt ans après l'indépendance, le Malawi présente les stigmates traditionnels du sous-développement.

L'économie porte la marque des choix originaux que M. Banda imposa aux jeunes nationalistes, partisans d'un développement rural plus communautaire et plus équilibré : croissance à tout prix, attraction du capital étranger, africanisation lente et progressive. La culture du thé, par exemple, est presque totalement entre les mains des compagnies étrangères. « Pas d'africanisation pour le plaisir », avait lancé M. Banda au nom de la prudence et surtout parce que les anciens fonctionnaires coloniaux le soutenaient. Aujourd'hui, cinq cents experts britanniques servent encore au Malawi, un enseignement sur trois est étranger. Dans tous les domaines, le pays manque de cadres qualifiés.

En ces temps de crise, le « système Banda » est à l'épreuve. La croissance s'est essouffée, l'inflation approche 20 %, la balance commerciale est en déficit. Le pouvoir d'achat stagne, la dette s'élargit et la pression sur les terres s'intensifie. Plusieurs milliers de jeunes qui travaillaient sur les chantiers de la capitale se retrouvent au chômage. La criminalité s'installe. Le jeu des faveurs, des récompenses et des disgrâces, cher à M. Banda, est moins facile en période d'austérité. Son prestige risque d'en être ébranlé. Le vieux chef solitaire saura-t-il conserver, jusqu'à sa mort, l'aura du « faiseur de pluie » ?

FIN

(1) Il y eut jusqu'à cent trente mille travailleurs malawites en Afrique du Sud. Le flux migratoire commença à se tarir en 1974, après qu'un accident d'avion eut coûté la vie à soixante-dix émigrés. Cette évolution correspond au souhait actuel de Pretoria, désireux de contenir le chômage parmi sa propre population noire.

(2) Ces chiffres sont cités par Philippe L'Holty dans la *Dynamique du pouvoir au Malawi* (op. cit.).

AMÉRIQUES

Paraguay

Le général Stroessner a entamé son septième mandat présidentiel

Asunción (A.F.P.). - Le général Stroessner a entamé, lundi 15 août, son septième mandat consécutif à la présidence du Paraguay, dans un climat de protestation parlementaire sans précédent qui illustre le mécontentement manifeste depuis plusieurs mois, en raison de la crise économique-sociale.

L'opposition libérale radicale, pour marquer son désaccord « avec la répression menée par le gouvernement », a boycotté la cérémonie officielle. C'est la première fois qu'un parti de l'opposition officielle conteste ainsi la politique du général, qui exerce depuis près de trente ans un pouvoir absolu, et qui a été réélu pour cinq ans le 6 février.

Les critiques se multiplient. Le journal *A.B.C. Color*, le plus fort tirage du Paraguay, a été sanctionné pour ses attaques contre le régime. « Le gouvernement doit en finir avec la répression, sa politique sectaire, l'état de siège, et doit éviter de glisser vers un totalitarisme arbitraire », a déclaré M. Enzo Doldan, leader du groupe libéral-radical du Sénat.

Mais le général Stroessner n'a créé aucune amitié à l'occasion de son nouveau quinquennat. « Il n'y a rien à amnistier », affirme *Paraguay*, journal pro-gouvernemental et organe officiel du parti Colorado. Pourtant, trente-six détenus qualifiés de « prisonniers de droit commun » par la presse officielle, poursuivent une grève de la faim illimitée.

Le chef de l'Etat a juste procédé à un remaniement ministériel modeste. Trois ministres seulement sur les onze du cabinet ont été relevés de leurs fonctions : le ministre des affaires étrangères, M. Alberto No-

gues, est remplacé par M. Carlos Saldivar, celui de la justice et du travail, M. Gonzalez, laisse son portefeuille à M. Jaquet et le ministre de la défense, le général Marcial Sarmiento, cède la place au général Gaspar Martinez.

Pérou

Soupçonné de liens avec la guérilla

LE PRÊTRE FRANÇAIS JEAN-MARIE MONDET A ÉTÉ LIBÉRÉ

Lima (A.F.P.). - Le prêtre français Jean-Marie Mondet, arrêté le 22 juillet et libéré lundi 15 août faute de preuves sur ses liens avec la guérilla péruvienne, pourrait être expulsé du Pérou.

A sa sortie de prison, le Père Mondet, âgé de soixante et un ans, a été emmené dans une voiture de l'ambassade de France. Un policier en civil et l'avocat du Père Mondet, M. Toribio Vega, sont montés à bord du véhicule, qui s'est dirigé vers le département de l'émigration, dépendance du ministère de l'intérieur chargée, entre autres, de l'expulsion des étrangers jugés indésirables.

Le prêtre a lu un message de remerciement à l'attention de l'ambassade de France à Lima, ainsi qu'à celle des personnes qui se sont intéressées à son cas. Il a rappelé son attachement au Pérou où il a vécu pendant trente ans.

L'armée chilienne et la crise

(Suite de la première page.)

Les militaires hostiles au général Pinochet sont conscients que celui-ci dispose d'armes redoutables qui lui ont permis jusqu'ici de se débarrasser des « généraux trop intelligents », et de garder le contrôle de l'armée. N'ayant jamais renoncé à ses fonctions de commandant en chef (il aurait dû normalement partir à la retraite en 1974), le chef de l'Etat a toujours maintenu des contacts étroits avec les quelques cinquante généraux de l'armée de terre. Il sait multiplier les « tournées de popotes » quand il s'agit, comme en ce moment, de resserrer les rangs. Dix ans le séparent des généraux les plus hauts en grade, ce qui renforce son autorité. En outre, il s'est toujours gardé de politiser l'armée, qui doivent être exécutées comme des ordres militaires. La plupart des officiers sont d'ailleurs loin de la capitale, aux frontières du Pérou et de la Bolivie ou dans l'extrême sud, ce qui ne les porte guère à s'intéresser à la politique. En outre, leurs exigences professionnelles ont été satisfaites : ils ont reçu un armement moderne, et leur situation matérielle a été considérablement améliorée. Un général gagne en moyenne trois mille dollars par mois, sans compter les avantages en nature, alors que la solde ne dépassait pas cinq cents dollars du temps de l'Unité populaire. Enfin, les agents de la police secrète sont là pour déjouer les éventuels complots.

Comme en 1973

Mais ces atouts restent-ils suffisants pour assurer au général Pinochet le soutien de l'armée ? L'accroissement de la pression sociale rendra inévitable l'intervention des militaires », déclare un général à la retraite, qui ajoute : « La situation est très comparable à celle de 1973. » Un document signé par les « officiers patriotes des forces armées » et daté de juillet affirme : « Il y a dix ans, nous avons assumé la responsabilité du gouvernement pour répondre à la clameur populaire. Aujourd'hui, le devoir des forces armées est d'écouter cette même clameur et non de la faire taire. »

Selon les officiers qui conspiraient activement contre le général Pinochet, l'aviation et la marine seraient les premières à l'abandonner. Bien que décapitée après la chute du général Leigh, l'aviation reste hostile, dans sa majorité, au chef de l'Etat. Pour beaucoup d'officiers, le général Matthei, le seul à ne pas avoir donné sa démission en même temps que son commandant en 1978, est « un traître ». Les amiraux, eux, n'éprouvent aucune sympathie pour le président. La défection de ces deux armes entraînerait une grande partie de l'armée de terre. Mais chacun est conscient que

le général Pinochet ne se laissera pas déloger sans se battre.

L'opposition semble avoir compris ce qui se passe chez les militaires. Les partis réunis au sein du Proden (Projet de développement national) ont déclaré à l'issue de la journée de protestation : « C'est aux forces armées et à elles seules qu'il appartient de rétablir inévitablement la démocratie. » De son côté, le chef de la démocratie chrétienne, M. Gabriel Valdés, n'a pas manqué de préciser que les communistes étaient exclus de l'Alliance démocratique, ce qui ne peut que faire plaisir aux forces armées. Quant au parti communiste, il a déjà déclaré que ses seuls ennemis à l'intérieur de l'armée étaient les officiers fascistes.

Un coup d'Etat, mais pour quoi faire ? La réponse est unanime. « Pour former un gouvernement de transition qui réalise pleinement la démocratie. » Ce gouvernement devrait être présidé par un militaire ayant cessé le service actif et capable d'offrir des garanties aux deux parties. Respect des libertés publiques à l'opposition, et protection contre tout revanchisme à l'armée. Une Assemblée constituante élaborerait « une nouvelle Constitution et organiserait des élections libres ». Rien de très différent, donc, de la plate-forme de l'Alliance démocratique.

Ceux qui ont mis fin brutalement au gouvernement d'Unité populaire auraient-ils fait leur mea culpa ? « Après dix ans de dictature, nous avons acquis la conviction que c'est le peuple qui doit gouverner », affirme un groupe d'officiers ayant participé au coup d'Etat du 11 septembre 1973, mais en précisant aussitôt : « Nous ne regrettons pas d'avoir renversé Allende, pas tant pour ses sympathies marxistes que pour son immoralité... »

JACQUES DESPRÉS.

Nicaragua

« Une délégation du Congrès américain, dirigée par le sénateur démocrate Paul Tsongas, est arrivée lundi 15 août à Managua pour des entretiens avec les dirigeants sandinistes. « Nous voulons déterminer les relations qui sont possibles entre les Etats-Unis et le Nicaragua », a déclaré le sénateur du Massachusetts. Les membres du congrès, qui venaient du Costa-Rica, ont rencontré des dirigeants de l'opposition nicaraguayenne, mais M. Tsongas, qui est opposé aux manœuvres américano-honduriennes, ne prévoit pas de rencontrer des représentants de l'insurrection armée antisandiniste au Honduras. La délégation a aussi rencontré au Costa-Rica M. Rubén Zamora, dirigeant du Front démocratique révolutionnaire du Salvador. (Reuter.)

U.P.A. SARI - 68, av. Léna 75116
2-1°S/AB - Term. Arg.-Arabe-Hébr.-Russes-Al.-It.-Esp.

PROCHE-ORIENT

Liban

Réouverture de l'aéroport de Beyrouth

Beyrouth. - L'aéroport international de Beyrouth a été réouvert ce mardi 16 août au trafic aérien à la suite d'un accord conclu entre les autorités libanaises et les militaires druzes qui tenaient ses pistes sous leur feu depuis six jours. L'annonce de cette réouverture avait été faite lundi par le ministre libanais des transports, M. Pierre Khoury, à l'issue d'une réunion avec le premier ministre, M. Chafic Wazzan, et le commandant en chef de l'armée, le général Ibrahim Tannous.

La décision de rouvrir l'aéroport a suivi l'arrivée à Beyrouth du milliardaire libano-soudanais, M. Rafic Hariri, qui a joué un rôle d'intermédiaire entre le gouvernement libanais et le leader druze, Walid Jumblatt, chef du parti socialiste progressiste (P.S.P.). M. Hariri, qui participe à la reconstruction du Liban et entretient des relations privilégiées avec le roi Fakhd d'Arabie Saoudite, a été reçu lundi après-midi par le chef de l'Etat libanais, M. Aminé Gemayel.

Lundi, les autorités libanaises et le P.S.P. de M. Walid Jumblatt se rejettent mutuellement la responsabilité de la poursuite de la fermeture de l'aéroport. En effet, les autorités libanaises insistent pour obtenir toutes réouvertures de l'aéroport, alors que le P.S.P., dans un communiqué publié dimanche, affirmait qu'il avait déjà invité l'Etat à réouvrir l'aéroport au trafic civil. Il a en outre accusé le gouvernement de le maintenir fermé pour « dresser l'opinion contre les Druzes ».

Le quotidien libanais *Al Nahar*, généralement bien informé, a indiqué lundi qu'à la suite de contacts entre le président du Mouvement politico-militaire chiite Amal, M. Nabih Berri, et l'ancien premier ministre Saeb Salam, avec des responsables du P.S.P. et M. Jumblatt, ces derniers se sont engagés à « ne plus bombarder l'aéroport s'il n'est utilisé qu'à des fins civiles ». Le quotidien ajoutait, citant un communiqué d'Amal, que cette posi-

tion définitive du P.S.P. a été communiquée dimanche soir aux autorités libanaises.

Sur le plan politique, la situation ne semble guère avoir évolué, alors que le calme est revenu lundi dans la montagne libanaise après les violents combats entre le P.S.P. et les « forces libanaises » dans la nuit de dimanche. (A.F.P.)

Israël

Compromis sur les compressions budgétaires au ministère de la défense

Jérusalem (A.F.P.). - Les ministres israéliens de la défense et des finances ont réussi lundi après-midi 15 août à trouver un compromis sur le montant des compressions budgétaires du ministère de la défense.

Le Trésor israélien réclamait une réduction de 20 milliards de shekels (environ 330 millions de dollars) du budget de la défense pour l'année en cours. Il devra se contenter d'une coupe de quelque 8,5 milliards cette année et de 7,5 milliards pour les années 1984-1985.

Au cours de cette réunion, le ministre de la défense s'était opposé à des restrictions budgétaires dépassant les 8,5 milliards de shekels pour l'année budgétaire. M. Arens, appuyé par l'Etat-major, estimait que de pareilles restrictions mettaient en danger la sécurité d'Israël, à l'heure où le budget de la défense supporte le poids supplémentaire de la présence de l'armée israélienne au Liban. Les responsables du Trésor soutenaient quant à eux qu'il faut recourir à des mesures énergiques pour juguler la hausse continue du déficit de la balance commerciale israélienne et de l'inflation. Ce déficit s'élève à 2 milliards pour les sept premiers mois de l'année 1983.

Monde du Nord

Violence quotidienne et impasse

De nombreux républicains américains ont exprimé leur inquiétude à l'égard de la situation en Amérique latine. Ils ont souligné la violence quotidienne et l'impasse dans laquelle se trouvent les pays de la région.

Union soviétique

La mort de Rodolfo Llopis

La mort de Rodolfo Llopis, un des dirigeants de la résistance espagnole, a été annoncée. Il avait été tué lors d'un combat.

La mort de Rodolfo Llopis a été annoncée. Il avait été tué lors d'un combat.

CORRESPONDANCE

La mort de Rodolfo Llopis

La mort de Rodolfo Llopis, un des dirigeants de la résistance espagnole, a été annoncée. Il avait été tué lors d'un combat.

La mort de Rodolfo Llopis a été annoncée. Il avait été tué lors d'un combat.

La mort de Rodolfo Llopis a été annoncée. Il avait été tué lors d'un combat.

TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Des milliers de réfugiés afghans ont été accueillis en Iran. La situation reste instable.

Hongkong

Des tensions existent entre la Chine et Hongkong. Des discussions sont en cours.

Sri-Lanka

Des tensions existent entre le gouvernement et les rebelles. Des négociations sont en cours.

Union soviétique

Des tensions existent entre l'Union soviétique et les pays du bloc. Des discussions sont en cours.

Paraguay

Le général Stroessner a entamé son septième mandat présidentiel

Asunción (A.F.P.) - Le général Stroessner a entamé, lundi 15 août, son septième mandat présidentiel à la présidence du Paraguay, dans un climat de protestations populaires pour protester contre la situation politique et économique du pays.

L'opposition libérale radicale, pour laquelle son départ est attendu, a été réprimée par le pouvoir. C'est la première fois que le général Stroessner est élu pour un septième mandat.

Le général Stroessner a été élu pour un septième mandat présidentiel, ce qui signifie qu'il restera au pouvoir jusqu'en 1990.

Le chef de l'Etat a juré de consacrer son septième mandat à la poursuite de la réforme économique et sociale.

Le chef de l'Etat a juré de consacrer son septième mandat à la poursuite de la réforme économique et sociale.

L'armée chilienne et la crise

Santiago (A.F.P.) - L'armée chilienne a été mise en alerte, lundi 15 août, en raison de la situation politique et économique du pays.

Le chef de l'Etat a juré de consacrer son septième mandat à la poursuite de la réforme économique et sociale.

Le chef de l'Etat a juré de consacrer son septième mandat à la poursuite de la réforme économique et sociale.

Le chef de l'Etat a juré de consacrer son septième mandat à la poursuite de la réforme économique et sociale.

Le chef de l'Etat a juré de consacrer son septième mandat à la poursuite de la réforme économique et sociale.

Le chef de l'Etat a juré de consacrer son septième mandat à la poursuite de la réforme économique et sociale.

Le chef de l'Etat a juré de consacrer son septième mandat à la poursuite de la réforme économique et sociale.

Le chef de l'Etat a juré de consacrer son septième mandat à la poursuite de la réforme économique et sociale.

Le chef de l'Etat a juré de consacrer son septième mandat à la poursuite de la réforme économique et sociale.

Le chef de l'Etat a juré de consacrer son septième mandat à la poursuite de la réforme économique et sociale.

Irlande du Nord

Violence quotidienne et impasse politique

De notre correspondant

Londres. - La violence quotidienne, presque banale, continue en Irlande du Nord. La semaine dernière, trois personnes ont été tuées : un jeune catholique de vingt-deux ans, Thomas Reilly, abattu par un soldat britannique qui a été inculpé de meurtre le lendemain, puis deux membres d'un commando qui, à un poste de contrôle, avait ouvert le feu sur les forces de l'ordre. Les autorités pensent que ce commando pourrait être lié à Dominic McGlinchey, un membre de l'INLA (Armée de libération nationale irlandaise, groupe dissident de l'IRA) recherché pour une trentaine de meurtres.

Mais il n'y a pas que ces incidents spectaculaires. La vie quotidienne dans les ghettos catholiques de Belfast ou de Londonderry, en cet « été chaud » qui invite les jeunes à rester dehors tard la nuit, est faite d'affrontements constants avec les forces de l'ordre. Toutes les occasions sont bonnes. Une fois, c'est le quarantième anniversaire de l'intervention de l'armée britannique en Ulster ; une autre, c'est la protestation contre la « marche des apprentis » qui, chaque 13 août, fait descendre les protestants dans les rues de Londonderry pour célébrer la victoire des orangistes sur les « papistes » en 1689.

Attentats terroristes et manifestations de jeunes catholiques déçus, exaspérés par une présence britannique qu'ils considèrent comme une « occupation », ne sont sans doute pas des phénomènes du même ordre, bien qu'ils se nourrissent les uns des autres. Ils n'appellent pas une réponse identique, quoique le gouvernement de Londres donne parfois l'impression de ne pas envisager d'autre solution que policière aux affrontements d'Irlande du Nord.

L'utilisation des « mouchards »

Sans doute, les forces de l'ordre ont-elles marqué des points au cours des derniers mois, en utilisant surtout d'anciens terroristes « retournés » qui ont été amenés à coopérer avec la police par des promesses de rémission de peine. Cette tactique, utilisée depuis un peu plus d'un an, s'est révélée payante auprès de jeunes récidivistes qui supportent difficilement la perspective d'un nouveau séjour prolongé derrière les barreaux.

Une vingtaine de « terroristes convertis » (selon la terminologie de la police) seraient ainsi tenus « en réserve » et permettraient de mettre en accusation plus de deux cents personnes. Un juge (qui en Irlande du Nord n'est pas assisté d'un jury populaire) vient, après cent vingt jours de procès, de condamner vingt-deux personnes à un total de plus de quatre mille ans de prison sur les déclarations d'un seul témoin à charge, un ancien membre de l'IRA inculpé de plusieurs crimes et complice des accusés.

Un autre « converti », Thomas McCrystal, interné depuis 1979

pour avoir tué deux soldats de l'Ulster Defence Regiment, vient de déclarer que la police lui avait offert une « réduction presque totale » de sa condamnation à perpétuité, une nouvelle vie loin de l'Irlande et une protection spéciale pour ses enfants, s'il se montrait « coopératif ». Cette pratique est souvent critiquée dans la presse britannique ; mais, en l'occurrence, la réussite semble justifier les moyens.

Politiquement l'impasse reste totale. Les élections de juin ont montré que l'audience des nationalistes irlandais les plus radicaux, représentés par le Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, restait forte, bien que minoritaire chez les catholiques d'Ulster. M. James Prior, qui a conservé son poste de secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord dans le nouveau gouvernement Thatcher, ne désespère pas d'associer les nationalistes modérés du parti travailliste et social-démocrate (S.D.L.P.) à l'Assemblée provinciale, mais il ne peut rien entreprendre pour satisfaire les revendications des catholiques ou pour ignorer les exclusives des protestants. Il n'est guère aidé par ses collègues ministres, qui manifestent le plus grand manque d'intérêt pour les problèmes d'une province, affaiblie par la crise économique et déchirée par la violence, dont le gouvernement anglais se souvient brièvement - quand il est bouleversé par un attentat plus tragique que les autres, et qu'il oublie dès que l'émotion est retombée.

DANIEL VERNET.

Pologne

M. Walesa s'associe à l'ultimatum des ouvriers de Gdansk

Varsovie (A.F.P., U.P.I.). - Quelques cinq cents ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk, M. Lech Walesa en tête, se sont rendus en cortège, lundi 15 août, à la sortie du travail à 14 h 30, au pied du monument à la mémoire des victimes des révoltes ouvrières de 1970, situés près du portail des chantiers.

Revenant à son compte l'ultimatum adressé la veille par la « commission de Solidarité » des chantiers navals (le Monde du 16 août), le leader ouvrier a mis les autorités en demeure d'ouvrir des négociations avec les représentants de Solidarité avant le 22 août. Faute de quoi, une manifestation nouvelle aurait lieu ce jour-là au même endroit, avant que d'autres mesures ne soient prises pour obtenir le respect des vingt et un points des accords de Gdansk.

Ainsi celui qui n'est, pour le pouvoir, que « l'ancien président de l'ancien syndicat Solidarité » est sorti de sa réserve pour monter en première ligne. Pourtant, le jour même à Varsovie, dans une interview à la chaîne de télévision américaine N.B.C., M. Rakowski, vice-premier ministre, évoquant la menace de grèves perdues contenues dans l'ultimatum de l'organisation de Solidarité pour les chantiers navals, avait repoussé toute idée de négociation avec les syndicalistes indépendants. « Nous ne négocierons pas avec Walesa ou avec un groupe clandestin, si-t-il dit. Mais nous parlerons aux ouvriers des chantiers pour leur montrer ce que nous avons accompli jusqu'à présent. » Il a repoussé les suggestions de M. Walesa, disant : « Ses idées n'apportent rien de nouveau. Il n'a guère mérité et c'est là son échec. Du point de vue politique, je ne vois aucune possibilité de redonner à Walesa un rôle politiquement responsable : quand on dit Walesa, cela veut dire ses conseillers, et il est tout à fait hors de question de prendre ses conseillers au sein du gouvernement. »

La vigilance des mathématiciens

Le congrès international des mathématiciens se tient à Varsovie du 16 au 24 août. Il aurait dû avoir lieu l'an dernier et avait été reporté en raison de l'état de guerre.

Dès le mois de mai, quelque six cents mathématiciens, dont plus de quatre cents Français, ont signé une déclaration expliquant leurs intentions. Parmi les signataires, de nombreux scientifiques de tout premier plan, dont plusieurs « médailles Fields » (sorte de prix Nobel des mathématiques) et une quinzaine de mathématiciens invités à donner une conférence durant le congrès. L'Union mathématique internationale, en choisissant Varsovie, disait : « Ils, - avait en particulier pour but (-) d'exprimer sa gratitude et son admiration à l'égard de la communauté polonaise ». Elle voulait « faciliter des rencontres et des échanges profonds entre les mathématiciens de l'Europe de l'Est et ceux du reste du monde ».

« Depuis plusieurs années, nombre d'entre nous ont œuvré pour accroître les échanges et la coopération avec nos collègues polonais pour combattre l'isolement et l'étouffement scientifique dont ils souffrent de plus en plus. (...) De la libération de tous les prisonniers politiques de Pologne et le rétablissement des libertés civiles. »

CORRESPONDANCE

La mort de Rodolfo Llopis

A la suite de l'article sur la mort de M. Rodolfo Llopis (le Monde du 24-25 juillet), nous avons reçu la lettre suivante de sa veuve, M. Llopis, et de son fils.

Nous avons été profondément choqués par votre article, et tous ceux qui ont aimé et admiré Rodolfo Llopis l'ont été aussi, alors que l'ambassadeur d'Espagne en France lui rendait un hommage ému.

L'article en question ignore la ferveur socialiste, l'intégrité, le dévouement, le travail consacré à la réorganisation du parti socialiste ouvrier espagnol après l'exil pendant trente longues années, un travail qui a permis, de l'avis unanime, le triomphe final des forces démocratiques en Espagne. L'allusion à sa défaite aux élections législatives de 1977 est une esquisse finale fâcheuse. Car il y a eu dans sa vie autre chose que la politique politicienne. Il a été un disciple de Cassin et de Giner de los Rios.

Rodolfo Llopis est une grande figure du socialisme espagnol. Ancien sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil du gouvernement de Largo Caballero, directeur général de l'enseignement, il a été l'un des membres fondateurs de l'Internationale socialiste. Président d'honneur de la Ligue internationale de l'enseignement, il a occupé des fonctions importantes au Bureau international du travail et à l'UNESCO. Après la mort de Franco, il a pu rentrer en Espagne où il a reçu un accueil particulièrement ému.

Disciple de Pablo Iglesias, le Jaurès espagnol, Rodolfo Llopis a témoigné d'une fidélité constante à son idéal. Le parti socialiste ouvrier lui doit sa survie après le terrible exode de 1939, puis sa réorganisation à laquelle il a travaillé sans relâche. Il a refusé une chaire à l'université de Mexico où son bureau devint vite un centre de ralliement. Il a organisé la liaison avec les fédérations clandestines de l'intérieur, et ce travail a permis au P.S.O.E. de retrouver, des deux côtés de la frontière, son dynamisme et sa cohérence.

Il faut ajouter qu'il avait été mis en résidence surveillée par le gouvernement de Vichy et qu'il a participé aux activités clandestines de la résistance. Il appartenait au mouvement France au combat. Son action, nous le reconnaissons, a donc largement dépassé le cadre étroit de la seule politique.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

LE PRÉSIDENT BABRAK KARMAL est rentré lundi 15 août à Kaboul après un séjour de plus d'un mois en Union soviétique, a indiqué Radio-Kaboul. M. Karmal avait quitté l'Afghanistan le 7 juillet pour un « voyage amical » de quelques jours en Mongolie, puis s'était rendu en Union soviétique. - (A.F.P.)

Hongkong

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS, M. Hu Yaobang, a confirmé lundi 15 août à Pékin que la Chine n'avait pas l'intention de restaurer sa souveraineté sur la colonie britannique de Hongkong avant le 30 juin 1997, date de l'expiration des traités liant ce territoire à la Grande-Bretagne. Au cours d'une interview accordée au quotidien japonais Mainichi Shimbun, M. Hu a rappelé que son pays ne reconnaissait pas la validité des traités conclus par la Chine impériale au siècle dernier mais entendait néanmoins respecter les « résultats laissés par l'histoire ». - (A.F.P.)

Inde

UNE PERSONNE A ÉTÉ TUÉE et plusieurs ont été blessées par des attentats à la bombe commis, lundi 15 août, dans deux

états indiens, lors des cérémonies commémorant l'accession de l'Inde à l'indépendance. A Nowgong, dans l'état d'Assam (nord-est du pays), frontalier du Bangladesh, une fillette de dix ans a été tuée et deux autres personnes ont été blessées. - (A.F.P.)

Sri-Lanka

DEUX RESPONSABLES POLITIQUES TAMILS ont été assassinés la semaine dernière dans la région de Jaffna, principale ville tamoule (nord du pays), a-t-on annoncé lundi 15 août de source officielle sri-lankaise. M. Ozeri Thevan, membre de l'Armée de libération tamoule (mouvement séparatiste favorable à un Etat tamoul indépendant, l'Eelam), a été tué dimanche 14 août à Tumavé (district de Jaffna) par deux inconnus qui circulaient à moto-cycliste. - (A.F.P.)

Union soviétique

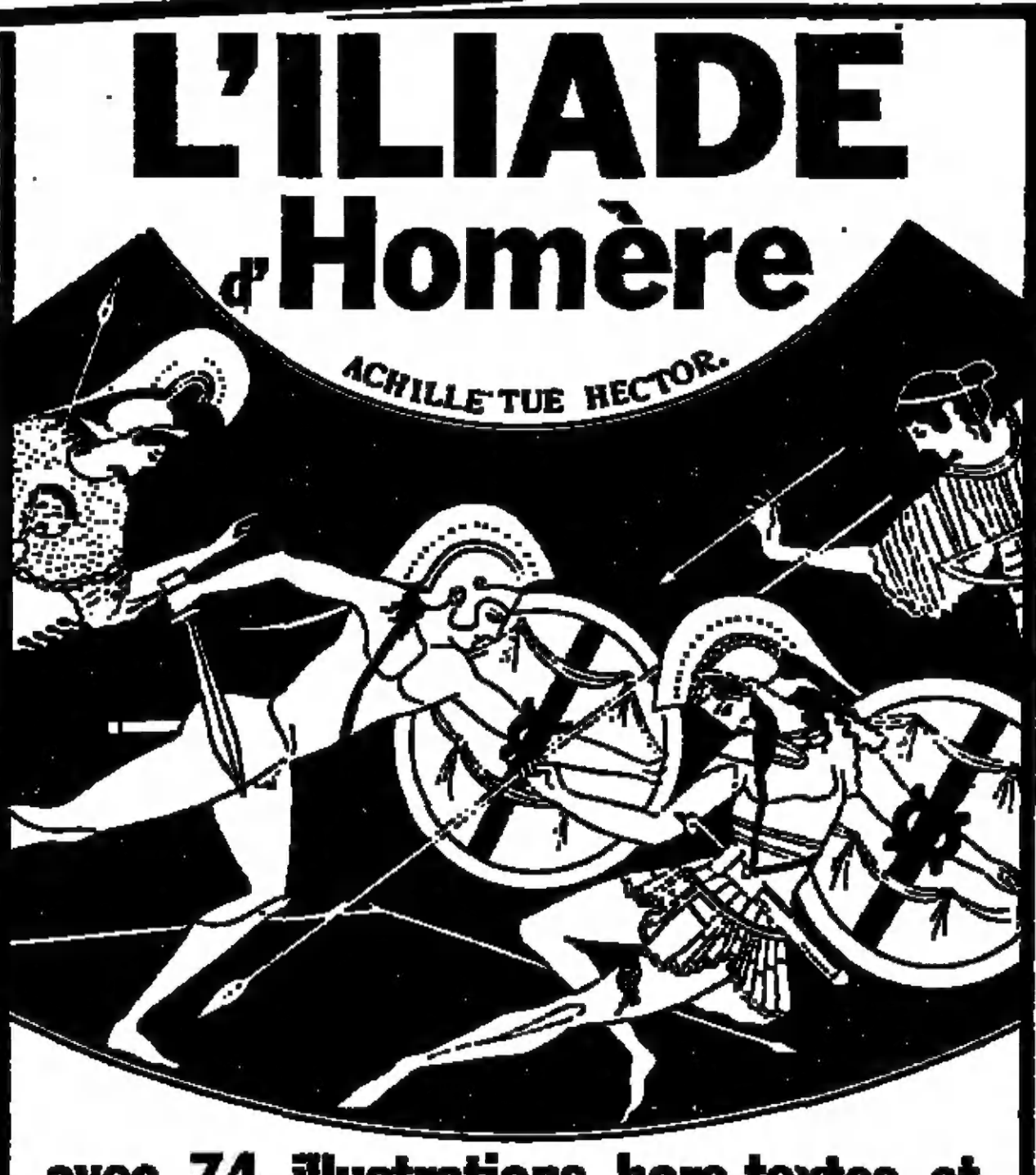
NEUF SÉNATEURS DÉMOCRATES AMÉRICAINS font à partir du mercredi 17 août une visite de dix jours en U.R.S.S. Le lendemain de leur arrivée, ils seront reçus par M. Andropov, puis par d'autres personnalités. Leurs entretiens porteront essentiellement sur le contrôle des armements, le commerce Est-Ouest et les droits de l'homme. - (A.F.P.)

En remerciement de votre fidélité Jean de Bonnot vous offre ce livre d'art exceptionnel au prix coûtant

Une des ultimes chances d'avoir un « Jean de Bonnot » au prix de revient. Pour témoigner sa gratitude à ceux qui ont bien voulu l'aider à reconstruire son atelier en partie détruit, Jean de Bonnot a offert à ses lecteurs quelques-uns de ses plus beaux ouvrages au prix coûtant. Il est évident que cette chance d'acquiescer un « Jean de Bonnot, cuir et or » pour un prix aussi réduit ne peut être donnée indéfiniment.

Réunies pour la première fois dans cette édition, les figures des anciens vases grecs dispersés dans les musées et les collections privées d'Europe et d'Amérique.

Ces peintures illustrant les péripéties de l'Iliade, dispersées dans les musées et collections des deux continents et datant du VII^e au IV^e siècle avant Jésus-Christ, n'avaient jamais été réunies. Nous avons retrouvé ces figures principalement dans :



avec 74 illustrations hors-textes et in-texte par les plus délicieux artistes grecs de l'Antiquité un ensemble céramographique unique en son genre.

— les musées de Naples, de Vienne, de Berlin, du Vatican, de Bonn, de Florence, de Wurzburg, de Cracovie et d'Athènes, au British Museum, au Metropolitan de New York et à la Pinacothèque de Munich ; — les collections Tyszkiewicz, Van Branteghem de Bruxelles, de la Duchesse de Dalmatie, du Duc de Malborough, de Pourtales-Gorgier.

Il en résulte un superbe volume de 628 pages magnifié par l'éblouissant défilé des beaux et harmonieux décors des vases grecs anciens. Une frappe unique que personne encore n'avait pu contempler dans son ensemble.

L'Iliade, patrimoine de l'humanité.

L'Iliade, épopée grecque en 24 chants, narre le siège de Troie. Composée par Homère au VIII^e siècle, c'est le premier chef-d'œuvre de la littérature grecque. Pendant 20 siècles, elle a

Sait-on que pour ce livre d'art Jean de Bonnot a utilisé 85 cm² de feuille d'or pur tirant 22 carats ?

d'Achille, tué par Hector, les prières du vieux Priam qui réclame le corps de son fils. L'Iliade est la plus grande des épopées grecques, mais en dehors des récits de batailles, elle abonde en scènes et tableaux pittoresques d'une vie humaine et d'une civilisation. Elle raconte à travers les Dieux antiques et illustre par d'émouvantes reliques d'il y a 25 siècles.

Un livre « construit » pour durer des siècles.

Comme tous nos livres d'art, l'Iliade est une version intégrale en un seul volume, reliée pleine cuir de mouton d'une seule pièce. Ce cuir à la douceur tiède et à l'odeur grise prend avec les ans une patine inimitable.

Le dos et les plats sont ornés d'un décor précieux gravé à la main et poussé sur feuille d'or fin à 22 carats, ce même or de bon aloi qui agrémentait aussi la tranche de tête. Encadrant les plats, un motif gaufré à froid se détache en noir sur un fond ocre évoquant l'argile des vases grecs.

Le papier fabriqué traditionnellement à la « forme ronde » est un vergé chiffon solide et sonnant filigrané « aux canons ». Les cahiers sont assemblés et cousus au fil résistant. Les coins sont remplis main à l'os de bouffé. Le dos est renforcé par une doublure invisible. Tranche-fil et signet tressés complètent l'ouvrage.

GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN DE BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant « L'Iliade » d'Homère en un seul volume 14 x 21 cm, relié pleine cuir décoré à l'or fin 22 carats.

Veuillez en trouver ci-joint le règlement, soit 94F (+ 10,70F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine sous dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom..... Prénoms.....

Adresse complète.....

Code postal..... Ville.....

Signature.....

1 volume grand in-octavo 14 x 21 cm peausserie vrai cuir.

N.P.A. SARI - 68, av. Léna 75116

Le Monde

société

LA FIN DU PÈLERINAGE DE JEAN-PAUL II A LOURDES

Jean-Paul II a quitté Lourdes lundi 15 août, à bord d'un Airbus spécial d'Air France, à 20 h 30, après avoir passé un peu plus de trente heures dans la cité mariale. Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a salué le pape à l'aéroport de Tarbes-Ossun, où celui-ci, après avoir exprimé le désir de revenir en France, a souhaité que la nation française « assume au mieux le grand destin qu'elle a hérité de l'histoire, qu'elle poursuive un véritable progrès humain et spirituel et qu'elle contribue, dans le concert des nations, à inspirer des solutions de sagesse, d'équité et de paix ».

Le pape a aussi adressé son salut et ses vœux « à ceux qui, sans être catholiques, partagent la foi chrétienne », aux israélites et aux musulmans pour lutter, avec les catholiques, « contre des préjugés et des suspicions qui devraient être dépassés », ainsi qu'aux incroyants, avec qui, « nous avons souvent en commun le dévouement loyal aux mêmes causes humanitaires, le souci de la justice, de la fraternité, de la paix, du respect de la dignité humaine et de l'entraide aux plus défavorisés ».

La messe de l'Assomption, célébrée lundi matin sur la prairie en face de la grotte de Massabielle devant environ cent cinquante mille fi-

dèles, a donné l'occasion au pape, dans son homélie consacrée à l'importance de la Vierge pour les catholiques, d'évoquer le rôle qui revient aux femmes dans la société. « En témoignant de leur sens des personnes, du respect de la vie, de l'importance de l'amour, du sens du beau ».

L'après-midi de lundi a été marqué par deux rencontres. D'abord, avec les jeunes dans la basilique souterraine de Saint-Pie X. Dans une atmosphère surchauffée, Jean-Paul II a déclaré devant vingt mille garçons et filles qu'il

voulait « envoyer les jeunes en mission ». « Je souhaite qu'un certain nombre d'entre vous, leur a-t-il dit, répondent « oui » à l'appel du Seigneur, en investissant toutes vos forces dans son service exclusif. » Répondant aux questions soulevées à l'avance, le pape a lancé : « N'oubliez pas votre conscience, ne la déformez pas, appelez par leur nom le bien et le mal ».

Puis, ce fut la rencontre avec les malades, devant la grotte, au cours d'une cérémonie de bénédiction. Aux malades et aux handicapés, le pape a conseillé « de ne désespérer ni de la foi aveugle », mais de « tirer le bien du mal ».

La frénésie des jeunes

de notre envoyé spécial

Lourdes. — Elle était à l'honneur, cette Vierge ! Pendant les deux jours du pèlerinage de Jean-Paul II, on n'a vu qu'elle ou presque lors de la procession aux flambeaux, dimanche soir, devant la basilique du Rosaire aux abords de la grotte. Jamais très loin du pape, comme à une place réservée de droit. Oui, la Vierge noire de Czestochowa s'est taillé au franc succès à Lourdes, image sombre portée à bout de bras, brandie au-dessus de la tête des fidèles par des centaines de Polonais, toujours placée lors des offices à la gauche de Jean-Paul II, dans le premier carré des pèlerins. A la place du cœur. Lourdes et Czestochowa sont désormais jumelées et les deux Vierges, la noire et la blanche, « la belle jeune femme » blanche comme l'aurait dit, selon les catholiques, Bernadette Soubirous, sont de plus en plus souvent associées dans le sanctuaire de la grotte de Massabielle.

Un peu comme ont été liés, pendant le pèlerinage du 15 août, volontairement le sort de l'Eglise de France à travers ses pèlerins, et celui de l'Eglise polonaise. « Nous sommes tous des catholiques polonais », le slogan n'a pas été prononcé, au moins publiquement. Mais la place des Polonais de France dans les cortèges, les couleurs, le blanc et le rouge, partout présentes « pour faire plaisir à notre pays polonais », expliquent un responsable des sanctuaires mariaux — et puis surtout la place de la sœur souffrante empêchée, dans les prières des catholiques présents à Lourdes.

Lundi matin, par exemple, à la fin de la messe solennelle de l'Assomption, des prêtres, des fidèles ont déposé au bas du podium pontifical décoré en blanc et rouge les symboles de la région. Avec le pain, la laine, les écus des Pyrénées, le réticent annonçait : « Et puis voici les Polonais... »

Polémique numérique

Cette cérémonie solennelle devait être « le moment fort » du séjour du pèlerin Jean-Paul II à Lourdes. L'évêque catholique français, les organisateurs du rassemblement surtout, avaient insisté sur ce point, dimanche soir, quand surgit les premières polémiques sur le succès numérique de ce pèlerinage. On avait imprudemment annoncé qu'il « devait être deux cent cinquante mille. Il n'était, dimanche, jour de l'arrivée du pape, qu'environ quatre-vingt-dix mille. Les imprudents déclaraient alors leur ligne de défense : les pèlerins seraient plus nombreux le lendemain. Après tout, répétaient-ils, le 15 août c'était lundi. Il convenait donc d'attendre pour voir.

Lundi donc, c'est vrai, les fidèles se pressaient plus nombreux sur le vaste parking en forme de vasque qui s'étale dans un cadre champêtre de fûts d'été le long du Gave, face à la grotte et à la basilique : autour de cent cinquante mille, selon des estimations raisonnables que le temps d'une messe et d'une longue homélie pontificale — révétaient les bruyants déchaînements de joie adressés de-

puis la veille à la silhouette blanche, lointaine, encadrée, précédée parfois d'une cinquantaine de policiers en civil.

La cérémonie, toute la matinée en fait, devait être empreinte de sérénité. La prière, tant désirée par le pape lui-même, retrouvait ses droits après des manifestations vibrantes, tapageuses parfois, du plaisir de cette foule simple, à dominante populaire, à voir en chair et en os le chef de son Eglise.

Trop de ferveur, c'était visible, irritait parfois les organisateurs du rassemblement. Puisque Jean-Paul II avait souhaité compter pour un pèlerin parmi les autres, le pèlerinage de ce 15 août 1983 devait conserver le style détendu mais recueilli qu'on lui avait connu une autre année.

Un doux délire

Mais est-ce la présence des médias et de la presse ? Le succès personnel du pape ? Les composantes sociologiques de ce pèlerinage national ? Le rassemblement, par la grâce des fidèles, devait parfois tourner à un « show », à un doux délire idéologique. La tendresse des cœurs, à la limite parfois de la scène d'adoration, éloignait le pape, le tenait à distance plus sûrement encore que cette incroyable cloche de verre — la partie haute de la « papamobile » — qu'on lui impose par mesure de sécurité.

Certains même, à travers le pape, parvenaient à se faire d'un chef, d'un leader charismatique, qu'on ovaionne plus qu'on ne partage sa foi ou un instant avec lui. La rencontre avec les jeunes, lundi après-midi, laissera sans doute un curieux souvenir à l'épiscopat français. Vingt mille garçons et filles, la plupart de moins de vingt ans, « chauffés » dans la basilique Pie-X, la basilique souterraine, Bernadette, oriflammes, foulards aux couleurs pontificales agités dans une invraisemblable tourmente sous une nef de béton armé en forme de coque de paquebot chaviré.

Pour le coup, ce n'était plus le pèlerin, ou même le pape qu'on accueillait, mais « Jean-Paul II Super Star », le plus grand des « rockers », plus grand encore, si c'est possible, que le grand David Bowie.

Ah, cette messe à l'idole ! Cette frénésie qui ne demandait qu'à marcher, qu'à partir en conquête ! Des filles en folie, « groupées » venues de toute l'Europe, rejoints même par un service d'ordre de scouts, cherchaient à sauter les barrières de sécurité comme aux meilleurs soirs des concerts de Johnny Hallyday : des jeunes de toutes les régions de France guerroyaient contre les traverses adverses à coups de slogans personnalisés. Des cris martelés comme au stade, ceux surtout des jeunes Espagnols proches de l'Opus Dei.

Le style de prière et de recueillement, la volonté de dialogue avec le pape que les organisateurs avaient voulu pour les jeunes volèrent en éclats. La foule voulait s'abîmer

dans une joie bruyante, dont Jean-Paul II et les prêtres ne parvinrent jamais à rétablir tout à fait le calme par des chants trop vite expédiés.

Le pape n'alla bien sûr pas jusqu'à se fâcher. Tout en conservant un sourire paternel et une patience bienveillante, il rappela cependant à l'ordre les plus chahuteurs de ses jeunes supporters. « Calmez-vous un instant, leur demandait-il quand l'ambiance devint vraiment survoltée, le temps d'une bénédiction ».

Pourquoi cette impression de messe dévoyée, détournée de ses objectifs ? Cette gêne de certains des organisateurs ? La réponse tient essentiellement à la composition du pèlerinage national du 15 août. Les vœux, aux côtés de la foule des familles d'origine modeste, des malades, représentent, à Lourdes, les courants les plus traditionalistes de l'Eglise catholique de France. Scouts d'Europe ou de Saint-Georges, militaires de l'Action française, saint-cyriens en grand uniforme, jeunes filles élevées en col blanc et jupe bleu marine dans les meilleures de nos écoles religieuses, garçons aux cheveux courts, mais alors très courts, et à la stricte cravate, bref une jeunesse issue souvent de la bourgeoisie parisienne, conservatrice, classée à droite. A la droite de l'Eglise catholique en tout cas. Pour ceux-ci, pour celle-là, en attente d'un redressement au moins moral de l'état du monde, Jean-Paul II est plus qu'un symbole d'unité. Et eux-mêmes se veulent plus que ses simples fidèles. D'où le côté volontariste partisan, « légitimiste », dira même un chrétien surpris par le style de la rencontre, de leur bonheur de la venue pontificale.

Au grand désespoir de certains membres de l'épiscopat français pour ces jeunes gens du meilleur monde, les garçons en tout cas, le pèlerinage national coïncide avec le rassemblement à Lourdes des « brancardiers » membres de l'Hospitalité, l'une des plus illustres associations laïques des sanctuaires mariaux. Les brancardiers, ce sont ces jeunes gens repérables aux lanieres de cuir qu'ils portent à l'épaule, chargés de conduire les handicapés aux piscines proches de la grotte.

Avec les années, les tâches d'assistance et de soins aux malades ont été de plus en plus confiées aux filles, qui s'y consacrent avec un rare dévouement, alors que les garçons, les « brancardiers », se consacrent davantage à la noble mais si délicate mission du service d'ordre.

On les rencontre à tous les carrefours du sanctuaire marial, veillant à ce que la foule laisse le passage aux carottes des malades, ces jeunes gens à l'air si sérieux. Leur uniforme ? Blazer bleu marine sur col anglais, pantalon au pli impeccable malgré la canicule. La tenue est inconfondable, mais ils assurent que le culte à la Vierge, l'attention aux malades sur leur temps de vacances, valent bien cette exigence vestimentaire. Et puis cela les pose, leur confère une certaine autorité.

Une image familière

Lundi soir, pendant la procession aux flambeaux, quelques journalistes firent d'ailleurs les frais de leur aptitude à un zèle musclé. Une soixantaine de ces jeunes gens, parmi lesquels quelques fidèles de l'association de l'université d'Assas, assurèrent un service d'ordre de fer. Coups de coude dans les côtes, insultes, au point que les infortunés envoyés spéciaux, encadrés et surveillés, suivirent toute la procession

dans les rangs, tout de même plus accueillants, de la Légion de Marie. Cet empiètement, qui rappelle un peu celui des manifestations étudiantes du printemps dernier, valait bien un coup d'épingle.

Mais celui-ci donnait — nous sommes donc quittes — les brancardiers présentent un tout autre style, plus harmonique, en tout cas, avec la foi qu'ils affirment servir, lorsqu'on les voit au côté des ma-



(Dessin de CAGNAT.)

lades. Cette partie de leur rôle ne fait pas sourire : ces jeunes gens abandonnent leur réticence sociale ou de comportement pour la charge de ces milliers de souffrants, parfois de grabataires, plaqués, assis ou allongés, dans des chariots, chaque jour de pèlerinage dans les allées du Gave. Le couple « personne souffrante — hospitalier, puisque chargé de malade » le sien, est une image familière de Lourdes. Une image forte qui impressionne toujours les pèlerins, et celle qu'on retiendra finalement de ce pèlerinage pontifical.

Jean-Paul II, avant de regagner Rome, en fin d'après-midi, a longuement bûni le malade et le brancardier. Embrassant l'un et recevant le baiser de l'autre qui avait mis, entre les chariots, un genou à terre.

PHILIPPE BOGGIO.

● La Fédération anarchiste a dénoncé, dimanche 14 août, « la venue du pape en France et ses conséquences financières et morales sur la population ». Dans un communiqué, le mouvement s'interroge : « Les millions de francs dépensés à cette occasion vont-ils être attribués aux frais de tous les contribuables, croyants et non-croyants réunis ? De quel droit le président de la République se permet-il d'accueillir Jean-Paul II au nom du peuple entier, alors qu'il existe un fort courant libre-penseur ? »

● Arrestation de deux militants anarchistes à Toulouse. — Deux jeunes Toulousains, Jean-Claude Lathapie, militant anarchiste, et Bernard Monboisse, tous deux âgés de trente ans, ont avoué avoir tenté, dimanche soir, d'allumer un incendie dans la cathédrale Saint-Etienne de Toulouse, « pour protester contre la venue du pape à Lourdes ». Les deux jeunes gens avaient été interpellés dans la cathédrale en possession de mèches lentes et de produits inflammables.

En revanche, ils ont nié toute participation aux autres attentats commis ces derniers jours à Toulouse et à Lourdes.

Les deux jeunes gens devaient être présentés, ce mardi, au juge d'instruction.

La relance de l'Année sainte

(Suite de la première page.)

Ce chiffre n'a pas été atteint, et la télévision, qui en Pologne s'efforçait de cacher aux spectateurs l'immensité des foules accourues à la rencontre du pape, a montré cruellement, en France, le peu d'empressement des fidèles pour remplir la prairie, et même les rues étroites, de la cité mariale.

Il y a plusieurs raisons à cela : outre le rendez-vous sacré-saint des Français avec la mer et la montagne

basilique du Rosaire le 15 août, Jean-Paul II a déploré cette perte du sens du pèché qui « dévalue le pouvoir conféré (aux prêtres) par l'ordination de la prière ». Le pape a demandé au Christ de prendre en pitié « ceux qui ne savent plus ce qu'est le pèché, ou n'ont plus le savoir, comme si cette connaissance allait altérer leur liberté ».

Il est un fait que la pratique du sacrement de la confession individuelle est en baisse constante partout dans le monde, depuis le concile, et le pape, qui s'en est inquiété, compte sur le prochain synode pour déceler les causes de cette désaffection et y porter remède. « Nous ferons tout », a affirmé Jean-Paul II, pour instruire et persuader les fidèles du besoin de recevoir le pardon de façon personnelle, fervente, fréquente. « Cette instance sur la confession privée, toutefois, n'est pas pour réjouir ceux qui espèrent du Saint-Siège, et du synode notamment, un élargissement et une plus grande reconnaissance de la pratique de la confession collective qui se répand depuis le concile.

Mais ce qui restera sans doute de ce pèlerinage éclair — et des onze discours prononcés en moins de quarante-huit heures ! — outre la ferveur habituelle de la rencontre avec les jeunes et l'émotion visible suscitée chez les malades par la présence charismatique du pape, est ce que l'on nomme déjà l'appel de Lourdes : ce plaidoyer pour tous ceux qui sont persécutés au nom de leur foi (le Monde du 16 août).

Jean-Paul II n'a oublié personne, ni les victimes de la guerre, du terrorisme et de l'exil, ni celles d'une persécution plus spécifiquement religieuse dans les goulags des pays totalitaires, et il a même en cette phrase qui visait nos sociétés libérales pour dénoncer « la conception fallacieuse et individualiste de la liberté qui se confond avec la possibilité de choisir n'importe quoi ».

Cet appel, mettant l'accent sur les menaces pour la liberté représentées par les régimes totalitaires, portait plus cependant sur les pays communistes que sur les pays fascistes, et il aura apporté un correctif, sans doute involontaire, aux déclarations finales de la sixième assemblée du Conseil œcuménique des Eglises à Vancouver.

ALAIN WOODROW.

Le pèché et la confession individuelle

Les questions du pèché et de la confession individuelle ont compté parmi les principaux thèmes développés par Jean-Paul II à Lourdes. Dimanche soir 14 août, devant l'esplanade du Rosaire, le pape a déclaré que « le sens du pèché », en partie, disparaît, parce que le sens de Dieu se perd. Évoquant le risque que la foi n'apparaisse « comme une originalité de quelques uns — sans rôle nécessaire pour le salut de tous », il a poursuivi : « Les consciences sont obscurcies comme lors du premier pèché, ne distinguant plus le bien du mal. » Lundi 15 août, dans son homélie prononcée devant les prêtres dans la basilique de Lourdes, Jean-Paul II a émis une mise en garde contre l'infirmité du pèché dans les communautés ecclésiales et dans la société, et mis en cause les « courants de pensées qui relativisent la notion de pèché et, de ce fait, dévaluent le pouvoir conféré par l'ordination [aux prêtres] de le pardonner ».

Jean-Paul II a demandé à Jésus-Christ de prendre pitié « de ceux qui se laissent aller à des concessions inconsidérées aux idées séduisantes, dénuées

de réalisme et périlleuses qui minimisent le pèché et le pardon ». « Nous croyons que le pèché est personnel en ce sens qu'il compromet la croissance en nous, a ajouté le pape. Nous croyons également qu'il est social en ce sens qu'il s'infiltre dans les diverses responsabilités que tu es confiées à ton peuple dans les communautés ecclésiales. Dans la société, le pèché bloque l'expansion de la vie parmi nos frères humains et blesse ton corps mystique et l'Eglise ».

Jean-Paul II a ensuite déclaré : « Et si, hélas, malgré nos efforts pour être disponibles, plus croyants, les fidèles sont trop longs à comprendre ce qui les attend à travers les gestes miséricordieux de l'Eglise, puissions-nous comprendre le sens de cette épreuve même. Nous sommes évidemment perplexes devant l'abandon du sacrement par beaucoup de fidèles alors qu'un petit nombre y recourt ou y revient au contraire de façon fructueuse. Nous ferons tout pour instruire et persuader les fidèles du besoin de recevoir le pardon de façon personnelle, fervente, fréquente. »

A PARIS

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam meurt dans l'incendie de sa voiture

Un chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le chauffeur de l'ambassade du Sud-Vietnam a été tué dimanche soir dans un incendie survenu dans sa voiture, à Paris. Le chauffeur, âgé de 45 ans, était originaire du Sud-Vietnam. Il avait été tué par les flammes qui ont dévoré sa voiture, une Renault 5, stationnée devant l'ambassade. Les causes de l'incendie sont encore inconnues. L'ambassadeur du Sud-Vietnam, M. Nguyen Van Thieu, a été informé de la mort de son chauffeur et a exprimé ses condoléances à la famille. Le chauffeur avait travaillé pour l'ambassade pendant plusieurs années.

Le Monde

SUR MICROFILMS

Le Monde n'est pas seulement un journal de référence dans de nombreux collèges et bibliothèques, mais est devenu aussi un véritable instrument de travail dans l'enseignement.

Le microfilm en facilite grandement l'utilisation.

Actuellement, le Monde, le Monde diplomatique et le Monde de l'éducation sont disponibles sur microfilms.

Un simple abonnement permet la mise à jour.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

David Robson, Directeur Commercial
Newspaper Archive Developments Ltd.
Hollybrook House, Castle Street
Reading RG1 7SN, Angleterre
Tel : 00 44 734-583247 Telex : 848336 NADL G

TERRASSE FLEURIE
HOTEL INTER-CONTINENTAL PARIS

Il y a que les repas sont beaux sur la terrasse fleurie

3, RUE DE CASTIGLIONE - 75001 PARIS - Tél. 260.37.80

Signature

ATHLÉTISME

Le surdoïde en France »
et technique national

Un surdoïde, c'est un athlète qui, par sa technique, son physique, son mental, est capable de surclasser ses adversaires. C'est un athlète qui, par sa technique, son physique, son mental, est capable de surclasser ses adversaires. C'est un athlète qui, par sa technique, son physique, son mental, est capable de surclasser ses adversaires.

CARNET

Un carnet, c'est un petit livre qui contient des notes, des dates, des événements. C'est un carnet qui, par ses notes, ses dates, ses événements, est capable de surclasser ses adversaires. C'est un carnet qui, par ses notes, ses dates, ses événements, est capable de surclasser ses adversaires.

ROBLOT & A.
27-27-32
PARIS 12

PROFESSIONNELS
PARIS 12

Le Monde MEDECINE

EN AFRIQUE ÉQUATORIALE ET SAHÉLIENNE

La maladie du sommeil marque une très grave recrudescence

La mouche tsé-tsé qui transmet la maladie du sommeil (trypanosomose) « occupe », en Afrique, 10 millions de kilomètres carrés, soit le tiers du continent.

Sous l'action du docteur Eugène Jamot, qui avait mis au point une méthode de lutte contre cette maladie, dont deux formes sont mortelles, on avait pu considérer,

en 1944, que la trypanosomose était endiguée. Aujourd'hui, force est de constater que trente-cinq millions de personnes sont exposées au risque d'infection, alors que dix millions seulement sont sous surveillance médicale, plus ou moins régulière.

Le Zaïre a été le théâtre d'une flambée épidémique et la recrudescence de la maladie a

touché, notamment, l'Ouganda, le Soudan, le Cameroun et la Côte-d'Ivoire. Au total, pour l'ensemble du continent, on enregistre, avant 1979, dix mille nouveaux cas par an. Ce chiffre, aujourd'hui, est supérieur à vingt mille.

Une évolution qui appelle le maintien et le renforcement des organismes de lutte.

DEUX formes connues de la maladie du sommeil - ou trypanosomose - sont mortelles en l'absence de traitement : l'une, maladie chronique sévissant sur un mode endémique-épidémique en Afrique occidentale et centrale, est due à *Trypanosoma gambiense* ; l'autre, maladie aiguë sévissant plutôt sur un mode sporadique en Afrique orientale, est due à *Trypanosoma rhodesiense*. Elles sont transmises par des insectes diptères hématophages : les glossines ou mouches tsé-tsé, dont l'aire de répartition actuelle est limitée au continent africain, entre le quinzième parallèle nord et le vingtième parallèle sud. Cette mouche piqueuse occupe ainsi 10 millions de kilomètres carrés, soit un tiers du continent.

La maladie du sommeil a été l'un des fléaux les plus graves qu'ait connus l'Afrique.

C'est à partir de 1916 que le docteur Eugène Jamot, alors en Oubangui-Chari, met au point sa méthode de lutte contre cette maladie, méthode toujours reconnue comme un modèle pour la plupart des grandes endémies. En 1944, la trypanosomose est considérée comme endiguée.

La maladie du sommeil a-t-elle donc aujourd'hui disparu ? L'expérience montre qu'elle n'est contrôlée qu'au prix du maintien et du renforcement des organismes de lutte. Leur suppression ou leur paralysie entraînerait, en quelques années, une reprise épidémique, comme le prouve de manière éclatante le cas du Zaïre.

A l'heure actuelle, trente-cinq millions de personnes sont considérées comme étant exposées au risque d'infection, et dix millions seulement sont sous surveillance médicale plus ou moins régulière. Avant 1979, dix mille nouveaux cas étaient déclarés par an pour l'ensemble du continent, mais les récentes épidémies en Ouganda, au Soudan, au Cameroun et en Côte-d'Ivoire ont porté ce chiffre à plus de vingt mille.

Une meilleure efficacité du diagnostic

Pourtant, des progrès importants sont intervenus à la fois pour le diagnostic et pour la lutte contre cette maladie.

En matière de diagnostic, les techniques immunologiques modernes permettent d'accroître l'efficacité du dépistage. Les immunofluorescences, comme l'immunofluorescence indirecte ou d'autres tests, plus simples d'emploi, actuellement à l'essai, permettent de sélectionner, parmi tous les habitants d'une zone suspectée, des suspects immunologiques. Ces derniers sont alors soumis à des examens parasitologiques visant à mettre en évidence le

Une catastrophe pour l'élevage

LES glossines ou mouches tsé-tsé (plus de trente espèces ou sous-espèces connues), vectrices de la trypanosomose ou maladie du sommeil, transmettent aussi des trypanosomoses animales et font échouer ainsi à tout élevage rentable. La maladie, dans ses formes aiguës, tue les animaux ; dans ses formes chroniques, elle les prédispose à toutes les carences.

L'impact économique est considérable. Dans les zones de savanes humides d'Afrique où vivent actuellement dix millions de têtes de bovins, les spécialistes estiment que cent vingt millions de têtes pourraient y être élevées une fois les trypanosomoses jugulées, ce qui représenterait environ 1,5 million de tonnes de viande par an.

Le centre de recherches sur les trypanosomoses animales, installé à Bobo-Dioulasso, en Haute-Volta, poursuit sous l'égide de l'I.E.M.V.T. (Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux de Maisons-Alfort) et de la G.T.Z. (Coopération technique allemande), dans le cadre d'un accord de coopération franco-

germano-voltaïque, des recherches et un programme de lutte contre les trypanosomoses animales.

En matière de lutte contre les glossines, ce centre s'est spécialisé dans la technique de lutte biologique par lâcher de mûles stériles. Un élevage important de glossines permet la production des mûles, qui, une fois stérilisés aux rayons gamma, sont relâchés dans la nature. Là, ils s'accouplent avec des femelles sauvages et leur sperme infertile supprime toute possibilité de descendance. La population sauvage d'insectes s'éteint d'année en année.

Après plusieurs années de mises au point et d'essais qui ont permis de vérifier l'efficacité de la méthode, ce centre est passé au stade de l'action de grande envergure dans une zone de 2 800 kilomètres carrés que la Haute-Volta destine à l'embouche du bétail. Supprimer le recours aux insecticides rémanents, cette méthode représente un grand espoir dans la lutte anti-vectriculaire.

G. D.

sentant aucun signe clinique. Ces derniers, parfois nommés porteurs asymptomatiques, ne sont pas décelés en l'absence d'immunodiagnostic et pourraient ainsi expliquer le maintien de certains foyers où ces nouvelles méthodes ne sont pas utilisées.

En matière de lutte, les études approfondies de la biologie et de l'écologie des glossines vectrices ont permis d'améliorer les méthodes existantes (principalement épandages d'insecticides) et de proposer de nouvelles techniques rangées sous la rubrique « lutte biologique ». Parmi ces dernières, seul le lâcher de mûles stériles fait l'objet de recherches sur le terrain.

Contre les glossines, un piège simple mais efficace a été mis au point, il y a quelques années, par deux

pharmaceutiques. Aussi l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a-t-elle décidé, grâce aux fonds du programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales, d'inciter ces firmes à étudier et tester de nouvelles molécules trypanocides.

Les causes de la flambée épidémique

Outre la recherche chimiothérapique indispensable, l'établissement des causes de la recrudescence actuelle est impératif. Celles-ci sont si diverses et si complexes qu'il est difficile de les énumérer toutes.

Si des progrès ont bien été enregistrés en matière de diagnostic et

POINT DE VUE

Des risques pour les nouveau-nés

par ALEXANDRE MINKOWSKI (*)

Après la publication de notre dossier consacré aux « menaces sur la médecine du nouveau-né » (1-3 août), le professeur Alexandre Minkowski nous apporte un certain nombre de remarques supplémentaires et des propositions concrètes.

Si toutes ces conditions sont vraiment uniformément remplies, nous pouvons espérer arriver aux taux finlandais et suédois de prématurés, c'est-à-dire 3 % au lieu du chiffre actuel français de 5 % qui est encore beaucoup trop élevé car c'est là qu'il faut rechercher les morts et les handicaps.

NON seulement la médecine périnatale est menacée, mais elle est également distribuée. Cela n'est pas admissible. Dans le cadre des progrès des connaissances scientifiques actuelles, toute femme a le droit, quel que soient ses origines, sa situation économique et son lieu de résidence, de donner naissance à un enfant normal (sauf, bien entendu, s'il s'agit d'une anomalie génétique ou malformative). La sécurité peut maintenant être assurée presque complètement et partout. Or dans certaines régions de France, le risque de prématurité, de mort et de handicaps est le double de ce qu'il est, par exemple, dans la région parisienne ou la région Rhône-Alpes (cette dernière étant un modèle du genre).

Pour rendre cette uniformisation possible, il est nécessaire que l'information du public soit largement et uniformément répartie à l'instar de ce qu'ont entrepris les associations familiales agricoles et le CARESP (Centre alpin de recherches épidémiologiques en santé publique) de Grenoble. J'insiste beaucoup, ici, sur l'existence des initiatives provinciales puisque les articles du Monde émanent de Parisiens. L'entreprise « Bien naître en Lorraine » a porté ses fruits.

Arriver aux taux finlandais et suédois

D'autre part, il faut repérer les populations exposées (migrantes, situations économiques faibles) et leur donner la possibilité, avec interprétation, de s'exprimer et du coup d'être bien suivies. La bonne information est le garant de la réussite.

Il faut surveiller de près, contrôler et même fermer les établissements où la naissance se passe encore mal. C'est ce qu'avait fait en son temps, si courageusement, M^{me} Marie-Madeleine Dienesch. A ce sujet, il faut cependant remarquer les progrès faits par les hôpitaux de province - et en particulier non universitaires - et par un certain nombre de cliniques privées. Le maintien de leur qualité dépend, entre autres, d'un personnel médical qualifié, disponible et rémunéré correctement. Ce n'est plus le cas.

Il faut multiplier le nombre des sages-femmes à domicile et utiliser à plein le remarquable potentiel de compétence du corps des sages-femmes françaises.

Il faut mensualiser officiellement et gratuitement la visite prénatale systématique. Un certain nombre de caisses locales ont pu le faire. Les efforts bénévoles de cette nature ont été appréciés dans l'enquête de la Seine-Saint-Denis, par exemple.

En ce qui concerne la médecine de réanimation néo-natale, l'état de non-renouvellement du matériel souvent périmé est intolérable. Les incubateurs, l'électronique, les moyens de ministration, les pompes à perfusion, les appareils à ultrasons, tout cela est indispensable à une époque où un enfant « fatal » de 700 à 1 000 grammes a maintenant plus d'une chance sur deux d'être rendu vivant à sa mère avec un cerveau intact.

Au même titre, la pédiatrie de maternité, c'est-à-dire la pédiatrie courante, est encore très mal assurée, pas régulièrement, pas tous les jours, et on peut ainsi passer à côté d'une affection curable qui, trop tard diagnostiquée, va provoquer la mort ou des séquelles.

Enfin, pour la recherche, la biologie du développement que nous avons contribué à créer péniblement, il y a vingt-cinq ans, ne fait plus partie des secteurs prioritaires de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), alors qu'elle l'est dans le monde britannique, scandinave, canadien et américain.

Un droit absolu

Pour toutes ces raisons, je confirme et même j'aggrave tout ce qu'ont dit nos collègues dans l'article du Monde. Il n'y a aucune raison d'être tromphaliste et de vivre sur des lauriers puisque, au bout du compte, il s'agit de protéger la femme et son enfant et de leur assurer une naissance normale et bien sûr en même temps agréable.

Ce n'est pas qu'un vœu, ce n'est pas qu'une grâce, ni un faveur, c'est un droit absolu. Depuis quelques années, le secteur « mère-enfant » se détériore. Le cri d'alarme de nos collègues doit être entendu. Les mesures concrètes suggérées par eux et par vous doivent être prises impérativement dans les plus brefs délais. A un moment où l'on s'inquiète de la crise de la natalité, pour la sécurité de la famille, il n'y a pas un instant à perdre.

(*) Directeur de l'unité INSERM-29, biologie du développement du fœtus et du nouveau-né.

(Publicité)
MÉDECIN ANESTHÉSISTE
RÉANIMATION
DIPLOMÉE TOXICOLOGIE MÉDICALE
Intéressée par travaux laboratoires
aimant contacts et voyages
ETUDIANT TOUTES PROPOSITIONS
Faire offres n° 9980

TÉMOIGNAGE

Urgence

L'HORRIBLE aboie dentaire qui, en l'espace d'une nuit, rend borgne, à moitié sourd, et fait souffrir le martyr. Lui, plus tout jeune, et moi qui dois prendre une décision.

C'est pourquoi nous voici devant l'Hôpital la Pitié-Salpêtrière cherchant le service de stomatologie. Le seul service qui, d'ailleurs, n'est pas signalé aux entrées de ce groupe hospitalier s'étendant sur plusieurs kilomètres carrés. Véritable labyrinthe que l'on a franchi, ainsi que les sentiers de longue randonnée, de points verts ou rouges, afin que les patients s'y retrouvent sans faire appel à Dédale.

Mais, bref, après beaucoup de « s'il-vous-plait-monsieur-pourriez-vous-m'indiquer... ? », nous arrivons à l'Institut de stomatologie et de chirurgie maxillo-faciale, dirigé par le professeur Jean-Marie Vaillant et le docteur Michel Benoist, celui-ci spécialiste, d'après la pancarte, des prothèses. Petit immeuble moderne avec perron en combanchien et parterres d'impatiences.

Impatients, nous ne le sommes pas moins ! Mais il nous faut montrer notre blanche, raconter, expliquer - ce qui n'est pas facile quand on a la bouche douloureuse - et l'on attend tant et si bien

que mon ami veut satisfaire un besoin naturel. Les cabinets pour hommes sont fermés. Quant aux cabinets pour femmes, s'ils disposent de trois sièges, ceux-ci sont si sales qu'un chien n'y risquerait pas deux pattes.

Deux lavabos crasseux dans l'entrée, quatre porte-savon sans savonnette, un distributeur de savon liquide et un autre de savon à pastilles, vides tous les deux. Sur les murs et sur les portes, des graffitis invitant à toutes les débâches. Vous allez rire, peut-être, mais mon ami ne peut pas pisser.

« A l'Hôpital américain, s'il te plaît. Je ne veux pas renouveler cette expérience dans un autre hospice de l'Assistance publique. »

L'Hôpital américain de Neuilly nous accueille aimablement. Rapidement - après la signature d'un chèque, il faut le dire - mon ami sera dirigé vers une chambre ou il sera retenu quatre jours et demi. Mais qui ne vendrait père et mère pour ne plus souffrir, et qu'importe si le Secours social ne rembourse presque rien des soins donnés dans cet hôpital-là ! On ne partira pas en vacances cette année, et voilà tout !

Huit jours plus tard, je retourne à la Pitié. Les choses restent en l'état. Ni savon près des lavabos, ni papier dans les toilettes. J'en fais la remarque. Traînant les pieds, une femme en blouse blanche mettra dix minutes pour apporter du papier. Elle n'en pourra placer que deux dans les cabinets ; dans la troisième, le distributeur n'est qu'un squelette qui a perdu son axe. Les carrelages sont couverts d'excréments. L'odeur soulève le cœur.

Huit jours plus tard - c'est que je suis tenace - je repars visiter les lieux. Les cabinets pour hommes sont toujours fermés. La même odeur repoussante sort du cabinet des femmes. Si, dans les deux premières cabinets, on trouve du papier à sa place, dans la troisième le rouleau est posé à même le sol - disons-le simplement - dans le pipi-caca répandu sur le sol. Et pas un gramme de savon dans l'entrée.

Dites-moi, rappelez-moi pourquoi les chefs de service des hôpitaux font si grave volée quelques semaines ? Professeur Vaillant, docteur Benoist, voici combien de temps que vous n'avez pas fait le tour du service qui vous a été confié ?

YVES VÉQUAUD.

A "APOSTROPHES" LE 19 AOUT

JEAN BERNARD
de l'Académie française

Le sang et l'histoire

« Un livre passionnant tant par les mystères qu'il éclaire que par l'érudition qu'il traduit, en une simplicité lumineuse. »
Dr Escoffier-Lambiotte / Le Monde

BUCHET / CHASTEL
18, RUE DE CONDE - 75001 PARIS

MÉDECINE

Maîtrise des coûts hospitaliers et qualité des soins La quadrature du cercle

La publication, à la veille du plus long week-end estival, d'un décret réformant le mode de financement des hôpitaux publics (le Monde du 13 août), est sans aucun doute un événement important. Prévu de longue date, régulièrement annoncé, l'abandon du système actuel de tarification (1) des établissements hospitaliers ne modifiera pas les rapports financiers entre les hôpitaux et les patients. Il bouleverse, en revanche, les relations entre l'hôpital et les caisses d'assurance maladie de la Sécurité sociale. Désormais, chaque mois, ces dernières verseront le montant d'une « dotation globale », calculée au préalable par l'établissement après avis de la caisse concernée et autorisation du commissaire de la République.

La mise en place de la réforme sera progressive. Les vingt-neuf centres hospitaliers régionaux seront concernés dès le 1^{er} janvier 1984, puis, un an plus tard, l'ensemble des mille cinq cents établissements d'hospitalisation français. En 1987, la « dotation globale » aura inclus les dépenses de l'ensemble des activités autres que l'hospitalisation : consultations externes, unités de long séjour et transports sanitaires d'urgence.

Lorsqu'il n'était qu'un stade de projet, le texte de ce décret avait été l'objet de très vives critiques émanant notamment du Syndicat national des cadres hospitaliers, qui groupe la majorité des personnels de direction. « Le projet rétrograde, disait-on au sein de ce syndicat, qui sacrifie le service public hospitalier. » Le syndicat expliquait aussi : « En s'offrant la possibilité de contrôler l'activité médicale (...), la Sécurité sociale essaie de se donner les moyens d'orienter à l'intérieur des établissements telle ou telle discipline, en défiant les médecins. »

Au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, on souligne, à l'inverse, les nombreux avantages de cette réforme : nouveau dialogue entre les caisses d'assurance maladie et les hôpitaux, allègement des tâches de gestion et amélioration des conditions de financement.

Un outil administratif et politique

Pour leur part, de nombreux médecins hospitaliers continuent de voir dans la « dotation globale » un outil administratif autant que politique, forgé avant tout pour maîtriser, coûte que coûte, l'évolution des dépenses hospitalières. Ont-ils tort ? Tout à fait, si l'on en croit M. Jean-Charles Naciri, directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy, « Plus des trois quarts des dépenses hospitalières, explique-

til, sont des dépenses incompressibles [dépenses en personnel notamment]. Pas question donc d'y toucher. » Restent les dépenses « compressibles ». Pourra-t-on y toucher sans, du même coup, réduire le volume ou la qualité des soins ? Là est toute la question. Une question délicate, véritable quadrature du cercle puisqu'on annonce, tout à la fois, vouloir maîtriser les dépenses de l'hôpital et ne pas « lâcher » son activité. « Actuellement, explique M. Naciri, on ne sait pas où on va. Courant 1982, les estimations laissent prévoir que les remboursements des caisses maladie aux hôpitaux augmenteraient par rapport à l'année précédente de 18 %. Fin 1982, l'augmentation était de 21 %, soit un écart de trois milliards de francs. Un écart difficilement exploitable. »

Alors que les dépenses d'hospitalisation continuent d'augmenter (on prévoit 125 milliards de francs pour 1984), la réforme comptable mise en œuvre permettra-t-elle d'y voir plus clair ? Et si oui, à quelles fins et avec quelles conséquences ? S'il dispose d'un outil permettant une analyse plus fine du phénomène de l'évolution des dépenses hospitalières, le gouvernement sait aussi qu'il s'agit d'un outil qui n'a aucune de prise sur une part importante (entre 20 et 30 %) des dépenses d'hospitalisation, celles du secteur privé auxquelles, pour des raisons autant techniques que politiques, il ne pouvait pas toucher. De toute évidence, la gestion rigide d'un tel système pourrait être à l'origine de transferts de clientèle du public vers le privé. Un phénomène que ne pourra pas contrôler, du moins dans l'immédiat, la maîtrise de la carte sanitaire.

Un point important reste, enfin, en suspens : celui du pouvoir dont disposera le corps médical hospitalier dans les choix budgétaires à venir. Le décret prévoit de manière très souple — la création de « centres de responsabilité » qui seront « étroitement associés à la préparation du budget de l'établissement ». « Les médecins, laisse-t-on entendre chez M. Bérégovoy, pourront y être présents. » Il reste, néanmoins, à attendre sur ce point la publication, imminente, du projet de loi portant réforme hospitalière.

JEAN-YVES NAU.

(1) Actuellement, l'hôpital se fait rembourser, au fur et à mesure, le nombre de journées d'hospitalisation multiplié par leur prix unitaire. Un système jugé « basant l'inflation ». Ce système sera remplacé par une « dotation globale ».

ÉDUCATION

SUR MISE EN DEMEURE DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE LORRAINE

Une municipalité devra subventionner une école privée

La chambre régionale des comptes de Lorraine, chargée du contrôle budgétaire des collectivités locales et installée à Epinal (Vosges), en appellation des lois de décentralisation, a mis en demeure la municipalité d'union de la gauche de Thionville (Moselle) d'inscrire à son budget un crédit de 272 000 F en faveur d'une école privée que celle-ci refusait de subventionner depuis trois ans.

Cette décision, datée du jeudi 4 août, la première rendue en Lorraine, a été prise sur saisine de la direction de l'Institut Notre-Dame-de-la-Providence de

Thionville, qui scolarise cinq cent huit enfants aux niveaux maternel et élémentaire.

La chambre régionale a estimé que une subvention ne pouvait être sollicitée que pour les seuls élèves demeurant à Thionville et n'a pas retenu la somme de 1,129 million de francs réclamée par l'école privée sous contrat d'association. En l'absence de M. Paul Souffrin, maire communal de la ville, un adjoint, M. Henri de Beaumont, conseiller régional socialiste, a indiqué que le litige datait de la loi Guennou de 25 novembre 1977.

UNIT. PEDAGOG. ACT. SARI
Enseignement privé Lab. 2^e - 1^{er} Term. 720-36-80
Prép. intensive, 5 sept.-18 sept. - Reentrée 1^{er} octobre
Places disponibles 2^e - 1^{er} S-TA-TC (18 élèves/groupe)

Unités de Pédagogie Active

COURS DE VACANCES : 3 à 6 semaines au choix du 6 juillet au 30 septembre pour entrées en 2^e, 1^{er}, Terminales, Universités.
COURS PARTICULIERS : 6^e à Terminale, Math. sup., Lettres sup., Bio.

COURS ANNUELS : 2^e à Terminales, Math. sup., Lettres sup., Bio.

Du lundi au vendredi de 9 h à 12 h, 14 à 17 h.

1^{er} octobre 1983 - 30 juin 1984.

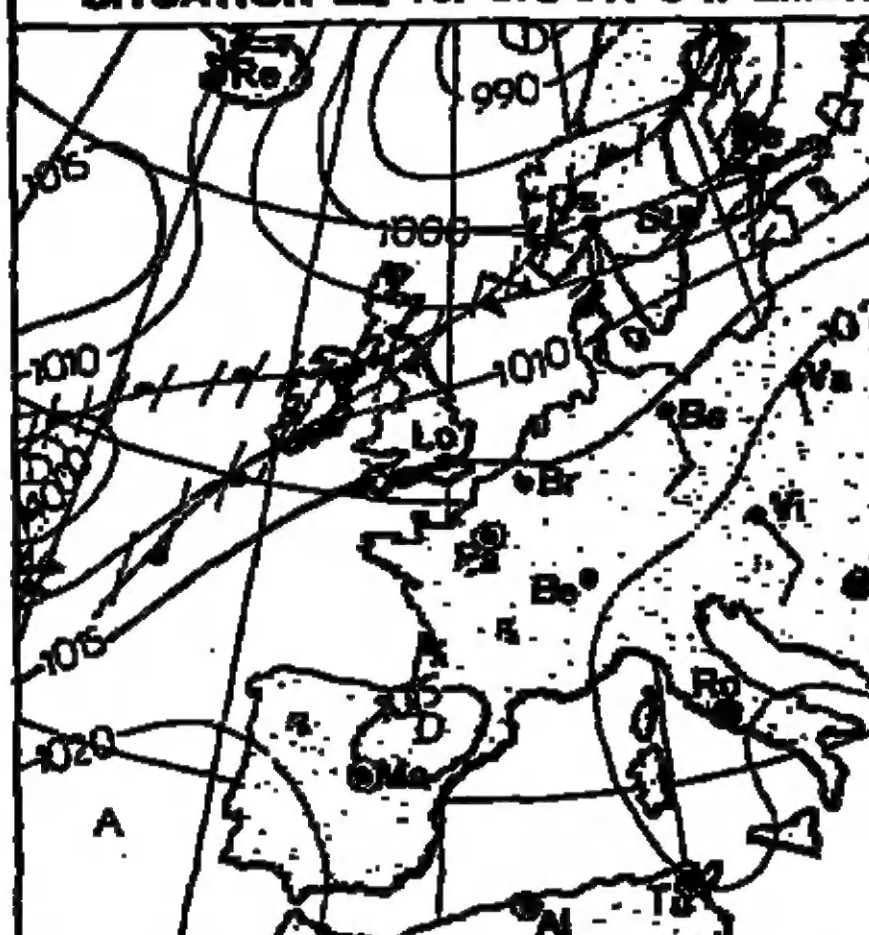
ANGL./ALLEM./ESP./AR./HÉB./LAT./GR.

M. SARI, 68, avenue d'Iéna, 75016 Paris. Tél. 720-36-80

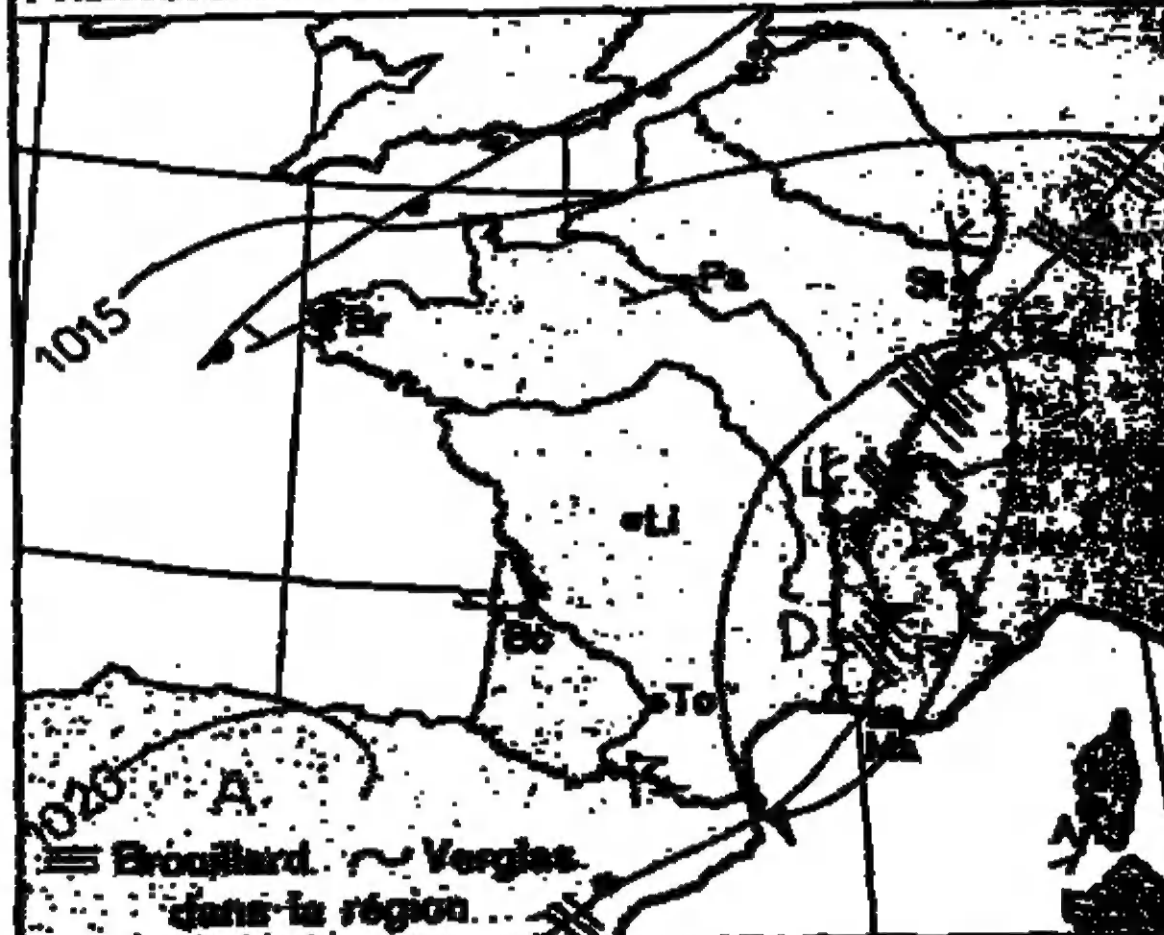
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16. 8.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 17. 8.83 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 16 août à 0 h et le mercredi 17 août à midi.

Les masses d'air orageuses situées sur une grande partie de la France se déplacent vers l'est : elles sont suivies d'une hausse du champ de pression, mais de l'air humide associé à une perturbation atlantique circulaire à proximité des côtes du Nord-Ouest.

Mercredi matin, la sérénité sera importante, et quelques orages orageux résiduels seront observés des Pyrénées Centrales aux Alpes. Sur les autres régions, le temps sera peu nuageux et brumeux, excepté près des côtes de la Manche où les nuages seront abondants et parfois accompagnés de brumes. Au cours de la journée, un beau temps peu nuageux à nuageux prédominera sur le pays, mais, des Alpes à la Corse, de nouveaux foyers orageux, principalement d'évolution diurne, se formeront, et les orages seront parfois très forts sur le relief. D'autre part, la sécheresse restera forte près des côtes du Nord-Ouest. Les températures, en légère baisse, avoisineront l'après-midi 20 à 29 °C du Nord au Sud.

Probabilités pour la seconde moitié de la semaine.

Evolution générale. Les frontières orientales et les côtes occidentales de la France resteront marquées par des perturbations orageuses évoluant en Europe centrale et dans l'Atlantique, mais un faible anticyclone relatif protégera la plus grande partie du pays, au moins jusqu'à samedi.

Prévisions.

Judi et vendredi, il fera beau et chaud dans la quasi-totalité du pays. Les températures pourront dépasser 30 °C dans les régions méridionales. Des orages isolés se formeront en montagne près des frontières suisses et italiennes ainsi que dans le golfe de Gascogne.

Samedi, la zone orageuse atlantique atteindra la Bretagne, le Centre-Ouest et l'Aquitaine, alors que le beau temps continuera plus à l'est.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 août ; le second le minimum dans la nuit du 15 août au 16 août) :

Ajaccio, 27 et 19 degrés ; Biarritz, 25 et 17 ; Bordeaux, 30 et 16 ; Bourges, 28 et 15 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 14 ; Cherbourg, 23 et 14 ; Clermont-Ferrand, 28 et 16 ; Dijon, 29 et 14 ; Grenoble, 32 et 15 ; Lille, 25 et 16 ; Lyon, 31 et 20 ; Marseille-Marganne, 29 et 19 ; Nancy, 29 et 12 ; Nantes, 25 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 20 ; Paris-Le Bourget, 26 et 14 ; Pau, 27 et 17 ; Perpignan, 29 et 18 ; Rennes, 26 et 16 ; Strasbourg, 28 et 16 ; Tours, 26 et 14 ; Toulouse, 30 et 20 ; Poitiers-Pierre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 19 degrés ; Amsterdam, 25 et 17 ; Athènes, 28 et 20 ; Berlin, 23 et 14 ; Bonn, 28 et 12 ; Bruxelles, 25 et 15 ; Le Caire, 34 et 23 ; Les Canaries, 25 et 22 ; Copenhague, 23 et 13 ; Dakar, 31 et 25.

BREF

CONSUMMATION

L'INTERDICTION DE PÊCHER ET DE COMMERCIALISER LES MOULES PARTIELLEMENT LEVÉE EN BRETAGNE-SUD.

L'interdiction de pêcher et de commercialiser les moules a été partiellement levée lundi 15 août sur les côtes sud de la Bretagne par un arrêté du préfet du Morbihan. Cette mesure concerne la région située entre la pointe de Fervat, près de Vannes (Morbihan) et la pointe de Penmarc'h (Finistère), mais exclut les rivières d'Est et de l'Avan ainsi que les lacs de Glénan (Finistère). L'arrêté fait suite à la décision de lever l'interdiction concernant les praires, coques et autres coquillages — à l'exception des moules — entre la pointe du Chemoulin, près de Saint-Nazaire et Penmarc'h.

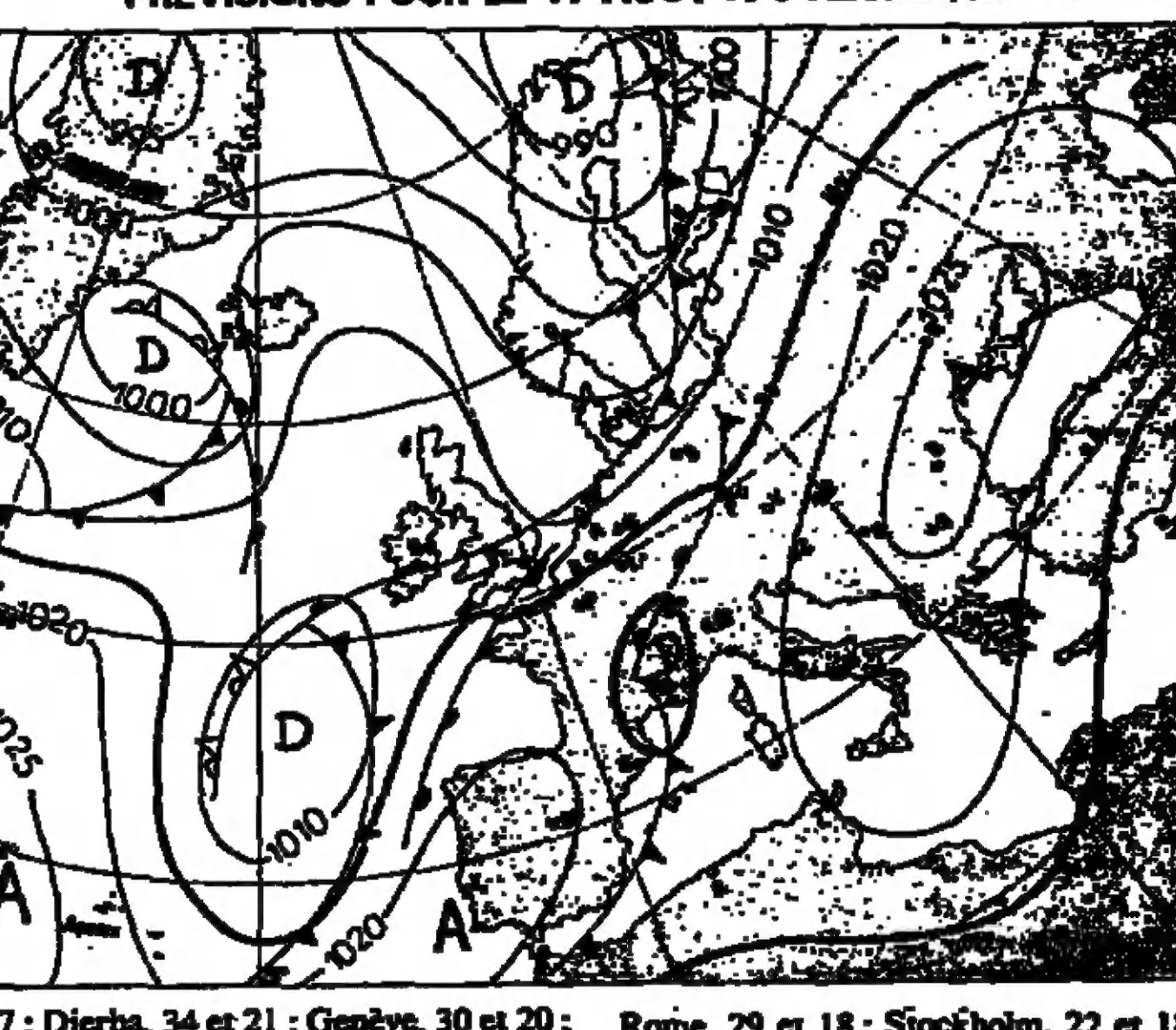
STAGES

L'ÉCOLE DE FORMATION D'ANIMATEURS.

— et de directeurs de centre de vacances et de loisirs (F.C.V.F.) organisée en septembre, avant la rentrée des classes, des stages de formations et perfectionnement pour animateurs en Ile-de-France, Centre, Bretagne et Lorraine. Ces sessions préparent au Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (B.A.F.A.).

— F.C.V.F., 3, rue des Deux-Bœufs, 75001 Paris. Tél. 233-45-17.

PRÉVISIONS POUR LE 17 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



27 : Djerba, 34 et 21 ; Genève, 30 et 20 ; Jérusalem, 28 et 18 ; Lisbonne, 25 et 16 ; Londres, 27 et 14 ; Luxembourg, 25 et 13 ; Madrid, 31 et 13 ; Moscou, 17 et 7 ; Nairobi, 23 et 16 ; New-York, 27 et 20 ; Palma-de-Majorque, 31 et 17 ; Rome, 29 et 18 ; Stockholm, 22 et 18 ; Téhéran, 36 et 25 ; Tunis, 37 et 20.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BIBLIOGRAPHIE

Les publications de la Documentation française

La Documentation française a publié les ouvrages suivants :

ÉCONOMIE

● **Problèmes économiques.** — N° 1282. La crise économique mondiale : les principaux mécanismes de la crise industrielle ; les racines de la crise européenne ; la crise des politiques de crise ; une issue à la crise : le contrôle des mutations technologiques. 32 pages, 6 F.

● **Les enjeux technologiques des années 1985-1990.** — Étude réalisée par l'Observatoire français des techniques avancées (OFTA) pour le Commissariat général du Plan afin d'apprécier, dans les secteurs industriels les plus importants, la position actuelle de la France du point de vue technologique, de distinguer les technologies qui vont jouer un rôle croissant, d'analyser les enjeux associés aux mutations entraînées par les développements technologiques. — 177 pages, 120 F.

● **La P.M.E. en Europe et leur contribution à l'emploi.** — N° 4715-4716 des Notes et études documentaires, par D. Baroin et P. Frachet. Évaluation des potentialités des P.M.E., notamment en créations d'emplois. Les relations de sous-traitance et les mesures prises par les différents États en faveur des P.M.E. sont également envisagées. — 144 pages, 40 F.

● **Entreprises et comptabilité.** — N° 210 des Cahiers français. Mise en place du nouveau plan comptable dans les entreprises ; exposé des principes et conventions ; réflexion sur la fiabilité de l'image de l'entreprise donnée par la comptabilité ; bilan de l'utilité et des limites de la comptabilité analytique ; analyse des missions du contrôle et de l'audit. — 72 pages, 25 F.

● **Le Tissue industriel.** — N° 211 des Cahiers français. Analyse de l'évolution depuis 1945 et de l'état actuel du tissu industriel français. 72 pages, 25 F.

● **L'État et la Décentralisation.** — N° 4711-4712 des Notes et études documentaires. Évolution de la conception et de la pratique de l'institution préfectorale, conséquences de la loi du 2 mars 1982 pour l'exercice de la fonction préfectorale. 284 pages, 40 F.

● **Les Collectivités locales et la Loi.** — Manuel du contrôle de légalité. Premier ouvrage de la collection « Décentralisation » publiée à l'initiative de la Direc-

tion générale des collectivités locales. Ce petit guide a pour but d'expliquer les nouvelles règles applicables aux communes, aux départements, et aux régions. 148 pages, 70 F.

● **Tarifification des services publics locaux.** — Rapport au ministre de l'intérieur et de la décentralisation, par MM. Claude Gruson et José Cohen. Analyse des conditions de gestion des services publics locaux, accompagnement de propositions pour améliorer cette gestion dans une perspective plus économique. 147 pages, 70 F.

● **L'Enseignement supérieur et son efficacité.** — N° 4713-4714 des Notes et études documentaires, par Pascal Gruson et Jeanine Markiewicz-Lagneau. Analyse des systèmes français, américain, soviétique et polonais d'enseignement supérieur au regard de leur efficacité. 238 pages, 40 F.

● **La Distribution du médicament en France.** — Rapport au premier ministre, par MM. Franck Sévastian, André Vianes et Yves Robineau. Étude des conditions de distribution du médicament en France, notamment de la coexistence des secteurs officiel et mutualiste ; réflexion sur le rôle du pharmacien ; propositions pour une nouvelle donne pharmaceutique en France. 320 pages, 95 F.

● **Images pour le câble.** — Ouvrage publié par le CNET et l'INA dans la collection « Audio-visuel et communication ». Rapport de trois commissions spécialisées, constituées à l'initiative du CNET et de l'INA, afin d'inventorier et d'analyser les fonctions, potentielles ou déjà effectives, du câble, dans les tâches d'information et de communication liées à nos activités quotidiennes. 308 pages, 85 F.

● **Ces publications sont en vente en librairie, notamment dans les librairies de la Documentation française.** — 31, quai Voltaire, à Paris, et 165, rue Garibaldi, à Lyon, ainsi que par correspondance : 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3516

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. En panne d'essence. — II. Négligence des affaires pour satisfaire un idéal. — III. Précède un élu. Ville sainte. — IV. Participe passé. Remarquable mais pas exemplaire. — V. Elle nous fait monter lorsqu'on a une envie à satisfaire. Si le ridicule tue, en voilà un qui l'impressionne ! — VI. Fait le peau de vache quand il s'y met. Évoque une manière de travailler qui nourrit son homme. — VII. Fait partir ceux qui l'ont aimé. Fait partie des choses qui se comptent sur les doigts. — VIII. N'a donc aucun souci à se faire pour son avenir. Homme ou animal, il ne manque pas de panache. — IX. Lorsque l'enfant part, c'est lui qui disparaît. Fit porter les cornes avant de les porter elle-même. — X. Garde du corps. Pronom. — XI. Petit mot du copiste. En rade. Conjonction.

VERTICALEMENT

A. A de quoi satisfaire celui qui cherche la petite bête. — 2. Un homme qui reste fidèle à tout point de vue. — 3. Chef d'atelier. Ne sont donc pas accrocheurs par nature. — 4. Dégagée aussitôt engagée. Li- quide suisse. — 5. Ce n'est pas pour la vue, mais c'est pour l'odeur. Prise. — 6. Moins froid que la bise. Avec lui, tout est question de ronds. Cachet de « cinéma ». — 7. Manière d'être. Question de temps. — 8. Un mot qui en annonce un autre. Sait- che surtout à une certaine présence d'esprit. — 9. Fait un geste seulement quand cela peut lui rapporter. Ne devrait, logiquement, ne plus bouger une fois fixé.

SOLUTION DU N° 3515

HORIZONTALEMENT

I. Vanitisme. — II. Ébénistes. — III. Ré. Dre. — IV. Iton. Sète. — V. Tille. Ton. — VI. Érigés. Li. — VII. Vétulle. — VIII. Phénicien. — IX. Nô. Tôle. — X. En. Enervé. — XI. Upas. Saül.

VERTICALEMENT

1. Vénit. Paen. — 2. Abêtir. Houp. L. — 3. Nô. Olive. — 4. Indulgences. — 5. Tir. Ération. — 6. Eus. Stiles. — 7. Ut. Et. Liens. — 8. Se. Tolle. Va. — 9. Esfalien. El.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 18 AOUT

« Le Musée postal », 15 heures, 34, boulevard de Vaugrand, M^{me} Allier.
« Paris 2000 la Défense », 15 heures, hall de R.E.R., sortie K, M^{me} Legré-jol.

« Gares du Nord et de l'Est », 15 heures, gare de l'Est, hall départ, côté cour, M. Serres.

« Orfèvrerie et tapisseries médiévales », 15 heures, musée de Cluny, M^{me} Vermeersch.

« Hôtel Biron et musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne, M^{me} Zolovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les imprimeries », 14 h 30, musée du Jeu de paume (Après le Parc).

« Vieux Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Arcs).

« Art khmer », 14 h 45, musée Guimet (J'Art pour tous).

« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Vaugrand (Arts et curiosités de Paris).

« La Conscience », 11 heures, à l'École.

« La Sorbonne », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les filanciers).

« Les jardins d'Enfer », 15 heures, 79, avenue Denfert-Rochereau (M^{me} Hauville).

« Hôtel de Brévillers », 15 heures, 12, rue Charles-V (Histoire et archéologie).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant la porte (M. Jaslou).

« Érudition et philatélie au Père-Lachaise », 13 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise (M. de Langlade).

« L'Hôtel-Dieu », 10 h 30, entrée.

« Place Dauphine et pont Neuf », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autrefois).

« Sépultures royales de la basilique Saint-Denis », 15 heures, portail central (Paris et son histoire).

« Des Tourneelles à la place des Vosges », 14 h 30, métro Sébastien-Frédéric (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtel de l'Île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'Opéra », 13 h 15, hall d'entrée à droite (M^{me} Roman).

« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

Le Monde

SOIRÉES

Moments en perspective

« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

« L'Opéra », 13 h 15, hall d'entrée à droite (M^{me} Roman).

« Des Tourneelles à la place des Vosges », 14 h 30, métro Sébastien-Frédéric (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtel de l'Île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Sépultures royales de la basilique Saint-Denis », 15 heures, portail central (Paris et son histoire).

« Place Dauphine et pont Neuf », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autrefois).

« L'Hôtel-Dieu », 10 h 30, entrée.

« Les jardins d'Enfer », 15 heures, 79, avenue Denfert-Rochereau (M^{me} Hauville).

« Hôtel de Brévillers », 15 heures, 12, rue Charles-V (Histoire et archéologie).

« Les imprimeries », 14 h 30, musée du Jeu de paume (Après le Parc).

« Vieux Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Arcs).

« Art khmer », 14 h 45, musée Guimet (J'Art pour tous).

« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Vaugrand (Arts et curiosités de Paris).

« La Conscience », 11 heures, à l'École.

« La Sorbonne », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les filanciers).

« Les jardins d'Enfer », 15 heures, 79, avenue Denfert-Rochereau (M^{me} Hauville).

« Hôtel de Brévillers », 15 heures, 12, rue Charles-V (Histoire et archéologie).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant la porte (M. Jaslou).

« Érudition et philatélie au Père-Lachaise », 13 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise (M. de Langlade).

« L'Hôtel-Dieu », 10 h 30, entrée.

« Place Dauphine et pont Neuf », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autrefois).

« Sépultures royales de la basilique Saint-Denis », 15 heures, portail central (Paris et son histoire).

« Des Tourneelles à la place des Vosges », 14 h 30, métro Sébastien-Frédéric (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtel de l'Île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'Opéra », 13 h 15, hall d'entrée à droite (M^{me} Roman).

« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

SPECTACLES

théâtre

ANTOINE (206-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.

ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53), 20 h 30 : Les Boèmes.

ATELIER (606-49-24), 21 h : Le Neveu de Rameau.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-09-24), 20 h 45 : Pauvre France.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revue d'été.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Un campé-lin.

ESPACE-GAÏTE (327-13-54), 20 h 30 : La Bonne femme aux canifins.

ESPACE-MARAI (271-10-19), 20 h 30 : Le Mariage de Figaro, 22 h 30 : Les Contes libertins de la Fontaine.

FONTAINE (874-74-01), 20 h 30 : La Malibou.

GAÏTE-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 45 : La Femme Libérée.

GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : Pay it again, Sam. (en anglais).

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve, 20 h 30 : La Loge.

LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h : L'Esprit qui vole.

MADELEINE (263-07-09), 20 h 45 : L'Amour fou.

MARIGNY (225-20-74), 21 h : La Surprise.

MICHOÏRE (742-95-22), 20 h 30 : Le Vaisseau sans nom.

NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : L'Entourloupe.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : La Fille sur la banquette arrière.

POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : L'Esprit Fagot.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 15 : L'Escargot, 22 h 15 : L'Escalier.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : Les Babes cadées, 22 h : Nous, on fait ça on nous dit de faire.

THÉÂTRE A BOURVILLE (373-47-84), 21 h : Les Dames de fer, 22 h : Y'en a mar... et vous ?

TRISTAN BERNARD (522-08-40), 21 h : Les Dix Petits Nègres.

VARIETES (233-09-92), 20 h 30 : L'Édification.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) : 1 h 30 : Les Arènes ; 21 h 30 : Les Démones Loulou ; 22 h 30 : Les Sacré Monstres ; 23 h 30 : Les Cédés ; 24 h 30 : Qui a tué Betty Grand ? ; 25 h 30 : Version originale.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) : 20 h 15 : Tiers voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mammouth d'homme, 22 h 30 : L'Amour c'est comme un bateau blanc ; 23 h 30 : Les Châliques chatouilleux ; 24 h 30 : Silpe et sentiments.

COMÉDIE ITALIENNE (320-85-11) : 20 h 15 : Deux n'importe ; 21 h 30 : Des malheurs de Sophie ; 22 h 30 : Fais voir ton Capidon.

LES LUCIOLES (526-51-44) : 20 h 15 : Oy, Mouches, mes fils.

LE PETIT CASINO (278-36-50) : 21 h : J'viens pour l'annone.

POINT-VIRGULE (278-67-03) : 20 h 15 : Tranches de vie.

SENTIER DES HALLES (236-37-27) : 21 h : Vous descendez à la prochaine.

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-11-93) : 22 h : Marianne Sergent.

LE TINTAMARRE (887-33-82) : 20 h 15 : Phédo ; 21 h 30 : Apocalypso Na.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48) : (D.) 20 h 30 : Sammy.

VEILLE GRILLE (707-40-93) : 21 h : Mé-tamorphose d'une mélodie (par le T. à Breteilles).

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : François, j'ai mal à mes yeux.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 19 h : M. Moutillet, L. Guillemette, Y. Michand ; 22 h : J. West, L. Guillemette, M. Feyzani.

La danse

ESCALIER D'OR (523-15-10), 19 h : M. Moutillet, L. Guillemette, Y. Michand ; 22 h : J. West, L. Guillemette, M. Feyzani.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

281-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 16 août

Le music-hall

ALCAZAR (329-02-20), 22 h 30 : Spectacle.

CRAZY HORSE SALOON (727-32-32), 21 h 25 : 22 h 45.

ÉLÉPHANT BLANC (562-05-67), 21 h : Friscon d'Hawaï.

ÉLÉPHANT BLEU (359-58-64), 22 h 30 : Tahiti.

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), 21 h : Montmartre Folie.

FOLIES BERGÈRE (246-77-11) : 20 h 45 : Folies de Paris.

TOUR EIFFEL (550-34-56) : 21 h : On chante sur la tour.

TROTTORS DE BUENOS-AIRES (260-44-11) : 22 h 15 : J.-C. Carrasco, W. Rio, C. Perez.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05) : 21 h 30 : G. Collier's London Allstars.

CHAPPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) : 22 h 30 : P. Blain.

LUCERNAIRE (544-57-34) : 22 h : François Allways Group.

PETIT OPPORTUN (236-01-36) : 23 h : C. Baker, N. Solo, M. Grallier, R. Del Fra.

LA RESSEIRE AUX DIABLES (272-01-73) : 22 h : R. Urtegaray/Michel-Chautemps.

SLOW CLUB (233-84-30) : 21 h 30 : M. Saury.

Les festivals

XVIII FESTIVAL ESTIVAL (227-12-68)

MAIRIE DU V^e, 18 h 30 : F. Buffet (Cortelli).

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : J.-L. Tupin, M. Clément (Bach, Debussy, Hatfield) ; 21 h : Ch. Largier, M. Tran.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24) : 15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares ; Méliès, 20 h : D. Kirsanoff ; 19 h : L'Adieu aux armes, de F. Borzage ; 21 h, Série noire choisie par Truffaut : Shadow in the Window, de W. Asher.

DEAUBOURG (278-35-57) : Reliche.

Les exclusivités

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN USA (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27).

ANA (Part., v.o.) : République Cinéma, 11 (905-51-33).

L'ANNÉE DE TOUTES LES DANGERS (Aust., v.o.) : Saint-Germain Village, 5 (633-63-20) ; Marbeuf, 6 (225-18-45) ; Parisienne, 14 (320-30-19).

L'ARGENT (Fr.) : Hautefeuille, 6 (633-79-38).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3 (272-94-56).

LES AVENTURES SEXUELLES DE NERON ET POPPÉE (It., v.f.) : (**) : Paramount Montparnasse, 14 (320-90-10).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9 (770-47-55).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (Hsp.), 14 (321-41-01).

CALIGULA, LA VÉRITABLE HISTOIRE : (A., v.f.) : (**) : Arcades, 2 (233-54-58).

CARBONE 14 LE FILM (Fr.) : Le Marais (Hsp.), 4 (278-47-86).

CHICANOS STORY (Mex., v.o.) : Escorial, 3 (707-28-04).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Cinéma, 6 (633-10-82) ; U.G.C. Biarritz, 8 (723-69-23) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LE CERCLE DES PASSIONS (It., v.o.) : Lucernaire, 6 (544-57-34).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Colisée, 6 (359-29-46).

DANS LA VILLE BLANCHE (Sui.) : 14 Juillet Parades, 14 (325-58-00) ; Saint-Ambroise, 11 (700-49-16).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

DIEU ME SAVONNE (Bos., v.o.) : Forum Orient-Express, 1 (233-63-45) ; Cinéma, 5 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; (v.f.) : Impérial Pathe, 2 (742-72-52) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bos., v.o.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Cinéma, 5 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; (v.f.) : Française, 9 (723-69-23) ; Montparnasse, 14 (320-12-06) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Pathe Maillot, 17 (758-24-24).

DIVA (Fr.) : Movies, 1 (260-43-99) ; Pantheon, 3 (354-15-04) ; Marbeuf, 6 (225-18-45).

EGON SCHIELE, ENFER ET PASSION (Aut., v.o.) : Cinéma, 5 (633-79-38).

ENIGMA (Fr.) : Forum Orient-Express, 1 (233-63-45) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8 (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Marais, 16 (651-99-75) ; Images, 18 (522-47-84) ; Secrétaire, 19 (241-77-99).

ET L'EXTRA TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9 (770-47-55).

L'AFFICHE DE CINÉMA

1 - LE CINÉMA FRANÇAIS
Jean-Louis Capitaine
Balthazar J.M. Charton
Iconographie de Jean-Pierre Berthomé

300 affiches des films les plus célèbres illustrent cette histoire du cinéma français, des premiers films à la nouvelle vague.

UN VOLUME DE 160 PAGES
AU FORMAT DE 22,5 x 30 cm
300 REPRODUCTIONS
DONT 100 EN COULEURS
195 F

ACTUELLEMENT

« LES DAMES DE FER »

de Jean-Claude Denaud

Mise en scène Jacques Ardouin

avec M.-C. Danade et P. Moïse

« L'en et le maître d'être une petite fille enroulée, toujours drôle et un tantinet monstrueuse... »

« Y'EN A MAR... ET VOUS ? »

Mise en scène Jacques Ardouin

avec A. Clair, V. Rabito, G. Clair

« Il y a 3 à 10 personnages, de l'humour, de la danse, du chant. Une revue de sketches drôles et brillants - adieu, s'abstenir... »

Théâtre A. BOURVILLE

13, rue des Boulets, 75010 Paris

Tél. : 373-47-84

L'ÉTÉ MEURTRE (Fr.) : Quintette, 5 (633-79-38) ; George-V, 8 (563-41-46) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Française, 9 (770-33-88) ; Maxville, 9 (770-75-86) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-46-18) ; Parisienne, 14 (320-30-19).

FANNY ET ALEXANDRE (Su., v.o.) : Olympie Luxembourg, 6 (633-97-77).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (All., v.o.) : 14 Juillet Parades, 6 (325-58-00).

FEMMES (franco-espagnol) : (**) : Publicis Champs Elysées, 8 (720-76-23).

FILLES DE CHOC (*) : Marignan, 8 (359-92-82) ; Française, 9 (770-33-88) ; Française, 19 (331-56-46) ; Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS (Théâtre) : Vitez - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Beaubourg, 7 (783-64-66).

FURYO (Jap., v.o.) : Gaumont Haller, 1 (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-71-08) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Marignan, 14 (320-89-52).

GALIN (Bre., v.o.) : Denfert (Hsp.), 14 (321-41-01) ; Châtelet Victoria (Hsp.), 1 (508-94-14).

GANDHI (Br., v.o.) : Cluny Palace, 5 (544-07-76) ; Elysées Lincoln, 8 (359-96-14) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69).

HISTOIRE DE PIERRE (franco-It., v.o.) : (*) : Nostalgies, 5 (354-42-34).

L'HOMME BLESSÉ (Fr., v.o.) : (**) : Berlioz, 2 (742-60-33).

L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aust., v.f.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

IRON MASTER, LA GUERRE DU FEU (franco-It., v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Ermitage, 6 (359-15-71) ; Paramount Montparnasse, 14 (320-90-10).

JOY (Fr.) : (**) : Forum, 1 (297-53-74) ; Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Normandie, 8 (359-41-18) ; Publicis Maillot, 8 (359-31-97) ; U.G.C. Boulevards, 9 (346-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59).

(323-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17 (728-54-54) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Secrétaire, 19 (241-77-99).

LE JUSTICIER DE MINUIT (A., v.o.) : (**) : Normandie, 8 (359-41-18) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (346-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01).

LUDWIG VISCONTI (It., v.o.) : Gaumont Haller, 1 (297-49-70) ; Olympie Saint-Germain, 6 (222-87-23) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Olympie Bataillon, 8 (561-10-60) ; Kinopanorama, 15 (306-50-50).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47).

LA MATIOUETTE (Fr.) : Olympie, 14 (542-67-42).

LA MÉMOIRE (Égypt., v.o.) : Olympie, 14 (542-67-42).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Épée de Bois (Esp.), 5 (337-57-47) ; Ciné Beaubourg, 7 (271-52-36).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Impérial, 2 (472-73-53) ; Hautefeuille, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; (v.f.) : Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (758-79-79).

LE MUR (franco-It., v.o.) : (**) : 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81).

NEWSFRONT (Aust.) : Saint-André des Arts (Hsp.) 6 (326-48-18).

NOUS ÉTIIONS TOUS DES NOMS D'ARRÉE (Fr., v.o.) : Marais, 16 (278-47-84).

OFFICIER ET GENTILHOMME (A., v.o.) : Marbeuf, 6 (225-18-45).

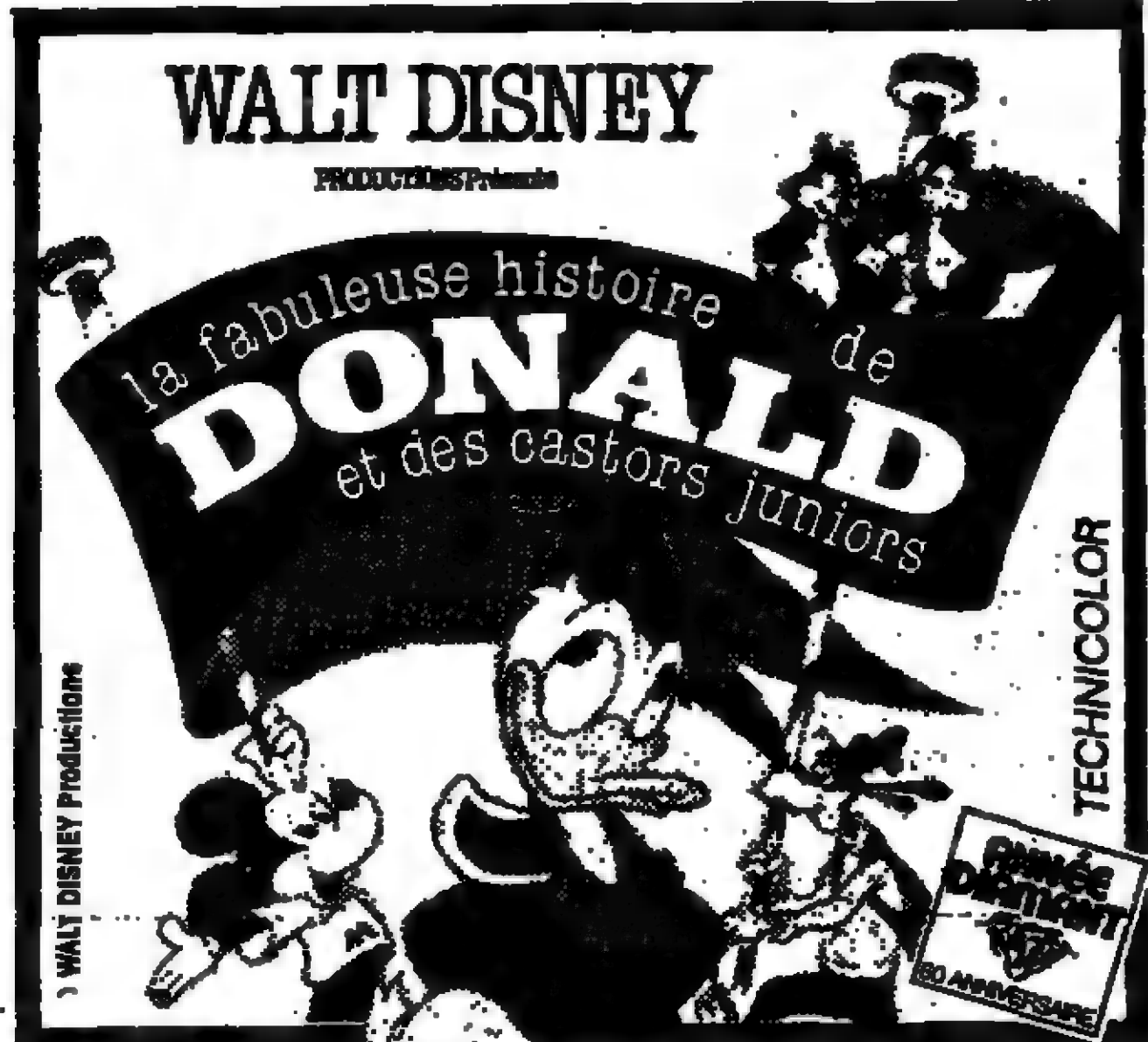
CEIL POUR CEIL (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 6 (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Parisienne, 14 (320-90-10) ; Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (320-90-10).

ON L'APPELLE CATASTROPHE (Fr.) : Arcades, 2 (233-54-58).

LA PALOMBIÈRE (Fr.) : Colisée, 6 (359-29-46) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

MERCREDI

GAUMONT AMBASSADE - ROYALE DISNEY - GAUMONT RICHELIEU MONTMARTRE PATHE MISTRAL - FAUVETTES - FORUM LES HALLES GAUMONT GAMBETTA - GRAND PAVOIS - LES IMAGES Périphérie - Boulogne GAUMONT OUEST - Champigny MULTICINE PATHE Thiais BELLE ÉPÉE PATHE - Versailles CYRANO - Puteaux DÉFENSE 4 TEMPS U.G.C. POISSY - Évry GAUMONT - Enghien FRANÇAIS - Argenteuil GAMMA



VOUS ALLEZ VIVRE A L'ÉTRANGER ?

Vous voulez garder le contact avec la France. Suivre les péripéties de la politique intérieure. Connaître le point de vue de Paris sur les affaires internationales. Ne rien ignorer de l'actualité économique et sociale de l'Hexagone.

Le Monde

réalise à votre intention :

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Vous y retrouverez chaque semaine les informations, les analyses et les commentaires de la rédaction du Monde sur tous les grands et petits sujets de l'heure.

Sur simple demande, vous recevrez un numéro SPÉCIMEN

Service des abonnements

Le Monde

5, rue des Italiens

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : 246-72-23 - Poste 2391

LES FILMS NOUVEAUX

ABONNEMENTS VACANCES

Le Monde

MERCREDI

PORKY'S 2:
les fondus sont de retour...



COMMUNICATION

LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES RADIOS DE TYPE COMMUNAUTAIRE

Les bases d'une coopération internationale

Montréal. - C'est en adoptant de nombreuses résolutions visant à établir, intensifier et diversifier une coopération internationale entre toutes les radios de type communautaire réparties sur les cinq continents que s'est achevée, le 13 août à Montréal, la première rencontre mondiale de leurs représentants. Tous ont insisté sur la nécessaire

solidarité de ces « expériences uniques de démocratisation de la communication », exprimant notamment le souhait de la mise en place d'un organisme permanent, capable d'assurer la liaison entre les stations.

Ce congrès-ci fut comme une poussée de fièvre : intense et éphémère. Studieux en tout cas. « Si la série d'un colloque se juge au volume de la participation aux séances nocturnes, alors le votre mérite amplement ce qualificatif », déclara devant un amphithéâtre rempli M. Florian Sauvageau, professeur en communication, en conclusion d'un forum. Les ateliers de travail (de 9 heures à 16 heures) devaient parfois afficher complet, et la participation aux assemblées générales aurait ravi plus d'un professeur. L'utile : les participants ont reçu l'information qu'ils souhaitent sur les expériences étrangères, les réglementations en vigueur, les contextes politiques, économiques et culturels dans lesquels s'implantent les différentes radios qui refusent la logique purement commerciale. Le plaisir : dans des rencontres purement informelles entre la radio pirate allemande, plusieurs fois saisies par la police, les radios italiennes en pleine anarchie ou la jeune radio australienne... Aux quatre coins des salles, des micros de toutes tailles enregistraient informations, témoignages et débats.

De notre envoyée spéciale alors que le moindre radio à l'écart du bruit était vite investi par des animateurs de radio désirant s'entre-entendre. Ce bel enthousiasme ne pouvait laisser l'assemblée sans prolongement. Alors, on a imaginé. De se revoir d'abord : dans le cadre d'une seconde assemblée mondiale, dont un comité a été chargé d'étudier la possibilité : dans celui, plus informel, d'échanges divers et bilatéraux entre stations. On a imaginé aussi de se servir de cette meilleure connaissance mutuelle pour jeter les bases d'une coopération internationale importante entre toutes les stations de type communautaire, dont certaines craignent déjà qu'elle ne reste à l'état de vœu pieux.

Ainsi furent évoqués pêle-mêle :
• La création d'un centre mondial d'échanges entre radios, chargé de collecter informations pratiques et professionnelles émanant des divers pays et d'organiser un échange international de cassettes d'émissions ;
• La mise sur pied d'un réseau international d'informations pour

toutes les stations désireuses d'offrir un service d'informations « alternatives » et confrontées à un manque évident de moyens d'investigation ;
• La mise en place d'un réseau international d'échanges d'émissions « de femmes », ainsi que d'un centre d'information consacré aux femmes des radios communautaires ;
• Le lancement d'un réseau informaticien susceptible de relier les stations et celui d'un centre éditant à destination des ingénieurs et techniciens de chaque station des informations d'ordre technique.

Certains pays du tiers-monde ont étudié la création d'un organisme de réflexion et d'échanges entre radios de pays en voie de développement. Plusieurs pays d'Amérique latine ont manifesté le besoin d'une association des radios populaires de lutte ou de résistance, et l'ensemble des participants souhaitaient l'existence d'un bureau international des associations de radios communautaires pour assurer une coordination minimale et se doter d'une charte commune. Quant à la coopération France-Québec, elle fit l'objet d'un atelier spécial, preuve que d'un côté comme de l'autre on était désireux de s'associer. Mais comment trouver en France, où la division règne, une association représentative équivalente à l'Association des radios diffuseuses communautaires du Québec ? Alors, un nom s'est imposé, l'O.F.Q.J. (Office franco-québécois pour la jeunesse), organisateur du voyage de la délégation française et curieusement plébiscité pour étendre ainsi ses activités.

Qu'est-ce au fond qu'une radio communautaire ? demandons-nous à propos de cette réunion (le Monde daté 14-15 août). Quel lien de parenté nous réunit à cette assemblée ? s'interrogeait l'ensemble des stations. Au diable critères et définitions, la radio communautaire, c'est d'abord un esprit, et les stations qui n'en sont pas se seront très vite senties exclues de cette assemblée. Les autres, au contraire, auront retrouvé à Montréal un langage, un style, des objectifs propres à renforcer leur identité.

Les radios communautaires, ce sont des radios ouvertes, des radios de communication (comme celle des Induits du Grand Nord qui utilisent à la fois comme téléphone et pour transmettre histoires, légendes et traditions aux jeunes générations). Ce sont aussi des radios expérimentales (comme W.P.F.W. à Washington, qui prône une nouvelle culture, ou comme Ici et maintenant à Paris). Ce sont des remparts pour protéger les cultures menacées (comme celles des Indiens Mayas au Mexique) ; des radios suffisamment appuyées sur leur communauté pour éviter toute aliénation politique ou mercantile. Ce sont des radios généreuses et des radios qui essaient d'être libres. A l'image de ce congrès.

ANNICK COJEAN.

BERNARD PIVOT CHRONIQUEUR SUR R.T.L.

Dès la rentrée prochaine, le 5 septembre à 8 h 30, Bernard Pivot tiendra une chronique quotidienne sur les ondes de R.T.L. Le rédacteur en chef du mensuel *Libre* et animateur de l'émission littéraire d'Antenne 2, « Apostrophes », rencontre ainsi avec un genre qu'il connaît bien. Il y a dix ans, sur Europe 1, il tenait une chronique similaire portant sur l'actualité du jour. Ce livre commentaire d'environ trois minutes traitera de la politique et des faits de société, du lundi au vendredi. Bernard Pivot interviendra ainsi après la revue de la presse et conclura le journal de 8 heures.

Bernard Pivot n'en continuera pas moins son émission télévisée hebdomadaire : « Apostrophes » fête le 23 septembre son 400^e numéro, d'un décor totalement rénové et avec pour principal invité Raymond Aron.

[Né le 5 mai 1925 à Lyon, Bernard Pivot est diplômé du Centre de formation des journalistes et conseiller municipal de Quincin-en-Beaujolais (Rhône) depuis 1978. Il débute au *Figaro littéraire* en 1958. Lors de son départ de ce journal en 1974, il est chef du service littéraire. Un an avant, il produit et présente sur la première chaîne l'émission littéraire « Ouvrez les guillemets ». C'est aussi en 1973 qu'il interrompait sa chronique quotidienne sur Europe 1. En 1975, il crée l'émission « Apostrophes » sur Antenne 2 et devient rédacteur en chef du mensuel *Libre*].

Sur France-Culture

Ecouter le cinéma

C'est un passionné courtisé, un historien, un érudit, Philippe Esnault est de ce type (ancien) d'universitaires qui se suffisent de leur passion personnelle qu'ils aiment communiquer. Depuis 1974, il constitue ce qu'il appelle un fonds d'archives sonores du cinéma français, « une histoire du cinéma français par ceux qui le font, connus, moins connus », cinéastes ou opérateurs. En neuf ans, il a amassé trois cent trente-cinq heures d'archives (soit cent quarante entretiens).

En 1978, Philippe Esnault décide le C.N.R.S.-Audiovisuel à constituer des archives (quarante-cinq documents vidéo archivés). La Mostra de Venise lui a demandé de faire un montage sur Henri Storck : quatre-vingts ans, quatre-vingts films ! A travers les souvenirs de son enfance (docteur, bourgeois, gaie, mystique, cultivé), ceux de son adolescence (la découverte exaltée, pâle-mêle, des surréalistes, de la

révolution russe, de Méliès, des Arts déco et du Bauhaus... dans un Bruges alors en plein rayonnement culturel), c'est toute une époque qui surgit, avec son climat, ses passions (les revendications flamandes appuyées par l'Eglise, les votaires appuyés par la bourgeoisie francophone dont il fait partie bien que très lié culturellement aux traditions flamandes), l'euphorie entre les deux guerres.

Dernière la voix d'Henri Storck, la voix d'un vieux qui serait resté jeune, arrivant par bourées le bruit de la mer, une musique populaire d'accordéon, climat du plat pays, farfouilles et bière, et cette bande-son extraite d'un de ses films, qui donne l'impression tout d'un coup d'être au cinéma.

CATHERINE HUMBLLOT.

Mardi 16 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Mardisvirement : Formule 1. Ensisheim. M. G. Carpentier.
- 21 h 55 Film : la Première Fois. Film français de Claude Berri (1976) avec A. Cohen, C. Demer, Z. Lorie, D. Levy, C. Lubicki, P. Téboul. A Paris, au début des années 50, un adolescent juif fait l'apprentissage - difficile - de la sexualité et connaît son premier amour. Comme souvent chez Claude Berri, les mœurs d'une génération qui n'était pas encore « libérée ». Un certain humour et pas mal de nostalgie.
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 30 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Elvis. De J. Carpenter. Avec K. Russell, S. Winters, R. West. La lente ascension du grand chanteur de rock Elvis Presley, de 1945 à 1968, interprété par le comédien Kurt Russell. Version intégrale (140 minutes). Émission diffusée en 1979 par la chaîne américaine A.B.C.
- 23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Film : le Guépi. Film français de R. Figeat (1975), avec C. Brasseur.

Mercredi 17 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h Vision plus.
- 12 h 30 Le bar de l'été.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Série : Sloane, agent spécial.
- 14 h 30 Croque vacances.
- 15 h Le rendez-vous.
- 16 h 10 Revolver : Histoire de l'aviation.
- 19 h 05 Métronome.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Super-Jeu.
- 19 h 45 Jeu : Mariages-les.
- 20 h Journal (à 22 h 35).
- 20 h 35 Vagabondages. Émission de R. Gicquel et D. Sanders. Avec Anne Sylvestre, les clowns Colombani, Annie Fratellini, Pierre Etaix.
- 21 h 35 Portrait francophone : Joseph Rouleau. Réal. P. Symon.
- 22 h 45 Belle de match.
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 30 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal (à 12 h 45).
- 12 h 10 Rétrospective.
- 12 h 30 Série : Les amours des années grises.
- 13 h 35 Série : la Virginie.
- 14 h 45 Série documentaire : Un monde différent. Le parc naturel d'Etoha, dans le Sud-Ouest africain.
- 15 h 45 Dessins animés.
- 16 h 55 Sports d'été. Hockey sur glace : Coupe Stanley.
- 18 h Récré A 2.
- 18 h 40 Flash info.
- 19 h 50 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : le Pic des trois selgiers. De G. Guillaume (1^{re} partie). Avec Danielle Loo, P. Raynal, S. Bloch.

Deux jeunes venus de la ville s'installent comme bergers dans l'Arrière. L'arrivée du couple attire les passions. Raine, rivalité, mais aussi complicités et amitié. Elaboré de très près avec les gens de la région, une « fable » sur les comportements et les mentalités, à cheval entre le western méridional, la communauté sociale et le feuilleton populaire et réaliste.

22 h 15 Concert : Festival de Lisbonne. Le Scottish Chamber Orchestra, dir. R. Leppard, interprète la symphonie « Lament », de Haydn, et Teresa Berganza chante trois airs de Vivaldi, Haydn et Rossini, des chansons populaires espagnoles, Offenbach.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Pour les jeunes.
- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 Série : Frégoli. De P. Cava, L. Drudi-Dembey, R. Lerici. N° 3, Leopoldo Frégoli, l'athlète aux cent visages, une fois l'Italie conquise à ses dons de comédien, parvint à son insouciance de la lancer à Paris. Un son et un mouve-

ment proches de la comédie dell'arte, pour une histoire assez ordinaire.

- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Les merveilles de la mer. L'armoire de mer, les cornes, par F. Rossif.
- 22 h 30 Film : Les Monstres. Film italien de Dino Ris (1963), avec U. Tognazzi, V. Gassman, M. Mercuri, L. Buzzanca, M. Merini. (N. Rediffusion). Revue satirique, en une vingtaine de sketches, des mœurs, travers, défauts, monstruosités morales de personnages typiques d'un milieu social italien. L'humour noir, et parfois méchant, de Dino Ris se donne libre cours dans cette suite de caricatures dont certaines froient le mauvais goût. Performances de Tognazzi et Gassman, dans tous les rôles principaux.
- 0 h 20 Prélude à la nuit.
- For clarinette », de M. Constant, par G. Depius.

FRANCE-CULTURE

- 12 h 45 Panorama : le Liban.
- 13 h 30, Fœdation : le Mystère de la chambre jaune.
- 15 h, C'était la France : des métiers qui se perdent.
- 15 h 30, Un saint devenu roi : la croisée.
- 16 h, Un homme, une ville : Gérard de Nerval dans le Valois (redif.).
- 17 h 2, Les collectionneurs.
- 18 h, Entretiens avec... André Chouraqui.
- 18 h 30, Entretiens avec... André Dhôtel.
- 19 h 20, Les chemins de la connaissance : les transformations du monde rural.
- 19 h 30, La valise aux temps.
- 20 h, La chanson de France.
- 21 h, Les chaînes de documentaire : le plat pays de H. Storck. (Lire notre article ci-contre.)
- 22 h, Un réveur de mots : Gaston Bachard, le philosophe et la poésie.
- 22 h 30, La crise aux confins : Liban.
- 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

- 13 h, Opéra : « Les Brigands », d'Offenbach.
- 13 h 30, Jeunes solistes : œuvres de Gaillard, De Selma y Salaverde, Telemann. Sol : M. Minkowski, basson, M. Chapuis, clavessin.
- 14 h 4, Hameau.
- 14 h 30, Auteur de... Clemens Krauss : œuvres de J. Strauss (fils), Beethoven, Wagner.
- 17 h, Répertoire contemporain : Tristram Murail.
- 18 h, Jazz.
- 18 h 30, Plages choisies.
- 19 h 30, Concert (donné le 11 août 1983 au Festival de Salzbourg) : « Sonates pour violon et piano n° 2 et 3 » de Brahms. « Sonate pour violon et piano » de Franck, avec A.S. Mutter au violon et A. Weissenberg au piano.
- 21 h, Cycle acoustique : « Les quatre éléments », de Ravel.
- 22 h, Fréquence de nuit : feuilleton « Wilhelm Backhaus » : œuvres de Beethoven ; vers 22 h 30, Musique de l'Inde du Nord ; 0 h 5, l'Égypte ou la main du divin.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 16 AOÛT

- Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, est l'invité de l'émission « Le téléphone sonne » sur France-Inter, à 19 h 20.

- « Nuit de la Liberté » : une dizaine de radios locales privées parisiennes organisent une série de débats entre responsables de radio, sur le thème de la liberté d'expression, à partir de 21 heures. En direct sur : Paname, Mouvances, Radio libérale, R.N.T.C., Made in Italy, Voca, Jet, Fréquence Gaie, Média Soleil, Carbone 14. D'autre part, Radio Paris-Île-de-France et Radio Boon diffusent ultérieurement un enregistrement de cette soirée.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

JUILLET-AOÛT 1983

LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS ET DES GRANDES ÉCOLES

LES DEVOIRS DE VACANCES : OUI OU NON ?



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10,50 F

emplois régionaux

INFORMATIENS ANALYSTES-PROGRAMMEURS INGÉNIEURS INFORMATIENS CONFIRMÉS

Chief de Centre de formation

Techniciens formateurs

2 JEUNES RESPONSABLES MARKETING GUADELOUPE

SALAIRE DE P.

	laqer	laqer T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	laqer	laqer T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,86
IMMOBILIER	33,60	39,86
AUTOMOBILES	33,60	39,86
AGENDA	33,60	39,86

* Dégressifs selon surface ou nombre de pages.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE ENTREPRISE

recherche
pour des postes à durée limitée

DES TRADUCTEURS TECHNIQUES CADRES

- Les sujets à traduire d'anglais en français, traitent de l'informatique (matériels et logiciels). La traduction se fera à l'écran, à l'aide d'un éditeur. La formation à cet éditeur sera assurée.
- Qualités requises : très bonne rédaction en français ; bonnes connaissances de

- l'anglais lu ; formation ingénieur souhaitée.
- Durée des contrats : 6 mois ; lieu de travail : Paris La Défense.
- Adresser lettre de candidature et curriculum vitae sous référence TTM 2 à MASH, 110 rue de Richelieu 75002 Paris qui transmettra.

Stage offert à jeune cadre dynamique pour étude de marché, secteur presse R.P. 1-3 mois, 531-07-35.

ETABLISSEMENT PUBLIC
NATIONAL
recherche pour
SERVICE ECONOMIQUE

UN (E)
STATISTICIEN (NE)

Débuteur ou quelques années d'expérience. Niveau D.U.T. Connaissances en économie et informatique souhaitées.

Adresser candidature et C.V. sous n° 259 941 M. RÈGE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2^e.

URGENT
S.A. - H.L.M. 94
recherche

VENDEUR
DE LOGEMENTS

Expérience indispensable, vente logement social, près P.A.P. et P.C. Tél. 708-88-00, p. 408.

F.J.T. de jeunes filles, 74 rue de la République, 92000 Nanterre

directeur-adjoint

Poste à pourvoir rapidement. Adresser C.V. à M. le Président du Payer les Bénévoles, 31, rue J.-J. Rousseau - 92700 Colombes.

Administratif et Commercial MESSY Location camions 20, av. Stalingrad, 94 France.

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Vous êtes diplômé d'école de commerce ou de gestion et maîtrisez parfaitement la langue allemande, VOTRE FORMATION NOUS INTERESSE. Vous avez ainsi des bases nécessaires pour vous adapter et devenir rapidement opérationnel. Il vous reste à apprendre notre métier, notre organisation, nos techniques, bref, à passer de la théorie à la pratique. CECI EST NOTRE AFFAIRE. TOUT CELA, NOUS VOUS L'APPORTONS. Vous aurez la responsabilité directe de la gestion fortement informatisée et des relations clients fournisseurs dans le cadre d'un poste d'

agent gestion
commerciale
BILINGUE ALLEMAND

BOSCH

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions au Département Gestion du Personnel, 32, avenue Michelet - 95404 SAINT OZEN.



LE CREDIT FONCIER DE FRANCE
organise à PARIS
le lundi 24 et le mardi 25 octobre 1983

UN CONCOURS pour le recrutement d'ATTACHÉS option juridique

Ce concours, ouvert aux candidats masculins et féminins, de nationalité française ou de celle d'un autre Etat membre de la Communauté économique européenne, âgés de plus de 20 ans et de moins de 32 ans au 1^{er} janvier 1983, est accessible notamment aux :

- titulaires d'une MAITRISE ou d'une LICENCE en droit,
- NOTAIRES,
- CLERCS DE NOTAIRES justifiant d'une ancienneté professionnelle de 5 ans au moins et de la possession du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou de la capacité en droit.

Sous réserve que les candidats obtiennent au moins la moyenne de 12 à la fin des deux séries d'épreuves (écrites et orales), le nombre des places offertes au concours est fixé à 12 postes.

Les candidats admis au concours seront appelés à être affectés, selon les vacances de postes, dans un des Services de la Société à PARIS ou en PROVINCE, où ils devront exercer des fonctions exigeant des connaissances approfondies dans le domaine juridique.

La liste des inscriptions sera close sans préavis et au plus tard le 23 septembre 1983.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER DE FRANCE, Service du Personnel - Bureau « Information-Concours », 19, rue des Capucines - PARIS 1^{er} - B.P. 65 - 75050 PARIS CEDEX 01 (Téléphone : 244.80.66 - 244.80.67).



DEPARTEMENTS AUTOMATISME ET ROBOTIQUE

CHEF DE SERVICE MAINTENANCE GESTION ET ANIMATION EQUIPE APRES-VENTE

En relation étroite avec les services commerciaux et de production, il coordonne et participe à la mise en place, à l'entretien et au dépannage des systèmes de TELEMANIPULATION en clientèle. Formation automatique, mécanique, hydraulique et expérience dans fonction indispensable.

(PM. E 619)

INGENIEUR APPLICATION BUREAU ETUDES GESTION ET ANIMATION D'UNE PETITE EQUIPE

Il assure un rôle d'assistance technique à la force de vente par l'établissement d'avant-projets d'implantation et des études sur des applications nouvelles. Formation ingénieur mécanicien, ayant une expérience professionnelle notamment en hydraulique de 1 à 2 ans et une bonne connaissance de l'anglais.

(PM. E 619)

INGENIEURS TECHNICO - COMMERCIAUX RECHERCHE ET NEGOCIATION DE MARCHES IMPORTANTS

Un des postes, orienté sur le marché national conviendrait à un jeune ingénieur SUP-ELEC, CENTRALE OU MINES, débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, ayant des connaissances en micro informatique et motivé par l'action commerciale. Le deuxième poste orienté vers l'exportation conviendrait à un ingénieur ayant 3 à 5 ans d'expérience dans la commercialisation de biens d'équipement industriels à l'étranger.

(PM. C 617)

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, DPH, Service Emploi et Développement des Cadres, 17, Place Etienne Fernet 75015 PARIS, avec CV et prétentions en précisant la référence.

Le Directeur du Contrôle de Gestion d'un groupe industriel de taille internationale, réalisant plus de 10 milliards de CA dans l'entreprise générale et l'ingénierie recherche :

Jeune contrôleur de gestion

pour lui confier les missions suivantes :
« Suivi des budgets du siège social. » Coordination et suivi des budgets au niveau du groupe. « Participation active à la coordination de l'information de gestion et à son évolution. » Ce poste d'adresse, soit à des diplômés d'école d'ingénieurs complétée par une formation de gestion, soit à des diplômés d'une école de gestion. Débutants ou avec 2 ou 3 ans d'expérience. L'anglais est indispensable, l'espagnol constitue un atout supplémentaire. L'activité du groupe au plan international ainsi que sa diversification assure de réelles possibilités d'évolution. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 5782 (à mentionner sur l'envoi), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

media-system

SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE LUXE
DE RENOM INTERNATIONAL
PARIS-8^e

utilisant L.B.M. 38, modèle 7 (30 terminaux)
recherche

pour s'intégrer à l'équipe informatique :

1) ANALYSTE
FORMATION SUPÉRIEURE
(ENSI-DEUG informatique)

Evolution à moyen terme vers CHEF DE PROJET. Première expérience exigée.

2) PROGRAMMEUR

DUT informatique
Première expérience exigée.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions s/réf. 3.423 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

MAGAZINE PHILATÉLIQUE

recherche

JOURNALISTE PHILATÉLISTE

pour poste à responsabilité.

BONNE EXPÉRIENCE EXIGÉE

Connaissance de l'anglais indispensable, autres langues souhaitées.

Ecrire avec C.V. et photo à n° 6.524 Le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, Paris (9^e).

capitaux
propositions
commerciales

PRETS PERSONNELS 1%

Prêt après acceptation
EPITRA (1) 261-91-07.

Ag. comm. prospect. importat. horticult. Moyen-Orient, annuité forfaitaire, ch. corr. compl. inf. sur. hypocrisie. Offres de fin. des. exp. à l'adresse 10 Lettres, 40100 DAL.

occasions

PIANOS DROITS
HUPPÉL ancien 1,08 m.
1974, 14.000 F.
RAMEAU « Sévigné »,
1,14 m, 1978, 15.000 F.

PIANOS A QUEUE
SHARD, paléandre, 2,45 m.
1967, 20.000 F.
FLYER, noyer, 1,31 m, 1945,
28.000 F.
BECHSTEIN, noyer, 2,03 m,
1924, 108.000 F.
ROSENDOERFER, 2,25 m,
1974, 120.000 F.

Credit CREG jusqu'à 5 ans, av. ou ss report. Neufs / remis d'état 10 % sur comptes jusqu'à 15 %.

8. Espace Pianos Daniel Magné, 75116 Paris. Tél. (1) 353-20-80. Mr Théodore du mardi au samedi.

Pour la transmission de bijoux anciens : MAX BERNARD MATHIEU JOAILLER T. (3) 337-36-31.

propositions
diverses

Les emplois offerts à l'ETRANGER sont nombreux et variés. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.) B.P. 231-08 PARIS.

L'Etat offre des emplois gratifiés, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARIBES (C16) B.P. 402-08 PARIS.

travail
à domicile

Travailleur indépendant trappe à dents sur L.B.M. Tarif à la page. Tél. : 887-80-21 à partir de 14 heures.

Secrétaire de Direction trappe à dents et menus s/L.B.M. 22 C. Travail soigné. Tél. : 1.051-64-88.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
en fort développement
recherche pour PARIS

ANALYSTES

Formation DUT MIAGE ou équivalent. Expérience minimum 3 ans sur gros ou moyens systèmes.

PROGRAMMEURS ANALYSTES

Niveau souhaité Bac +2.

Expérience minimum 2 ans.

Pour ces 2 postes il est indispensable de maîtriser les techniques temps réel et bases de données.

La connaissance d'une méthode d'analyse et du système IBM 38 serait très appréciée.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 76.238 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, Av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

secrétaires

secrétaires

secrétaires



de bureau

Recherche pour la Direction Japonaise de son siège du BLANC-MESNIL (93) une :

Secrétaire de direction bilingue

Française-Japonaise

Les candidates à ce poste devront avoir une excellente présentation et posséder le permis de conduire.

Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite + CV + photo) à Michelle VEYSSIERE, Assistante Générale de la Division Coplaurs, 93154 Le Blanc-Mesnil Cédex.

RECHERCHONS SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS

Sérieuse, expérimentée pour poste stable. Travail varié.

Envoyer C.V. et photo à : Mme CAMFANO - F.T.E.C. 42, r. des Jeûneurs, Paris-2^e.

CB-II PROPOSE 2 POSTES
EN NORVÈGE

UNE SECRÉTAIRE
CONFIRMÉE

UNE SECRÉTAIRE
DÉBUTANTE

pour classement documents

PARFAITEMENT
BILINGUE ANGLAIS
Téléphone 525-14-14

Le Monde

CHANCES ET MA

INDUSTRIES ET MATIÈRE

Les entreprises demandent l'assistance d'

En Haut

AN

DEMANDES D'EMPLOIS

ETABLISSEMENT DE DREUX

recherche

pour poste à responsabilité.

BONNE EXPÉRIENCE EXIGÉE

Connaissance de l'anglais indispensable, autres langues souhaitées.

Ecrire avec C.V. et photo à n° 6.524 Le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, Paris (9^e).

Le Monde

régions

CHANCES ET MALCHANCES POUR LES AUVERGNATS

INDUSTRIES ET MATIÈRE GRISE

Les entreprises demandent l'assistance des grandes écoles

« La valorisation de la matière grise n'est pas simplement une question de standing. C'est un facteur de développement. » M. Francis Fontaine, conseiller auprès de la présidence du conseil régional, affectionne cette formule. L'Auvergne, il est vrai, subit un lourd handicap dans ce domaine. « Il y a autant d'épicerie dans la région qu'ailleurs, mais dix fois moins de cabinets d'études économiques et sociologiques », livra-t-il dans l'Auvergne et le Lix Plan (1).

Selon M. Fontaine, il faut bien entendu s'acharner à déconstruire la région, mais cette condition n'est pas suffisante. Pour lui, il est tout aussi essentiel d'accroître la qualification des emplois et la productivité des entreprises. Cette réflexion a trouvé un écho. Dans un rapport du 7 juillet 1982, M. Maurice Pourchon, président du conseil régional, écrit : « On peut se demander si certaines entreprises régionales ne souffrent pas plus de l'isolement intellectuel que de l'enclavement physique si, souvent dénoncé. »

Le centre des sciences et des techniques de son côté (C.U.S.T.) forme une centaine d'ingénieurs par an. C'est plus que n'en peut absorber l'Auvergne. Pourtant, parce qu'il est de haut niveau, le centre a toujours été soutenu par la région :

450 000 francs lui ont été attribués en 1982. Cependant, en écoutant M. Jacques Gelas, directeur adjoint de l'école nationale de chimie, le troisième établissement de Clermont-Ferrand, on sent une réticence. « Il ne faut pas mélanger les genres université et industrie, souligne-t-il. Il faut trouver des points de rencontre, ce qui est difficile. D'ailleurs, nous ne pouvons pas être des prestataires de services et remplir par ailleurs notre mission d'enseignement, ou alors il faudrait donner à l'université des techniciens pour les réaliser. » Les grandes écoles installées à Clermont-Ferrand se félicitent en tout cas de figurer dans l'élaboration du plan régional. M. Gelas dit : « Si le conseil régional nous offre des possibilités d'agir, nous agissons ».

LIBERT TARRAGO.

(1) 1 volume, 197 pages. Disponible au conseil régional : 45, avenue Julien, 63012 Clermont-Ferrand Cedex.

LA FERMETURE DE LA BASE AÉRIENNE D'AULNAT

« Un sale coup pour Clermont-Ferrand »

La décision de l'armée de l'air de fermer certaines de ses bases (Le Monde du 8 juillet) d'ici à 1988 suscite l'inquiétude des élus et des milieux économiques des villes touchées par ces cessations d'activité. C'est en particulier le cas de Clermont-Ferrand, visée par le démantèlement de la base aérienne 475 d'Aulnat, qui abrite deux écoles : l'E.F.I.P.N. (École de formation initiale du personnel navigant) et l'E.F.M. (École de formation des moniteurs). La première pourrait déménager à Avord (Cher) et la deuxième à Cognac (Charente).

La décision de M. Charles Hernu a jeté un grand trouble dans l'agglomération clermontoise. Le quotidien régional *l'Auvergne* le traduit de manière inhabituellement véhémente dans ses éditoriaux locaux. Les circonstances qui ont entouré l'annonce de la fermeture de la base aérienne d'Aulnat ont beaucoup surpris. Présent dans le département le 3 juillet pour présider une cérémonie à l'école militaire d'Issoire, le

ministre de la défense n'avait pas laissé entrevoir, dans son discours, une décision qu'il allait rendre publique trois jours plus tard. Autant de brutalité a sensiblement avivé le malaise, grossissant du même coup les points d'interrogation quant à l'avenir des activités aéronautiques locales. Au rang des certitudes, le départ de deux mille personnes - les militaires et leurs familles, qui affectent en particulier les petites communes de Lempdes et d'Aulnat. Pour cette dernière, les élus soulignent les répercussions, non chiffrées encore, sur le montant de la taxe professionnelle versée par l'aéroport où les mouvements d'avions militaires interviennent presque pour la moitié dans le total de l'activité.

Les conséquences financières du réaménagement suscitent de grosses craintes parmi les responsables de la chambre de commerce et d'industrie, gestionnaire de l'aéroport, laquelle va perdre la redevance de 300 000 F versée annuellement par la base. M. Arsène Boulay, président du conseil général (P.S.), est très fâché : « C'est un sale coup

pour Clermont-Ferrand et pour le département départemental que je suis. Je réagis peut-être égoïstement, mais enfin, nous voilà avec un nouvel ennui sur le dos, après les réductions d'emplois chez Michelin. » Il craint même qu'une mesure semblable affecte un jour le troisième élément de l'ensemble aéronautique clermontois, l'Alia (Atelier industriel de l'aéronautique), bien que son sort ne soit pas lié à celui de la base, qui a vocation d'école : l'atelier, qui occupe mille cinq cents personnes, assure la maintenance des appareils de l'armée de l'air (Mirage, Alpha-Jet, Transall). Le syndicat C.G.T. veut d'ailleurs aussi la voix en demandant si le transfert des activités de la base est plus rentable que son maintien. Il souligne aussi, comme du côté de l'aviation civile, la qualité de l'assistance technique fournie.

M. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, ministre de l'urbanisme et du logement, et M. Maurice Pourchon, président du conseil régional (P.S.), sont bien obligés d'accepter le redéploiement militaire. L'un par solidarité gouvernementale l'autre parce qu'il a voté la loi. M. Pourchon s'est tout de même déclaré « surpris ». Il a rencontré jeudi dernier les membres du cabinet au ministère de la défense. Il en ressort qu'un groupe de travail, composé de toutes les parties concernées doit se réunir au début du mois de septembre.

Il n'est pas question de revenir sur la décision de transfert, mais de chercher notamment, selon le président du conseil régional, à « développer l'Alia (Atelier industriel de l'aéronautique) en utilisant davantage sa technologie de pointe ». Comment ? La question est, pour l'instant, sans réponse. Elle appartient à cette mission. Pour limiter le déficit d'emplois locaux, les solutions devront dépasser en tout cas la promesse faite de confier à cet établissement l'entretien de la nouvelle génération de Mirage-2000 dont doit être équipée l'armée française.

L.T.

En Haute-Loire, le champion de l'arme blanche

De notre correspondant

Le Puy. — Si l'arme blanche a une capitale, ce n'est pas Tolède, comme on le répète en Espagne, mais Aurillac, un amiable chef-lieu de canton de la Haute-Loire où la maison Hostin Armes blanches a son siège et son usine. La société Hostin est, de très loin, le premier producteur mondial dans trois domaines : les sabres de parade pour officiers ou élèves des grandes écoles militaires ; la reproduction d'armes anciennes pour la décoration des dessus de cheminée - un secteur en expansion ; enfin, les trois armes d'escrime, fleuret, sabre et épée (électriques ou non).

Selon l'I.N.S.E.E., l'usine d'Aurillac-sur-Loire fabrique 75 % de la production mondiale des armes d'escrime. Aux championnats du monde, qui viennent d'avoir lieu en

Autriche, les escrimeurs utilisent tous des lames Hostin, officiellement ou non. Certains champions de l'Est européen échangeaient même du caviar contre des lames Hostin, qu'ils préféraient à celles que leur fournit leur fédération nationale ! Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la maison Hostin exporte en moyenne les trois quarts de sa production d'armes d'escrime, (il lui est même arrivé d'atteindre 97 %).

Un signe qui ne trompe pas : il y a quelques années, une délégation japonaise est venue à Aurillac-sur-Loire pour, officiellement, conclure un marché, mais en fait pour photographier les machines et

commandes numériques, sous le contrôle de techniciens hautement spécialisés. Ceux-ci constituent d'ailleurs la grande majorité du personnel puisque, sur trente-deux employés, le nombre d'O.S. est infime.

Toutes les machines perfectionnées sont protégées par des brevets, car elles ont été inventées par la maison. Elles ne sont produites qu'à un seul exemplaire. En France, Hostin n'a que deux concurrents, tous deux artisans. Mais le bureau d'étude d'Aurillac-sur-Loire ne s'endort pas sur ses lauriers. La maison Hostin ne tient pas à ce que, un beau jour, on trouve sur le marché la réplique exacte de l'épée de d'Artagnan « made in Taiwan ».

JEAN-PIERRE FORON.

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	Le mois T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	81,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La semaine	Le mois T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,95
AUTOMOBILES	33,60	39,95
AGENDA	33,60	39,95

* Dégressifs selon surface du nombre de parutions.

DEMANDES D'EMPLOI

NOTRE ÉTABLISSEMENT DE DREUX

(travail mécanique du bois) par suite d'une importante restructuration recommandée particulièrement le personnel suivant pour reclassement

- 1 CADRE POSITION E2 (Ingénieur d'études).
- 1 Dessinateur-Projeteur, position VI, 2^e éch.
- 2 Secrétaires Sténodactylographes.
- 1 Comptable, position IV, 1^{er} échelon.
- 1 Contremaître Atelier, position VI, 4^e éch.
- 6 Contremaîtres, position IV, 1^{er} échelon.
- 1 Chef de chantier, position V.
- 1 Conducteur d'engins O.Q. 3.
- 1 Magasinier O.Q. 3.
- 2 Charpentiers-Livageurs O.Q.2, O.Q.3.
- 13 Charpentiers O.Q.1, O.Q.2, O.Q.3.
- 4 Machinistes O.Q.1, O.Q.2, O.Q.3.
- 6 Manutentionnaires O.Q.1, O.Q.2, O.Q.3, O.Q.1.

Adresser offres de postes à l'attention de : M^{me} DURAND, 9, rue Scribe, 75009 PARIS.

J.F., 30 ans, D.E.A. éco. et psychosoc. du travail. Adjoint du personnel conféré puis chef du personnel interne depuis 1 an dans une entreprise de 500 salariés. Connaissant les aspects de la fonction dans le pôle, cherche poste stable à Paris. Ind. res. proposés, à partir de 170 000 F. 343-81-82 à partir de 18 h.

H., 34 ans, D.E.C.S. + 3 ans stage, expertise comptable + maîtrise Sc. Eco. (économétrique), prof. certifié Sc. et Technique. Eco. depuis 8 ans. Étudier toutes propositions en vue de reconversion. Lieu de travail indéterminé (France-Etranger). Envoyer sous le n° 7 041, 704 M. RÉGIE-PRESSE 88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Après formation de 15 mois. Livres courant Août. **MONTREURS DÉPANNÉURS EN MICROTECHNIQUES Niveau V**. Electromécanique, électronique, pneumatique, microtechnique, formés sur matériel à copier LITHO, balance BERKELEY, automatisme MERLIN GERIN, S.M.C., TELEMECANIQUE. **CENTRE DE FORMATION POUR ADULTES** 41, avenue du Dr A. Nestor 75012 PARIS Téléphone : 340. 23. 46 Poste 94.

Resort, Afric., diplôme I.N.G. technicien T.P. bét., 3 ans exp., form. sup., univers. socio-économique cherche poste enseignant lycée, I.E.P., etc., ou travailleur autonome, pour ou sans invest. p. un développ. Env. s/m 1.500 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Jeune ingénieur maison ayant travaillé à l'étranger bureau d'étude fabrication mécanique, réalisation et suivi de client. Étude toutes propositions. Env. s/m 1.500 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Traducteur libre, franc., angl., langue mat. allem. ch. emploi. Offres sous 5560 à l'Agence R.G. Blumstein, 7, D-6000 Frankfurt.

villegiature NICE, PALAIS SOLEIL, Prom. Anglaise, Lux. sport, neuf, 38-78 m² meublée, cuis., piscine. Depuis 128 F par personne. Min. 1 sem. (93) 44-05-85.

A ROQUEBRUNE CAP-MARTIN (près Menton) Part. lux. sport, 4 pièces dans villa comprenant 1 suite à manger-salon, 1 grande chambre + 2 petites chambres, piscine, en bordure de mer, tout confort. A partir de 200 000 F. Tél. (16-51) 9-14-51. Jusqu'à 20-8 et au (16-51) 9-14-51, après le 20-8.

L'immobilier

appartements ventes

6^e arrdt
PORT-ROYAL
CHARMANT LIVING + 2 CHAMBRES. Salon, Sd. Hall. 650.000 F. 562-16-40.

SAINT-GERMAIN
dans bel imm. XVIII^e, 135 m² en 1 ou 2 lots. Téléphone : 522-17-76.

10^e arrdt
PARMENTIER. Rare, 3 p., ch. à rénover. Imm. rénové avec tapis, 265.000 F. 347-67-07.

SAINT-AMBOISE
De imm. pierre de t., base 2 P. refait neuf, meublée. A saisir, 265.000 F.

SINTRA 355-08-40.

12^e arrdt
Mr Dupontier, apparem. carrière, 3 p., 47 m², major, duplex mansardé, chère man. d'édif. à de l'édif. 350.000 F. 347-02-76 le matin.

13^e arrdt
4.000 F LE M²
ATELIER LOFT à rénover direct p. 328-59-55.

14^e arrdt
Métro GAITÉ
Grand 6 pièces, 3 ch. imm. pierre de taille, 880.000 F. LERMS, 535-14-40.

16^e arrdt
19^e NORD
Séjour + 2 chambres, duplex, 11 ch. MATIN, 567-47-47.

18^e arrdt
RUE LEPIC
dans imm. pierre de t., 4 p., entrée, cuis., s. de bain, w.c. 110 m² + balcon - 500-54-00.

19^e arrdt
BUTTES-CHAUMONT
Splendide 4 p., bourgeois, dble exp., imm. p. de t., 900.000 F. LERMS, 355-58-88.

20^e arrdt
Urgent, directement propriétaire, 5 pièces, standing, neuf + balcon + 2 parkings + cave + quatre écuries + 2 salles de bain + jardin privé. Libre. 1.250.000 F. Pos. créés aux enchères. Tél. (bur.) 255-41-70.

Province
NIMES Dans un parc centre ville tr. beau, appart. moderne plein sud, dispos. immédiatement. Poss. prêt conventionné. SACS (93) 62-14-18.

ROQUEBRUNE RÉSIDENTIEL
PLATEAU DU CAP-MARTIN
- Luxueux 9 pièces 96 m² + 2 ch. 1.100.000 F.
- Luxueux 4 p. 120 m² + 30 m² terr., vue panoramique. 1.260.000 F.
Agence du Cap 15, avenue Mirobal-Foch, 06190 Roquebrune-Cap-Martin. Tél. : (93) 33-98-51.

locations non meublées offres

Paris
Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS À LOUER 30 à 50 OFFRES garanties disponibles par jour OFFICE DES LOCATAIRES 296-58-46.

Région parisienne
Mantouillou dans imm. stand. 3 p., balc., cuis., s. de bain, w.c. 5 m. mètre. Libre 1^{er} sept. 7. 855-26-08.

locations non meublées demandes

Paris
Direct à partir, recherche pour cadres et employés Import. Sol. informatique multinationale mondiale connue. Bords de la Seine et de la Marne. Lovers à l'étranger acceptés. Tél. : 604-48-21 (soirée 121).

Région parisienne
Pour Stude européennes cherche villes, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 253-67-02.

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M. Construction de sociétés Démarches et tous Services Permanence téléphonique 355-17-50.

BUREAUX MEUBLÉS SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS CONSTITUTIONS STES. ASPAC, 293-50-50 +

locaux commerciaux Locations

LOCAL 100 m²
A louer Oran centre ville. Tél. après 20 h. 346-85-14.

villas
ST-VALIER, 11 km Grasse, sur 6.600 m² clos, VILLA 158 m², plain-pied + loggia + terrasse, 2 bns. cuis., écurie. Px 1.100.000 F (93) 42-66-10.

maisons de campagne
Vente maison de campagne en pierre, habitée à 12 km de Basse-Inde-Chambray (93) 96-77-63 ou (16-70) 56-40-58.

terrains
Entre Hyères et La Lavandou terrain exceptionnel à bâtir en bordure d'un lac et d'un golf 18 trous, à quelques minutes des plages. E. 1.200 m² : 180.000 F ttc. Près conv. poss. 3/4 p. 7 jours sur 7 « LA PISCINE DU LAC ». Domaine de Valence, 83250 La Londe (94) 68-67-83.

pavillons
VIGNY-SUR-SEINE
Pavillon F4, tout confort, terrain 305 m², garage, atelier, 400.000 F. Libre à la vente. Tél. : 942-48-86.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 296-15-01

Jeune ingénieur

94 MILLIARDS DE DOLLARS D'ARDOISE AU SOUK EL MANAKH

économie

Les spéculateurs koweïtiens sauvés par l'État

C'est à peine si, en France, on a vu de l'effondrement. Il y a un an, du souk El Manakh, cette bourse parallèle du Koweït, artificiellement soulevée par une spéculation frénétique et la pratique illégale de chèques postdatés. Pourtant ce krach, l'un des pires jamais connus par une place financière depuis 1929, laissait une ardoise brute de 94 milliards de dollars (620 milliards de francs de l'époque), deux fois les réserves de la France, et n'a cessé depuis lors d'empoisonner la vie économique et politique de l'État pétrolier. Dernier rebondissement et non des moindres : la démission, remise il y a quelques jours à l'émir, de M. Abdel Al Hamad, ministre des finances et du plan depuis 1981. Connu et apprécié des milieux financiers internationaux, ce jeune diplômé de Harvard s'était fait le champion d'une politique « dure », afin de donner une « leçon aux spéculateurs ». Il n'a, semble-t-il, pas été suivi. Le gouvernement a déposé au Parlement un projet de loi visant à limiter à l'avenir au maximum les dégâts en indemnisant, grâce à une énorme injection de fonds publics, la majeure partie des porteurs. La démission de M. Al Hamad, confirmée de source diplomatique officielle, n'a pas encore été acceptée par l'émir. Mais le ministre du pétrole du Koweït, cheikh Ali Khalifa Al Saba a été nommé ministre des finances par intérim.

Cette décision traduit l'ampleur de la crise traversée par le Koweït. Dans tout autre pays c'est été l'effondrement. Le Koweït vit, commente laconiquement un diplomate. Il vit certes, grâce à l'ampleur de ses réserves financières qui lui ont permis jusqu'ici de payer au plus pressé. Mais de plus en plus mal. L'activité économique est presque totalement gelée par la perspective de faillites en cascade : une cinquantaine ont d'ores et déjà été annoncées, sur mille sept cents familles touchées - et la perte de confiance qui s'ensuit. Le gouvernement et les milieux d'affaires sont profondément divisés sur les solutions à mettre en œuvre.

Le remède miracle, il est vrai, n'existe pas. Car tout le monde, à Koweït, a « joué » au souk El Manakh, des chauffeurs, des livreurs, des employés, regroupés en syndicats d'investisseurs, aux plus riches familles, en passant par

l'« intelligentsia » et même, murmure-t-on, la famille royale. Et tout le monde a perdu. Car cette partie de Monopoly, jouée à coup de millions de dollars, reposait, en fait, sur du vent. Les actions échangées à cette bourse, montée en 1981, en face de la Bourse officielle en plein cœur de la capitale, par quelques opérateurs ambitieux - sous couvert d'opérations immobilières - émanaient, pour la plupart, de sociétés nouvelles, plus ou moins fictives, créées dans les États riverains du Golfe, qui n'avaient pas le droit d'être cotées à la Bourse officielle ou de sociétés koweïtiennes dites « fermées », c'est-à-dire non cotées. Sur tout ces actions étaient payées par des chèques postdatés, le plus souvent à un an, qui étaient utilisés comme des traites.

Les « bonus » perçus lors de chaque vente, fonction de la plus-value écopée à terme sur les titres, étaient restés dans un premier temps, toutes proportions gardées, raisonnables : 50 % environ jusqu'à l'automne 81 puis 100 %. La spéculation soutenait la hausse des titres en circulation, la plupart des chèques purent, à l'issue de la première année, être honorés. Mais la machine s'emballa. Une véritable frénésie semblait, de l'aveu des témoins, s'être emparée de toute la société koweïtienne. Les transactions du souk El Manakh prirent une ampleur inimaginable ailleurs que dans ces royaumes de l'or noir, trop vite enrichis, où les pratiques moyennageuses s'emmenaient au maniement de capitaux surabondants ; où les privilégiés, ayant perdu toute notion de l'argent, ne savent plus que faire de leurs liquidités, fautes de débouchés suffisants pour des investissements rentables.

Les primes atteignirent au printemps 82 300 % à 300 %, puis en juillet 400 % et même dans certains cas extrêmes 800 %. Un titre émis par une société nouvelle à 1 dinar se retrouvait une semaine plus tard coté 6 dinars, ce qui compte tenu d'une prime à terme de 300 % le porteur lors de l'achat à 1 plus de 20 dinars - payables à un an. Le capital de ladite société de 50 millions de dinars initialement se trouvait ainsi évalué à près de 1,2 milliard, alors même qu'elle n'avait le plus souvent jamais publié un seul bilan.

L'effacement devait être tardif s'effondrer, le krach se produisit en août 1982 lorsqu'un opérateur local informé des coutumes locales déposa en banque trop tôt un chèque de 32 millions de dinars (735 millions de francs) qui ne put être honoré. Réaction en chaîne. Panique. Effondrement de cours. Le mirage enfin évanoui laissait voir aux imprudents l'ampleur du désastre. Pour reprendre l'exemple cité plus haut, le titre acheté 20 dinars n'en valait plus en quelques jours que 1 seul. L'imprudent spéculateur qui avait émis, pour le régler, un chèque postdaté se retrouvait en devoir 19 ans en avoir la plupart du temps le premier sou.

Ceux-là mêmes qui n'avaient pas utilisé de chèques postdatés se retrouvaient coincés ainsi que les banques qui leur avaient avancé les sommes nécessaires - bien que la plupart se soient prudemment gardées d'escompter lesdits chèques. Un employé, raconte un directeur d'un établissement, avait emprunté, pour jouer, 300 000 dinars. Après déduction des intérêts, il lui en restait 255 000. Il a dépensé

25 000 dinars en frais divers, achat d'une voiture, vacances, etc., et a investi 220 000 dinars dans des titres, en pensant les revendre un an plus tard avec bénéfice. Avec le krach, il s'est retrouvé propriétaire pour 200 000 dinars de titres qui en valaient 50 000 s'il trouvait acheteur. Avec un salaire mensuel de 2 000 dinars... Ceux-là, on n'en parle pas.

Les neuf cavaliers

Très vite, l'attention se porta sur les vrais spéculateurs, les 6 000 porteurs de quelques 28 000 chèques postdatés pour un total de 27 milliards de dinars (34 milliards de dollars) recensés par le gouvernement. Une chambre de compensation, rapidement mise en place, permettait d'y voir un peu plus clair et de diviser les « coupables » en trois catégories. Au sommet de la pyramide une poignée de très gros porteurs, les neuf principaux surnommés « les neuf cavaliers », étaient responsables des deux tiers des chèques émis. Le premier, M. Al Mutawa, ex-employé aux passeports, avait accumulé à lui seul 4 milliards de dinars (14 milliards de dollars, près de 52 milliards de francs) de dettes. Au milieu, environ 200 chefs de famille - une famille au sens koweïtien peut couvrir jusqu'à 100 personnes - moins engagés, risquaient clairement la faillite (1). A la base, 1 600 « petits » porteurs étaient plus ou moins impliqués. Après compensation, le « trou » réel était ramené de 27 à 7,8 milliards de dinars soit 27 milliards de dollars (179 milliards de francs) qui représentaient quand même une jolie somme.

Le gouvernement, saisi par l'urgence d'éviter un effondrement complet de l'économie, mit en scène immédiatement un plan de soutien en quatre points, après avoir suspendu l'application de la loi sur les faillites : 1) protection de la Bourse officielle par le rachat public de titres, eux aussi touchés par la spéculation ; 2) offre, sous forme de prêts hypothécaires, de garanties aux spéculateurs nautis mais momentanément égarés ; 3) indemnisation des « petits » porteurs indemnisés, les « neuf cavaliers » assignés à résidence et sommés de réaliser les sommes investies à l'étranger, reste à régler le cas des investisseurs étrangers « moyens ». Pour le ministre des finances, aujourd'hui démissionnaire, suivi par une partie des milieux bancaires, le gouvernement devrait en rester là. « Il ne faut pas changer la loi », expliquait-il dans une interview accordée le 23 février dernier au Financial Times. « Il y a tellement de gens qui n'ont pas joué, qui ont acheté des titres et les ont gardés. C'est un point. L'autre est que ce serait un exemple terrible, car personne n'apprendrait ainsi la leçon. En 1977, nous avons déjà eu une crise à la Bourse du Koweït. Si le gouvernement avait alors appliqué la loi, laissent se produire de nombreuses faillites et envoyé quelques per-

sonnes en prison, je suis certain que nous n'aurions pas eu la crise de 1982 ».

Il n'a pas été écouté. Le projet de loi finalement soumis au Parlement et adopté par ce dernier prévoit le remboursement des dettes sur la base de la valeur des titres le jour de leur achat, majorée de 25 %. Les primes ayant atteint dans les derniers mois 200 % à 400 %, la moins-value est importante. Au total, le montant du « trou » serait ainsi dégonflé de 7,8 à 4 milliards de dinars (14 milliards de dollars) environ. Les principaux bénéficiaires de l'opération seraient néanmoins les plus gros émetteurs de chèques postdatés et les perdants ceux qui ont d'ores et déjà remboursé tout ou partie de leurs dettes pour le montant total des chèques ou, pire, ceux qui ont payé en liquidité. Mais le nombre de faillites prévisibles serait ainsi ramené de 1 700 à 500 environ et nombre de grandes familles protégées. Quant à donner une « leçon » aux spéculateurs... déjà, dit-on à Koweït, la Bourse a connu, dès l'annonce du projet de loi, un regain d'activité suspect. Les courtiers ont dû eux-mêmes rappeler que l'usage des chèques postdatés était banni depuis l'an dernier et mettre en garde les imprudents contre les transactions avec d'éventuels prête-noms de personnes en instance de faillite. « Si vous ne leur donnez pas une leçon... De 1977 à 1982 il y a eu cinq ans, attendez cinq ans et cela recommencera », déclarait M. Al Hamad en février.

VERONIQUE MAURIS.

(1) La loi koweïtienne prévoit qu'une personne mise en faillite peut appeler toutes les sommes qui lui sont dues. Si ses débiteurs sont incapables de rembourser leurs dettes, ils sont à leur tour déclarés en faillite.

FORTE AUGMENTATION DES BÉNÉFICES DU GROUPE HOECHST NUMÉRO UN MONDIAL DE LA CHIMIE

Le groupe allemand Hoechst, numéro un mondial de l'industrie chimique, annonce pour le premier semestre une augmentation de 44 % de ses bénéfices consolidés avant impôts, dont le montant atteint 804 millions de DM (contre 558 millions pour la période comparable de l'exercice écoulé). En s'appuyant sur la moyenne des années précédentes, on peut donc tabler sur une hausse d'environ 25 % des profits nets du groupe.

L'heure de la reprise aurait-elle sonné pour la grande industrie chimique durement frappée en 1982 par la récession ? Il convient d'interpréter ces chiffres avec prudence. A l'issue du premier trimestre, le président du groupe, le docteur Rolf Sammet, avait qualifié la reprise de « plante fragile » et n'en voulait pour preuve que les très médiocres résultats du groupe en R.F.A. et en Europe continentale.

De fait Hoechst n'a eu confirmation du redressement qu'au cours du deuxième trimestre, comme on atteste les résultats de la maison mère, dont 53 % des ventes sont réalisées à l'étranger, en accroissement de 24,4 % à 454 millions de DM pour le semestre, mais encore en légère baisse à l'issue du premier trimestre (- 3,4 %). Qui plus est, la hausse du dollar n'est certainement pas étrangère au phénomène. La firme de Frankfurt n'a pas encore fourni d'indications à ce sujet, mais ses gains de change doivent être importants. Pour la période sous revue, en effet, son chiffre d'affaires mondial ne s'est accru que de 1,2 % à 18,4 milliards de DM (+ 0,4 % pour la société mère).

Il va donc falloir attendre de plus amples informations et surtout les résultats des autres grands, Bayer, B.A.S.F., par exemple, pour avoir une idée plus précise de l'ampleur réelle de la reprise.

● Le Japon accorde à la Chine un crédit de 281,6 millions de dollars. Ce prêt, signé le 15 août, doit servir à la réalisation d'un projet de construction d'un port et de voies ferrées et à l'amélioration de la balance des paiements chinoise, apprend-on de source officielle à Tokyo. Remboursable sur trente ans, après un délai de grâce de dix ans, il portera un intérêt annuel de 3 %. Le Japon et la Chine doivent, d'autre part, signer un traité visant à supprimer la double imposition lors d'une réunion ministérielle sino-japonaise qui se tiendra du 4 au 6 septembre, et examiner un projet d'accord visant à protéger les investissements japonais en Chine. (A.F.P.)

A LA SUITE DE LA LEVÉE DE L'OPPOSITION BRITANNIQUE

L'Argentine va se voir attribuer

un prêt bancaire international de 1,5 milliard de dollars

Le gouvernement de Londres a levé, le 15 août, son opposition à la participation des banques britanniques au nouveau prêt bancaire international de 1,5 milliard de dollars qui doit aider l'Argentine à surmonter ses graves difficultés financières, apprend-on de source officielle. Ce changement d'attitude a été motivé, indique-t-on, par le fait que le Fonds monétaire international (F.M.I.) s'est estimé satisfait des mesures prises par Buenos Aires pour assainir son économie, ainsi que de sa promesse de s'abstenir de toute discrimination à l'encontre des firmes britanniques installées sur son territoire.

En renonçant au boycottage, le gouvernement britannique a aussi tenu compte de la décision des autorités argentines de lever les dernières restrictions financières auxquelles étaient soumises, depuis la guerre des Malouines, les entreprises britanniques opérant sur leur territoire.

Les quatre banques britanniques concernées, la Lloyds, la Midland, la

Barclays et la National Westminster, doivent ensemble fournir environ 150 millions de dollars, soit 10 % du montant global du prêt. Elles avaient accepté en principe depuis longtemps, à l'insistance du F.M.I., de participer à ce prêt, dont la signature, prévue pour le 12 août, avait été retardée du fait de Londres.

En autorisant lundi le versement à l'Argentine d'une tranche de 300 millions de dollars du crédit stand-by accordé en décembre dernier, le F.M.I. a donné le feu vert au prêt bancaire international, qui devait être signé mardi 16 août, estime-t-on dans les milieux financiers de New-York. Le comité exécutif du Fonds monétaire international a notamment estimé « satisfaisant » le système de change mis en place en Argentine. En outre, le Fonds a indiqué que l'Argentine pourra tirer en septembre la prochaine tranche du crédit stand-by, dans la mesure où elle règlera tous les arriérés de paiements liés à sa dette extérieure. (A.F.P.)

L'endettement des pays latino-américains

LES ÉTATS-UNIS PARTICIPERONT A LA CONFÉRENCE DE CARACAS

Washington (A.F.P.). - Les États-Unis ont décidé, le 15 août, de participer à la réunion des pays débiteurs d'Amérique latine organisée sous l'égide de l'Organisation des États américains (O.E.A.), du 5 au 9 septembre à Caracas, à « son appui ». Washington de source diplomatique. Cette décision devrait être annoncée officiellement jeudi 18 ou vendredi 19 août, et la délégation américaine, a-t-on indiqué de même source, sera certainement dirigée par le sous-secrétaire au Trésor, M. Beryl Sprinkel, et comprendra douze membres, dont l'ambassadeur des États-Unis à l'O.E.A., M. William Middendorf.

Les États-Unis, rappelle-t-on, s'étaient opposés initialement à la convocation de cette « conférence spécialisée extraordinaire », qui doit examiner globalement la situation financière de l'Amérique latine, où se trouve concentrée la moitié de la dette extérieure du tiers-monde (1).

En mai dernier, dans le cadre de la commission économique de l'O.E.A., Washington avait indiqué sa préférence pour une réunion d'experts plutôt qu'une conférence gouvernementale.

Dans les milieux diplomatiques américains, on estime que cette participation du sous-secrétaire au Trésor est destinée à apaiser les craintes, que ces mêmes milieux jugent infondées, concernant la création d'un « cartel des débiteurs ».

(1) Par la suite, les États-Unis avaient décidé d'y assister en tant que pays observateur (Le Monde des 11 et 12 août).

● Baisse du dollar à Tokyo. - Le dollar s'échangeait à 245,10 yens à l'ouverture, lundi 15 août, à Tokyo, contre 247,35 yens, vendredi 12 août, en clôture.

MONNAIES ET CHANGES

Baisse du dollar

Américains lundi à New-York, en particulier, la baisse du dollar s'est encore accentuée mardi 16 août sur les grandes places financières internationales, dans des marchés généralement assez calmes. Elle a été particulièrement forte (- 1,6 %) à Paris, pour le 15 août où le dollar vert est retombé de 8,2070 F vendredi à 8,0750 F, mais très sensible aussi (- 1,1 %) à Frankfurt (2,6825 DM contre 2,7114 DM lundi), à Zurich (- 0,9 %) avec un cours de 2,1525 francs suisses pour un dollar contre 2,1720 francs suisses et Tokyo (244,60 yens contre 246,15 yens).

Selon les cambistes, la faible performance de la monnaie américaine s'explique à la fin de la semaine écoulée (480 millions de dollars au lieu de 2,1 milliards de dollars généralement escomptés) à cause d'un fort effet d'influence favorable. Mais les attributions de ce nouveau reflux à la détente enregistrée sur le front monétaire avec la baisse des taux de l'Europe de l'Est-Unis (9,43 % à trois mois contre 9,57 % et de l'euro-dollar à six mois (10,5 % contre 11 %).

L'or s'est redressé pour atteindre 420 dollars l'once dans la City contre 416 dollars lundi après-midi.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	+ ou -	Rep. + ou Dép.	-	Rep. + ou Dép.	-	Rep. + ou Dép.	-
SE-U.....	8,0750	8,0700	+ 150	+ 200	+ 200	+ 250	+ 600	+ 820
S.ann.....	6,5422	6,5462	+ 150	+ 215	+ 385	+ 385	+ 774	+ 915
Yen (100).....	2,4464	2,4592	+ 150	+ 190	+ 300	+ 345	+ 925	+ 1080
DM.....	3,0108	3,0131	+ 180	+ 285	+ 340	+ 375	+ 965	+ 1035
SE (100).....	2,6874	2,6891	+ 145	+ 175	+ 285	+ 315	+ 829	+ 895
F.R. (100).....	15,0000	15,0000	+ 400	+ 600	+ 800	+ 1010	+ 1250	+ 1500
P.B. (100).....	3,7400	3,7815	+ 250	+ 283	+ 400	+ 530	+ 1200	+ 1540
L (1 000).....	5,0722	5,0737	- 255	- 290	- 435	- 480	- 1255	- 1405
E.....	12,1218	12,1217	+ 200	+ 308	+ 500	+ 600	+ 1300	+ 1500

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 M	6 M	9 M	12 M	18 M	24 M	36 M	48 M	60 M	72 M	84 M	96 M	108 M	120 M
SE-U.....	9 5/8	10	9 3/4	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8
DM.....	4 3/16	5 1/4	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
SE (100).....	8	9	8 1/2	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
SE.....	7 7/8	2 1/2	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16
SE (100).....	16 1/4	16 3/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
SE.....	3 3/4	3 1/4	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
SE.....	12 5/8	12 7/8	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2

AFFAIRES

CREUSOT-LOIRE CÈSSE DE SOUTENIR SA FILIALE AMÉRICAINNE PHENIX STEEL

La société sidérurgique américaine Phenix Steel a demandé à bénéficier de la loi sur les faillites après que son actionnaire majoritaire, le groupe français Creusot-Loire, ait annoncé qu'il ne compenserait plus les pertes de sa filiale. Les avocats de Phenix Steel ont précisé que Creusot-Loire avait fait connaître le 11 août sa décision, et qu'aucun autre appui permettant à Phenix Steel de poursuivre ses opérations n'avait pu être trouvé. Selon ces avocats, Creusot-Loire, qui a acquis en 1976 une participation de 56 % dans Phenix Steel, a versé depuis cette date 65 millions de dollars pour soutenir la société américaine. Or, cette dernière accumule les pertes (140 millions de francs en 1982), et la valeur de ses actifs au 30 juin était égale au montant de ses dettes (17 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 147 millions). Phenix Steel, qui emploie mille trois cents personnes, produit essentiellement des éléments de pipe-line et des canalisations en acier. Le marasme de l'exploration pétrolière et gazière a aggravé la situation de l'entreprise, dont l'usine de Phenixville ne tourne plus qu'à 30 % de ses capacités de production.

La loi américaine sur les faillites permet à une société de réorganiser ses activités sous le contrôle d'un juge, en obtenant ainsi la suspension des poursuites de ses créanciers. La procédure adoptée pour Phenix Steel s'apparente à la suspension provisoire des poursuites prévue par la législation française. Les plus importants créanciers de Phenix Steel sont des banques. Selon les documents déposés devant le juge, la société doit 10 millions de dollars à la French American Bank, 8 millions au Crédit lyonnais, 5 millions au Crédit industriel et commercial, 5 également à la Banque française du commerce extérieur, 3 millions à Indosuez, et 2 millions à la Banque de l'Union européenne et à la Barclay's Bank international.

CRÉATION DE L'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS D'ÉTAIN

L'Association des pays producteurs d'étain, qui regroupe la Bolivie, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et le Zaïre, qui assurent 90 % de la production mondiale, a officiellement vu le jour mardi 16 août. Des responsables des cinq pays fondateurs vont se réunir prochainement en Thaïlande afin de préparer la conférence inaugurale de l'association.

Les producteurs ont déclaré que leur association n'avait pas pour but de se substituer à l'accord international sur l'étain (ITA), constitué sous l'égide des Nations unies et chargé de réguler les cours grâce à un stock d'intervention. Les articles de l'association permettent aux membres de prendre les mesures appropriées, afin d'établir les arrangements financiers et institutionnels pour surmonter les problèmes auxquels l'industrie se trouve confrontée.

Les consommateurs craignent que les producteurs n'invoquent une telle clause pour constituer leur propre stock de régulation ou pour imposer des réductions des exportations quand ils le jugeront utile. (Reuters.)

LES CHEMINS DE FER BRITANNIQUES FONT DES BÉNÉFICES

La société nationale des chemins de fer britannique, British Rail, annonce qu'elle a réalisé, au premier semestre, un bénéfice net, après frais financiers, de 5 millions de livres (environ 60 millions de francs). Pour la même période de l'an passé, l'entreprise avait enregistré une perte de 81 millions de livres (environ 950 millions de francs).

British Rail espère terminer l'année avec un résultat d'exploitation bénéficiaire de 70 millions de livres (contre une perte de 173 millions de livres en 1982), ce qui, même après déduction de ses charges financières, lui garantirait l'équilibre. Sa marge d'autofinancement sera suffisante pour payer 90 % de son programme d'investissement de 300 millions de livres (3 500 millions de francs).

Ce redressement spectaculaire ferait de British Rail l'un des rares réseaux ferrés au monde à gagner de l'argent. La société britannique attribue son succès à ses efforts pour améliorer la productivité et pour réduire les coûts. - J.S.

COMMERCE INTERNATIONAL

Équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre

Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre.

Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre.

Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre.

Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre.

Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre.

Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre.

Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre.

Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre.

Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre.

Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre. Les équipements de composants électroniques pour les téléphones de 54 à au cours du premier semestre.

LA SURETÉ DE LA LEVÉE DE L'OPPOSITION BRITANNIQUE

L'Argentine va se voir attribuer un prêt bancaire international de 1,5 milliard de dollars

Le gouvernement de Londres a levé le 15 août son opposition à la participation des banques britanniques au prêt bancaire international de 1,5 milliard de dollars qui doit être versé à l'Argentine pour financer son plan de développement économique. Ce changement d'attitude a été motivé, explique-on, par le fait que le Fonds monétaire international (F.M.I.) a voté samedi dernier des mesures pour encourager les banques à participer au prêt bancaire international. Les banques britanniques ont donc pu participer à la levée de l'opposition.

En conséquence, le prêt bancaire international de 1,5 milliard de dollars sera versé à l'Argentine pour financer son plan de développement économique. Ce changement d'attitude a été motivé, explique-on, par le fait que le Fonds monétaire international (F.M.I.) a voté samedi dernier des mesures pour encourager les banques à participer au prêt bancaire international.

L'endettement des pays latino-américains

LES ÉTATS-UNIS PARTICIPERONT À LA CONFÉRENCE DE CARACAS

Washington (A.F.P.) - Les États-Unis ont décidé, le 15 août, de participer à la conférence de Caracas sur l'endettement des pays latino-américains. Cette conférence, organisée par le Fonds monétaire international (F.M.I.), se tiendra à Caracas, au Venezuela, du 20 au 24 septembre. Les États-Unis ont annoncé qu'ils enverraient une délégation de hauts fonctionnaires pour discuter des mesures à prendre pour réduire l'endettement des pays latino-américains.

LE BRÉSIL NE DÉCIDE UNILATÉRALEMENT

Brasilia (A.F.P.) - Le Brésil a refusé de décider unilatéralement la réduction de son endettement. Le gouvernement brésilien a déclaré qu'il devait négocier avec les créanciers pour trouver une solution acceptable. Le Brésil a également déclaré qu'il ne pouvait pas réduire son endettement sans que les autres pays latino-américains ne fassent de même.

MONNAIES ET CHANGES

Baisse du dollar

Le dollar a baissé de 10 points par rapport à la livre sterling, le 15 août. Cette baisse est due à la spéculation sur le marché des changes. Les investisseurs ont anticipé une baisse du dollar par rapport à la livre sterling.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DE

Taux des euro-monnaies

Monnaie	Taux
Libra sterling	1,48
Mark allemand	1,45
Franc suisse	1,42
Yen japonais	1,38
Coron danois	1,35
Escudo portugais	1,32
Drac tchèque	1,28
Florin néerlandais	1,25
Mark finlandais	1,22
Mark suédois	1,18

COMMERCE INTERNATIONAL

Les exportations de composants électroniques japonais ont augmenté de 54 % au cours du premier semestre

De notre correspondant

Tokyo. - En dépit des temps difficiles, les exportations de composants électroniques japonais ont augmenté de 54 % au cours du premier semestre. Cette augmentation est due à la demande croissante de composants électroniques dans les industries automobiles et aéronautiques.

Marchés financiers

NEW-YORK

La hausse s'accroît

Wall Street a connu lundi ses meilleures dispositions. Réamorcé la semaine précédente, le mouvement de reprise s'est accru, et même amplifié, et, à la clôture, l'indice des actions a augmenté de 10,67 points à 1.193,49, après avoir même franchi un moment la barre des 1.200.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

Le premier modèle Chrysler turbo est sorti le 15 août. Ce modèle, le Dodge Daytona, est le plus puissant des modèles de Chrysler. Il a une puissance de 225 chevaux.

Energie

Le Koweït et l'Arabie Saoudite baissent le prix de leur gaz naturel. Les pays arabes du Golfe ont décidé de baisser le prix de leur gaz naturel pour attirer de nouveaux clients.

SAINT-DOMINGUE

Le nombre des chômeurs a augmenté à Saint-Domingue. Le chômage est devenu un problème majeur pour le gouvernement de Saint-Domingue.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE

SONACAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 08/83/DEI

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de : - Lot n° 1 : machines à café ; - Lot n° 2 : percolateurs. Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES

La Yemen Bank for Reconstruction and Development Sana'a met en vente aux enchères publiques une quantité importante de matériaux de construction inutilisés et en surplus provenant de son projet de construction à Sana'a, près de l'hôtel Sheraton.

AGRICULTURE

L'« agrobusiness » américain au creux de la vague

(Suite de la première page.)

Ce programme aura, dit-on, un double effet : un allègement des stocks et une remontée des cours. Mais il en provoque un troisième, redoutable : déjà durement affectés par la baisse de rentabilité des fermes, les industries d'équipement (qui avec les industries d'aval emploient vingt millions de personnes) voient encore réduire pour 1983, avec le gel des terres, leurs débouchés.

CONJONCTURE

M. GATTAZ A L'ÉLYSÉE

Le président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) devait être reçu le 16 août à 16 heures, par le président de la République. A l'Élysée comme au siège de l'organisation patronale, on souligne que cette rencontre ne revêt aucun caractère exceptionnel et qu'elle s'inscrit dans le cadre des entretiens réguliers entre M. Mitterrand et le patron des patrons.

Prochain article :

BAS REVENUS ET DOLLAR FORT

Une responsabilité pour l'avenir

Les cannes de golf dans le coffre et le luxe de la voiture elle-même sont trompeurs. La ferme de Rich Township, à Evansville (Wisconsin) n'est pas celle d'un « gros » : 180 hectares, 67 vaches, une étable ancienne, avec le classique déficit du secteur public américain a été de 395 milliards de francs - soit 2,65 milliards de dollars environ - au cours des six premiers mois de 1983. Selon le ministère de la planification et du budget du Mexique, ce montant est inférieur de 5 % à celui enregistré en moyenne ces cinq dernières années. Pendant le premier semestre, l'endettement extérieur net du secteur public a augmenté de 820 millions de dollars, ce qui représente 16,4 % du total de la dette extérieure prévue pour 1983. - (A.F.P.)

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

Le premier modèle Chrysler turbo est sorti le 15 août. Ce modèle, le Dodge Daytona, est le plus puissant des modèles de Chrysler. Il a une puissance de 225 chevaux.

Energie

Le Koweït et l'Arabie Saoudite baissent le prix de leur gaz naturel. Les pays arabes du Golfe ont décidé de baisser le prix de leur gaz naturel pour attirer de nouveaux clients.

SAINT-DOMINGUE

Le nombre des chômeurs a augmenté à Saint-Domingue. Le chômage est devenu un problème majeur pour le gouvernement de Saint-Domingue.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE

SONACAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 08/83/DEI

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de : - Lot n° 1 : machines à café ; - Lot n° 2 : percolateurs. Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES

La Yemen Bank for Reconstruction and Development Sana'a met en vente aux enchères publiques une quantité importante de matériaux de construction inutilisés et en surplus provenant de son projet de construction à Sana'a, près de l'hôtel Sheraton.

CONJONCTURE

M. GATTAZ A L'ÉLYSÉE

Le président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) devait être reçu le 16 août à 16 heures, par le président de la République. A l'Élysée comme au siège de l'organisation patronale, on souligne que cette rencontre ne revêt aucun caractère exceptionnel et qu'elle s'inscrit dans le cadre des entretiens réguliers entre M. Mitterrand et le patron des patrons.

Prochain article :

BAS REVENUS ET DOLLAR FORT

Une responsabilité pour l'avenir

Les cannes de golf dans le coffre et le luxe de la voiture elle-même sont trompeurs. La ferme de Rich Township, à Evansville (Wisconsin) n'est pas celle d'un « gros » : 180 hectares, 67 vaches, une étable ancienne, avec le classique déficit du secteur public américain a été de 395 milliards de francs - soit 2,65 milliards de dollars environ - au cours des six premiers mois de 1983. Selon le ministère de la planification et du budget du Mexique, ce montant est inférieur de 5 % à celui enregistré en moyenne ces cinq dernières années. Pendant le premier semestre, l'endettement extérieur net du secteur public a augmenté de 820 millions de dollars, ce qui représente 16,4 % du total de la dette extérieure prévue pour 1983. - (A.F.P.)

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

Le premier modèle Chrysler turbo est sorti le 15 août. Ce modèle, le Dodge Daytona, est le plus puissant des modèles de Chrysler. Il a une puissance de 225 chevaux.

Energie

Le Koweït et l'Arabie Saoudite baissent le prix de leur gaz naturel. Les pays arabes du Golfe ont décidé de baisser le prix de leur gaz naturel pour attirer de nouveaux clients.

SAINT-DOMINGUE

Le nombre des chômeurs a augmenté à Saint-Domingue. Le chômage est devenu un problème majeur pour le gouvernement de Saint-Domingue.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE

SONACAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 08/83/DEI

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de : - Lot n° 1 : machines à café ; - Lot n° 2 : percolateurs. Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES

La Yemen Bank for Reconstruction and Development Sana'a met en vente aux enchères publiques une quantité importante de matériaux de construction inutilisés et en surplus provenant de son projet de construction à Sana'a, près de l'hôtel Sheraton.

CONJONCTURE

M. GATTAZ A L'ÉLYSÉE

Le président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) devait être reçu le 16 août à 16 heures, par le président de la République. A l'Élysée comme au siège de l'organisation patronale, on souligne que cette rencontre ne revêt aucun caractère exceptionnel et qu'elle s'inscrit dans le cadre des entretiens réguliers entre M. Mitterrand et le patron des patrons.

Prochain article :

BAS REVENUS ET DOLLAR FORT

Une responsabilité pour l'avenir

Les cannes de golf dans le coffre et le luxe de la voiture elle-même sont trompeurs. La ferme de Rich Township, à Evansville (Wisconsin) n'est pas celle d'un « gros » : 180 hectares, 67 vaches, une étable ancienne, avec le classique déficit du secteur public américain a été de 395 milliards de francs - soit 2,65 milliards de dollars environ - au cours des six premiers mois de 1983. Selon le ministère de la planification et du budget du Mexique, ce montant est inférieur de 5 % à celui enregistré en moyenne ces cinq dernières années. Pendant le premier semestre, l'endettement extérieur net du secteur public a augmenté de 820 millions de dollars, ce qui représente 16,4 % du total de la dette extérieure prévue pour 1983. - (A.F.P.)

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

Le premier modèle Chrysler turbo est sorti le 15 août. Ce modèle, le Dodge Daytona, est le plus puissant des modèles de Chrysler. Il a une puissance de 225 chevaux.

Energie

Le Koweït et l'Arabie Saoudite baissent le prix de leur gaz naturel. Les pays arabes du Golfe ont décidé de baisser le prix de leur gaz naturel pour attirer de nouveaux clients.

SAINT-DOMINGUE

Le nombre des chômeurs a augmenté à Saint-Domingue. Le chômage est devenu un problème majeur pour le gouvernement de Saint-Domingue.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE

SONACAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 08/83/DEI

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de : - Lot n° 1 : machines à café ; - Lot n° 2 : percolateurs. Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES

La Yemen Bank for Reconstruction and Development Sana'a met en vente aux enchères publiques une quantité importante de matériaux de construction inutilisés et en surplus provenant de son projet de construction à Sana'a, près de l'hôtel Sheraton.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 10/83

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture de : - Lot n° 1 - THERMOSTATS (KITS) adaptables. - Lot n° 2 - Compresseurs hermétiques. Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la Loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le Commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant ou de producteur.

En outre, conformément à la circulaire n° 21 DGC-IMP du 4 mai 1981 du ministère du commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :

- Le statut de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires ;

- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social ;

- La liste des principaux gestionnaires de l'entreprise ;

- Les bilans des deux dernières années ;

- L'attestation de non-recours à des intermédiaires, conformément à l'article 12 de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur ;

- La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à SONACAT, Direction des équipements industriels, 11, rue de Sidi-Moussa, Dar-el-Beï, contre la somme de 100 DA le lot.

Les offres, établies conformément aux exigences du cahier des charges, doivent parvenir obligatoirement par voie postale sous double pli anonyme cacheté et recommandé, au plus tard le 8 septembre 1983, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement la mention d'AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 08/83/DEI - A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours.

A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. TCHAD : « Le fruit des hésitations », par le général Chevenne-Bertin ; « La crédibilité en question », par Jean-Pierre La Dantec.
3. LU : « Sava, idéologie, islam, de Fatima Mernissi.

ÉTRANGER

3. LA GUERRE AU TCHAD
4. AMÉRIQUES
- PARAGUAY : le général Stroessner a entamé son septième mandat présidentiel.
4. AFRIQUE
- « Fin de règne au Mali » (II), par Jean-Pierre Languet.
4. PROCHE-ORIENT
5. EUROPE
- POLOGNE : M. Walesa s'associe à l'ultimatum des ouvriers de Gdansk.
- IRLANDE DU NORD : violence quotidienne et impasse politique.

SOCIÉTÉ

6. LA FIN DU PÈLERINAGE DE JEAN-PAUL II A LOURDES.
7. Un chauffeur de l'ambassade du Sud-Yémen meurt dans l'incendie de sa voiture à Paris.
- « Les projets et démarches d'un jeune anarchiste ».
8. SPORTS.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

9. La très grave recrudescence de la maladie du sommeil en Afrique équatoriale et saïennaise.
- POINT DE VUE : « Des risques pour les nouveaux-nés », par le professeur Alexandre Minkowski.

CULTURE

11. ANIMATION : rencontre avec Armand Gatti à Toulouse.
12. LETTRES : mort d'Auguste Angles.
13. SOIRÉES : moments en perspective.
14. COMMUNICATION : la première assemblée des radios de type communautaire.

RÉGIONS

17. Chances et malchances pour les Auvergnats.

ÉCONOMIE

18. ÉTRANGER : l'endettement des pays latino-américains ; l'Argentine va se voir attribuer un prêt international de 1,5 milliard de dollars.
19. AGRICULTURE : l'agro-business américain dans la crise de la vigne.

RADIO-TÉLÉVISION (14)
INFORMATIONS
- SERVICES - (10) :
Bibliographie ; Météorologie ; Mors croisés.
Annonces classées (15 à 17) ;
Carnet (8) ; Programmes des spectacles (12 et 13).

Le numéro de « Monde »
daté 16 août 1983
a été tiré à 388 238 exemplaires

OUVERT EN AOÛT
DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
PANTALONS
A partir de **500 F**
ET COSTUMES
MESURE
A partir de **1.450 F**
3.000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS ET PUPES
sur mesure
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-81.
Du lundi au vendredi,
de 10 heures à 18 heures

Aux Etats-Unis

L'influence croissante de M. William Clark en politique étrangère irrite M. Shultz

New-York. — Des rumeurs font état d'une certaine mobilité de M. George Shultz à l'égard de la Maison Blanche, et les bruits d'une démission prochaine du secrétaire d'Etat circulent de nouveau, malgré les démentis de l'administration. Un an après son arrivée à la tête de la diplomatie américaine, le successeur de M. Alexander Haig se trouve, à son tour, dans une situation peu confortable, en raison notamment du pouvoir croissant de M. William Clark, conseiller du président pour les affaires de sécurité.

M. Shultz a sans doute perdu des mois précieux l'été dernier, à ramener à de justes proportions l'affaire du gazoduc et à convaincre discrètement les alliés européens que les positions de M. Reagan pouvaient, avec le temps, être amendées. Des mois pendant lesquels il aurait sans doute pu mettre à profit le désarroi provisoire des dirigeants israéliens devant les protestations internationales suscitées par leur action au Liban et en obtenir quelques concessions.

Tandis que le secrétaire d'Etat tentait vainement de relancer le plan Reagan de paix au Proche-Orient, dont l'enlèvement était aussi évident que celui des négociations Est-Ouest sur le désarmement, l'activisme diplomatique renaissait à la Maison Blanche avec deux chefs de file : M. William Clark, le conseiller du président pour les affaires de sécurité, et M. Jeane Kirkpatrick, l'ambassadrice auprès des Nations unies.

Le voyage de cette dernière en Amérique latine, en janvier, a marqué un tournant : dix-huit mois après la disgrâce de M. Haig, le Salvador et le Nicaragua revenaient de nouveau à la « une » de l'actualité et des discours d'un président apparemment convaincu qu'il avait trouvé là le champ d'une politique « musclée ».

En quelques mois M. William Clark, qui n'était pas étranger à la chute de M. Haig, est devenu le véritable chef de la diplomatie centre-américaine : c'est lui qui a fait rompre M. Thomas Enders, diplomate de carrière et adjoint direct de M. Shultz pour les affaires interaméricaines, par un autre diplomate, M. Motley, qui, lui, n'a pas d'expérience dans la région. C'est M. Clark qui a obtenu la nomination

De notre correspondant

comme envoyé spécial du président en Amérique centrale, M. Richard Stone, un ancien sénateur républicain de Floride sans autre expérience que celle des affaires. C'est lui encore qui a fait désigner M. Kissinger comme chef de la commission bipartite d'enquête. Et c'est aussi lui qui a suggéré au président l'idée des grandes manœuvres interarmées en Amérique centrale. Une « idée », dit-on, qui a suscité l'irritation de M. Shultz qui n'avait pas été consulté. C'est encore M. Clark qui a encouragé le président à mettre fin à la mission de M. Philip Habib au Proche-Orient et à le remplacer par M. McFarlane, qui était son adjoint au Conseil de sécurité.

M. Shultz, pondéré et discret, plus habitué aux rapports feutrés qu'entrepreneurs, laquais et hommes d'affaires qu'à ces manières de hussard, paraît quelque peu dépassé par les événements. Malgré le prestige dont il jouit dans les milieux politiques et financiers de Washington et les bonnes relations qu'il entretient avec le Congrès, il se heurte à un adversaire doté d'un pouvoir exorbitant : plus que tout autre, M. William Clark est, en effet, par ses origines comme par ses idées, « l'homme du président ».

Un « instinct politique »

M. Clark est né il y a cinquante et un ans dans un ranch de Californie où il a passé toute sa jeunesse. Comme le président, il n'a pas fait d'études très poussées, comme lui, il a un « instinct politique » fait de certitudes concernant les vertus traditionnelles et la grandeur de l'Amérique. Les bottes, le chapeau et la ceinture de cowboy qu'il arbore avec son costume de ville ont cessé de faire rire les politiciens professionnels de la capitale fédérale lorsqu'ils se sont aperçus qu'ils correspondaient exactement à l'idée que le conseiller pour les affaires de sécurité se fait de son personnage public, un personnage que le président, apparemment, aime et apprécie.

M. Clark a fait de simples études primaires et secondaires dans des écoles rurales, il passe quelques temps à l'université Stanford, s'y sentant mal à l'aise, envisage de devenir prêtre, reste un an à l'école de droit de l'université Loyola de Los Angeles, sert deux ans en Alle-

magne dans les services de renseignement et en revient avec une jeune femme réfugiée tchécoslovaque. Puis il travaille comme agent d'assurances le jour, et reprend ses cours de droit le soir à Loyola.

Pressé d'assurer la subsistance de sa famille, il abandonne ses études, mais réussit l'examen du barreau de Californie, auquel, à sa seconde tentative, il est reçu. Il perçoit comme avocat d'affaires dans sa ville natale d'Oxnard, au nord de Los Angeles. Si bien qu'il est bientôt capable d'acheter un ranch de 400 hectares près de San-Luis-Obispo.

Né dans une famille démocrate, il est, comme M. Reagan, et au même moment, séduit par le parti républicain en raison de la campagne présidentielle « idéologique » de M. Barry Goldwater, en 1964. Deux ans plus tard, il soutient la campagne de M. Reagan, candidat au poste de gouverneur de Californie, et, après sa victoire, devient son bras droit à Sacramento. Malgré les protestations des justes californiens qui le vouaient très peu qualifié, le gouverneur nommé « Bill » Clark, juge adjoint à la cour d'appel de Los Angeles, puis juge adjoint à la Cour suprême de Californie, à San-Francisco.

C'est à « Bill » Clark, dont certains disent qu'il se considère comme un « frère », que le président Reagan fait appel pour devenir secrétaire d'Etat adjoint. Malgré un examen catastrophique de questions-réponses, devant la commission des affaires étrangères, sa nomination est confirmée par le Sénat.

Depuis, un concert de louanges a accompagné ses « progrès ». Il est vrai que l'homme du président travaille dur et a appris rapidement à connaître un certain nombre de dossiers. Mais la simplicité de ses convictions n'a pas été ébranlée pour autant. L'un de ses axiomes favoris est que les Etats-Unis ne sauraient être trop « fermes » avec l'Union soviétique. M. Clark a conservé de ses années de service auprès du gouverneur de Californie l'habitude de donner à M. Reagan, qui n'aime guère la « paperasse », des « résumés » succincts des dossiers en cours. Beaucoup trop succincts, estiment certains responsables qui jugent que M. Clark contribue à « déformer » le président sur les sujets délicats et complexes.

NICOLE BERNHEIM

Hitler et le bouc...

Adolf Hitler aurait été mordu au pénis par un bouc à l'âge de huit ans, à la suite d'un pari stupide. Pour l'avoir affirmé à plusieurs reprises, le soldat autrichien Eugen Wassner, un ancien compagnon de jeu d'Hitler, a été exécuté en novembre 1943, affirmant celui qui fut son avocat, M. Dietrich Guestraw.

Celui-ci rapporte dans son livre — paru en 1981 et dont le journal dominical *Welt am Sonntag* vient de publier un extrait — cette étrange histoire tragi-comique qui se serait passée en 1897 dans une petite localité autrichienne où le futur maître du Troisième Reich fréquentait la même école que le modeste soldat.

En 1943, sommé par ses camarades de chambre d'interroger personnellement auprès

d'Hitler pour lui exposer la situation critique sur le front est, Wassner se serait écrit : « Ah, l'Adolf ! Il est fou depuis qu'il est tout petit, puisqu'un bouc lui a mordu le z... ». A ses camarades, qui n'en croyaient pas leurs oreilles, Wassner aurait ajouté : « Oui, j'y étais. Il avait fait le pari qu'il passerait dans le mouchoir d'un bouc ».

Deux jours plus tard, raconte l'ancien avocat, Wassner était arrêté et incarcéré à la prison militaire de Berlin-Spandau. Au cours du procès, commencé après trois mois de détention préventive, il était accusé d'avoir gravement « calomnié le Führer et d'avoir porté atteinte au moral des troupes ». Il était exécuté quelques jours plus tard.

Au Pakistan

Nouvelles manifestations de l'opposition

Islamabad (A.F.P.). — Des milliers de deux des huit partis du Mouvement pour la restauration de la démocratie (M.R.D.) ont été arrêtés lundi 15 août à Karachi (sud du Pakistan), au deuxième jour d'importantes manifestations dans tout le pays contre le régime du général Zia Ul-Haq. La seconde journée de « la campagne de désobéissance civile » lancée par le M.R.D. (interdit) a vu, comme la veille, des dizaines de milliers de personnes manifester.

M. Ghulam Mustafa Jatoi, dirigeant pour la province du Sind (Sud) du Parti du peuple pakistanais (P.P.P.), interdit, de l'ancien premier ministre Ali Bhutto), interpellé lundi, était l'un de ses principaux chefs encore libérés après l'arrestation, dimanche, notamment du secrétaire général du P.P.P., M. Farooq Leghari. L'autre responsable arrêté est M. Mairaj Mohammad Khan, président du Front national de libération (N.L.F., illégal).

La procédure de justice prévue par la loi martiale s'appliquera aux personnes arrêtées ; elles risquent, au minimum, un an de prison. Après le succès du rassemblement de Karachi, dimanche, l'agitation s'est répandue lundi dans la plupart des villes de la province du Sind (sud du pays), entraînant une très dure ré-

pression policière et de nombreuses arrestations. A Sukkur, notamment, les partisans du M.R.D. ont incendié quatre camions-citernes appartenant au ministère de la défense. A Ghodki, plus au nord, les jeunes militants du M.R.D. ont enlevé le chef de gare et démonté la voie ferrée.

A Lahore (nord-est du pays), Quetta (ouest) et Peshawar (nord-ouest), les trois autres capitales provinciales, une douzaine de responsables des partis laïcs formant le M.R.D. se sont fait volontairement arrêter comme le faisaient les militants indépendants de l'empire britannique des Indes. La direction du M.R.D. a fait savoir que les arrestations volontaires se poursuivraient jusqu'à la levée de la loi martiale en vigueur depuis six ans.

Cette campagne de désobéissance civile constitue la première sérieuse tentative de désorganisation du pays depuis l'accession de Yahya Khan au pouvoir en juillet 1977. Pour son deuxième jour, elle a pris une ampleur plus grande que celle que pouvait laisser prévoir l'état de division dans lequel se trouvent les partis hostiles au général Zia, relégués les uns à l'arrière-plan. Personne ne se hasarde toutefois à émettre un pronostic sur son avenir.

En Angola

De violents affrontements opposent les guérilleros de l'UNITA aux troupes de Luanda dans la province de Mexico

Alors que Luanda annonçait, dimanche 14 août, avoir tué mille cent guérilleros de l'UNITA et repoussé une attaque de ceux-ci contre la ville de Cangamba (province de Mexico), les guérilleros de l'UNITA ont annoncé, lundi, la prise de la ville, située dans l'ouest du pays, après un siège de onze jours au cours duquel ils auraient tué plus de sept cents ennemis et fait cent soixante-cinq prisonniers.

Dans un communiqué publié à Lisbonne, l'UNITA précise que cent vingt soldats cubains figurent parmi les sept cent neuf morts. Elle chiffre

ses propres pertes à soixante-trois morts et deux cents blessés. Dans sa version de la bataille, l'UNITA indique que trois de ses brigades ont attaqué et isolé la ville en résistant à trois attaques au napalm et à une phosgene effectuées par des avions Mig et Antonov et des hélicoptères.

Cinq Mig et quatre hélicoptères ont été abattus, ajoute le communiqué, qui précise que les derniers membres d'une brigade cubaine dans la ville ont été évacués par hélicoptère. D'autre part, le général Viljoen, chef des forces armées sud-africaines, a catégoriquement démenti, lundi, des accusations de Luanda selon lesquelles des bombardiers sud-africains auraient détruit dimanche la ville angolaise de Cangamba (le Monde du 16 août). Qualifiant d'« absurdité » les informations de l'ANGOP, le général Viljoen a affirmé que les Impala ont un rayon d'action insuffisant pour frapper Cangamba, située à environ 400 kilomètres au nord de la frontière namibienne.

Il a encore indiqué que les « vols de reconnaissance aériens » d'avions Cambera étaient liés au renforcement de troupes cubaines et angolaises dans le sud de l'Angola, et notamment au déploiement récent de rampes de missiles Sam-3. — (Reuter, A.F.P.)

En Ethiopie

DIX RESSORTISSANTS SUISSES ENLEVÉS PAR LE FRONT DE LIBÉRATION DU TIGRE

Dix ressortissants suisses, membres de l'organisation humanitaire Terre des hommes, ont été capturés, le 3 août, dans la province éthiopienne du Wolk, au nord d'Addis-Abeba, par des combattants du Front populaire de libération du Tigre, a annoncé, lundi 15 août, le ministère helvétique des affaires étrangères. Six d'entre eux travaillaient dans un village d'orphelins géré par l'organisation, ou sur un projet de lutte contre la sécheresse lié à ce village. Les autres étaient des amis et parents de passage.

Un porte-parole de Terre des hommes a indiqué que le Front avait demandé qu'un représentant de l'organisation humanitaire vienne sur place prendre en charge les dix ressortissants suisses. Il a ajouté que ce représentant se rendrait dès mardi à Addis-Abeba.

Déjà en avril 1983, douze volontaires d'organisations caritatives avaient été enlevés par le F.P.L.T. (le Monde du 27 avril), puis relâchés au début du mois de juin. — (Reuter, A.P.)

A Madagascar

L'ASSIGNATION A RÉSIDENCE DE M. MONJA JAONA A ÉTÉ LEVÉE

Tananarive (A.F.P.). — Huit mois, jour pour jour, après son assignation à résidence dans une localité du centre sud de Madagascar, M. Monja Jaona, président du parti Monima (opposition) et ancien doyen du Conseil suprême de la révolution (la deuxième instance du régime), a été libéré lundi 15 août.

M. Monja Jaona avait été assigné à résidence, le 15 décembre 1982, pour avoir publiquement contesté le résultat du scrutin présidentiel, en novembre dernier, et lancé un appel à la grève générale. Le président Didier Ratsiraka avait réprimé 80,17 % des suffrages exprimés, et M. Monja Jaona 19,83 %, selon les chiffres officiels.

Le vieux leader nationaliste, originaire du sud du pays, a rejoint son domicile à Tananarive, où l'attendaient sa famille et de nombreux militants du Monima. Son état de santé est satisfaisant, a-t-on précisé à son entourage. M. Monja Jaona a confirmé à son entourage sa décision de se présenter aux élections législatives, dimanche 28 août, dans la capitale.

UN COLLABORATEUR DU « MONDE » ET SON ÉPOUSE SE TUENT DANS UN ACCIDENT D'AVION

Un avion de tourisme s'est écrasé lundi 15 août dans l'après-midi dans une rue d'un lotissement situé à proximité de l'aérodrome de Reventin-Vaigris (Isère). L'appareil, un Rallye MS-892, qui avait quitté Saint-Quentin (Aisne) le matin pour se rendre au Lac (Vaucluse), devait faire une escale de ravitaillement à Reventin-Vaigris. Selon la gendarmerie, l'avion après un premier passage au-dessus de l'aérodrome n'a pu être redressé, en raison d'un fort vent, et s'est écrasé après avoir arraché les toitures de deux maisons et heurté une ligne électrique.

Le pilote, M. Louis Lepetit, quarante-cinq ans, ingénieur attaché à la direction des imprimeries du Monde, et son épouse Jeannette, cinquante ans, tous deux membres de l'aérodrome de Saint-Quentin, ont été tués dans l'accident.

[Né le 4 décembre 1938 à Boulogne-sur-Seine, Louis Lepetit était ingénieur diplômé de l'Ecole Breguet. Après avoir commencé sa carrière comme ingénieur technique-commercial chez Siemens, il était entré à la Cercl, filiale de Jeumont-Schneider spécialisée notamment dans l'informatique de photocomposition, puis devenu adjoint au chef des services techniques de l'imprimerie du Journal officiel.

En 1979, le Monde faisait appel à Louis Lepetit pour participer à l'achèvement des études et à la mise en route du système de photocomposition Cercl dans son imprimerie. Bien que d'un naturel réservé, Louis Lepetit avait, en quelques années, acquis, par sa grande compétence et sa disponibilité, l'estime et la sympathie des collaborateurs de l'imprimerie.

Le Monde présente à sa famille ses très sincères condoléances.]

NOUVELLES BRÈVES

● M. François Abadie, maire (M.R.G.) de Lourdes, a déclaré, lundi 15 août, à R.M.C. qu'il était favorable à la proposition de M. Olivier Stirn, député (U.D.F.-Rad.) du Calvados, de réunir la famille radicale. Il estime que cette « troisième famille fait lourdement défaut actuellement au gouvernement de la France ». Il précise cependant : « Je n'ai pas dit qu'il fallait exclure le parti communiste, c'est une différence fondamentale ». M. Abadie « pense que la réforme électorale, qui doit instituer le scrutin proportionnel pour les élections législatives de 1986, facilitera cette réunification [qu'il] appelle de tous [ses] vœux ».

● M. Frank Romain, maire sortant de Port-au-Prince, nommé par « le président à vie » Jean-Claude Duvalier, a remporté la victoire aux élections municipales du dimanche 14 août. Il obtiendrait plus de 90 % des voix. Son adversaire, M. Justel, avait été un proche collaborateur de « Papa Doc », père de l'actuel président. — (Reuter.)

● Henri Leconte, qui s'est fracturé le pied droit, a dû interrompre son match contre l'Américain Sammy Giammalva, lundi 15 août, au deuxième tour du tournoi professionnel de tennis de Cincinnati (Ohio). Le Français menait 6-4, 2-0. Pour sa part, Lolo Courteau a été éliminé par le Suédois Hans Simonsson, 6-4, 6-1.

● Un conflit oppose un groupe de quarante-trois salariés turcs, soutenus par la C.G.T., à treize travailleurs français. — Chez Servisport (tapis de sport), à Teting-sur-Nied (Moselle), une grève est intervenue début juillet. Contrairement aux travailleurs turcs, les salariés français veulent reprendre le travail bien que la direction ait refusé de payer les jours de grève.

meubles
Chapo en bois massif
Galerie Chapo :
Magasin principal
14, bd de l'Hôpital, 75005 Paris
Tel. 331-29-16
Forum des Halles
208, pte Leclerc, 75004 Paris Cedex 11
Tel. 297-49-90
en août

L'ETOILE DES NEIGES
Etablissement agréé et conventionné S.S.
Reçoit les enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans, toute l'année
Scolarité dans l'établissement
● Maladies des voies respiratoires
● Asthme
Cade familial - 20 lits - Alt. 950 m.
65400 La Roche-des-Arnauds
Téléphone : (92) 57-82-57

SCIENCES-PO
classe préparatoire
Admission sur examen (dispensé si mention au Bac)
NEUILLY ST
QUARTIER LATIN CEPES
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 7229494
745.09.19 enseignement supérieur privé

Prix de détail
en juillet :
entre + 0,8 %
et + 0,9 %

**L'engagement
s'intensifie**

Le despotisme
pourrait atteindre
Des avocats
vont être st...

Autant